Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

22 décembre 2017

Photographies: ©FAO/L. Castaldi.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-130093-0
© FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

22 décembre 2017

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Rome, 2017

Le présent rapport a été établi par Jonathan Pound et Luigi Castaldi (FAO) et Maherisoa Rakotonirainy et Hajaniaina Rambalo (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: giews1@fao.org

Chris Nikoi
Directeur régional
OMJ
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur Internet, sur les sites Web de la FAO et du PAM aux adresses URL ci-après: http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribeSMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, veuillez envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

Sommaire

ABRÉVIATIONS....6

FAITS SAILLANTS....7

1. VUE D'ENSEMBLE....7
1.1 Contexte....7
1.2 Synthèse des résultats....8

2. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE....10
2.1 Croissance économique....10
2.2 Taux de change....11
2.3 Inflation....11
2.4 Pauvreté, nutrition et croissance de la production agricole....11
2.5 Caractéristiques de l'agriculture....13

3. PRODUCTION DE CÉRÉALES ET DE MANIOC EN 2017....15
3.1 Facteurs ayant eu une incidence sur la production en 2016/17....15
3.1.1 Précipitations et disponibilité en eau....15
3.1.2 Irrigation....19
3.1.3 Intrants....20
3.1.4 Organismes nuisibles et maladies....21
3.2 Superficies ensemencées et rendements....22
3.3 Production de céréales et de manioc en 2016/17....23
3.4 Élevage....25

4. RIZ – MARCHÉ ET IMPORTATIONS....27
4.1 Saisonnalité du marché du riz....28
4.2 Prix du riz en 2017....28
4.3 Importations de riz....30

5. BILAN CÉRÉALIER POUR LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2017/18....31

6. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE....32

7. RECOMMANDATIONS....53
7.1 Agriculture....53
7.2 Sécurité alimentaire....53

Annexe:

Synthèse des situations par région....55

ABRÉVIATIONS

CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
CSI	*Coping Strategy Index*
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FEWSNET	*Famine Early Warning Systems Network*
FIDA	Fonds international de développement agricole
IAM	Insécurité alimentaire modérée
IAS	Insécurité alimentaire sévère
INSTAT	Institut national de la statistique de Madagascar
IPC	Indice des prix à la consommation
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MGA	*Ariary* (monnaie malgache)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement en Afrique
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement
PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
rCSI	*Reduced coping strategy index*
SA	Sécurité alimentaire
SAL	Sécurité alimentaire limitée
SALOHI	*Strengthening and Accessing Livelihoods Opportunities for Household Impact*
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis

FAITS SAILLANTS

- La production nationale de riz (paddy) est estimée à un peu plus de 3,1 millions de tonnes en 2017, soit 20 pour cent de moins qu'en 2016 et 19 pour cent de moins que la moyenne des trois précédentes années (2013-2015).
- Ce recul de la production est principalement dû à un démarrage tardif de la saison des pluies et à une sécheresse sévère qui a tout particulièrement touché les principales régions productrices de riz du nord, du centre et de l'est en milieu de campagne.
- Le pays a également été frappé par le Cyclone Enawo, qui a compromis davantage encore les récoltes de cette année. Toutefois, les fortes pluies ont partiellement comblé les déficits hydriques observés en début de campagne dans certaines régions et ont contribué à limiter les répercussions du stress hydrique dans certaines zones.
- Dans les régions méridionales d'Androy et d'Anosy, les conditions météorologiques ont été plus clémentes et ont favorisé des gains de production annuels modérés, après trois années consécutives de production réduite à cause de la sécheresse. Toutefois, les récoltes de 2017 restent inférieures à la moyenne.
- La production nationale de maïs est estimée à 280 000 tonnes, soit environ 20 pour cent de moins que la moyenne pour la période 2013-2015, en raison des conditions de sècheresse. La production de manioc est estimée à environ 2,5 millions de tonnes, soit une réduction de 4 pour cent par rapport à l'année dernière.
- Le resserrement de l'offre sur le marché intérieur a provoqué une augmentation des prix du riz au début de 2017. Depuis le mois de mai, les prix se sont stabilisés, les importants volumes importés et l'arrivée des nouvelles récoltes ayant atténué la pression à la hausse, les prix sont toutefois restés plus élevés qu'il y a un an.
- Les besoins d'importation de riz pour la campagne de commercialisation 2017/18 (avril/mars) sont estimés à environ 570 000 tonnes, contre 241 000 tonnes importées au cours de la précédente campagne de commercialisation. Selon les prévisions, les importations commerciales devraient presque entièrement combler ce déficit. Dans l'ensemble, les besoins d'importation céréalière (y compris de maïs et de blé) sont estimés à 832 000 tonnes.
- Selon les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère a diminué dans les régions du sud, grâce principalement à une amélioration de la production agricole dans les régions d'Androy et d'Anosy. En revanche, dans le sud-est du pays, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée a augmenté à la suite des chocs météorologiques qui ont frappé cette partie du pays.
- La Mission estime que 407 655 personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire dans le sud et le sud-est, contre près de 600 000 en 2016, et 1,7 million de personnes supplémentaires sont estimées en situation d'insécurité alimentaire modérée. Le rapport indique que 35 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ont été contraintes d'adopter des stratégies de survie négatives et restent donc exposées à un risque élevé d'insécurité alimentaire sévère en l'absence d'aide humanitaire.
- Les populations les plus vulnérables sont généralement les ménages dirigés par des femmes ou des personnes âgées, qui possèdent souvent peu de biens de production et dont l'agriculture constitue la principale source de subsistance.

1. VUE D'ENSEMBLE

1.1 Contexte

À la demande du Gouvernement de Madagascar, une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue dans le pays du 24 juillet au 11 août 2017, à la suite des chocs météorologiques qui ont nui à la campagne agricole 2016/17. La Mission avait pour mandat de s'enquérir des facteurs ayant eu une incidence sur la production agricole, d'établir des estimations de la production céréalière nationale et d'évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Mission a bénéficié de l'appui technique et logistique de la Direction des systèmes d'information (DSI) du Ministère auprès de la Présidence en charge de l'agriculture et de l'élevage.

Comme l'année dernière, la Mission a mené simultanément deux enquêtes à l'échelle du pays (l'une visant à estimer la production agricole et une autre destinée à évaluer la vulnérabilité afin de déterminer le niveau et le type de l'insécurité alimentaire). Ces enquêtes ont été effectuées dans 21 régions (sur 22) entre le 17 juillet

et le 4 août 2017. Les questionnaires visaient à déterminer les principaux facteurs qui ont eu une incidence sur la production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle et couvraient sept domaines thématiques: conditions climatiques; organismes nuisibles et maladies des plantes; accès et disponibilité des intrants; production végétale; élevage et pêches; marchés et prix; stocks alimentaires; et état nutritionnel des ménages. Au total, 3 000 ménages ont été interrogés et 200 groupes de discussions ont été organisés. Chaque équipe était composée d'un fonctionnaire chargé de l'évaluation et d'au moins trois enquêteurs. Chaque équipe a rédigé un rapport narratif de synthèse qu'elle a présenté au cours de la réunion de restitution. La Mission a également organisé des visites de terrain dans les régions d'Alaotro Mongoro, de Boeny et de Vakinankaratra.

En amont des visites de terrain, la Mission a organisé des séances de travail avec:

- des institutions gouvernementales: le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'agriculture et de l'élevage, le Ministère des ressources halieutiques et de la pêche, le Ministère du commerce; l'Institut national de la statistique (INSTAT), la Banque Centrale de Madagascar et Météo Madagascar;
- des organismes bilatéraux et multilatéraux: l'Union européenne (UE), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Fonds international de développement agricole (FIDA);
- des institutions financières: la Banque africaine de développement et la Banque mondiale;
- des ONG et autres structures de coopération technique: Care, WWF, FEWSNET;
- des institutions publiques décentralisées: les directions régionales de l'agriculture et de l'élevage;
- des acteurs privés: des organisations de commerçants et de producteurs.

Ces réunions visaient à:

- informer sur la démarche, les objectifs et les résultats attendus de la Mission, afin que tous les acteurs et partenaires soient au même niveau d'information et participent, grâce à leurs précieuses contributions, à l'atteinte des objectifs;
- recueillir les informations nécessaires à l'analyse de la situation socio-économique actuelle;
- recueillir des données sur la situation et les politiques du pays en matière de développement de l'agriculture et de sécurité alimentaire;
- recueillir des informations sur les interventions réalisées en 2017 par les partenaires en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, ainsi que sur leurs perspectives à court et moyen termes;
- recueillir les avis des parties prenantes/partenaires sur les principaux facteurs ayant eu une incidence sur la campagne agricole et sur les perspectives de production en 2016/17;
- s'enquérir des attentes des partenaires quant aux résultats de la CFSAM, en particulier concernant l'utilisation des analyses pour éclairer et orienter leurs interventions; et
- échanger sur toute autre question d'intérêt pour le développement agricole, la sécurité alimentaire et la résilience des populations malgaches.

1.2 Synthèse des résultats

La principale campagne agricole de 2016/17 a été caractérisée par des précipitations insuffisantes et mal réparties dans les principales régions rizicoles du pays, à savoir un démarrage tardif de la saison des pluies et une période de sècheresse (trois mois de précipitations inférieures à la moyenne entre décembre 2016 et février 2018). Les déficits hydriques résultants ont entraîné une contraction des semis, compromis le développement des cultures et abouti à des rendements inférieurs à la moyenne, provoquant un net recul des productions rizicoles pluviales et irriguées cette année. En outre, le Cyclone Enawo qui a traversé le pays en mars 2017, s'est accompagné de pluies torrentielles qui ont provoqué de graves inondations qui ont nui à la production de riz ainsi qu'aux récoltes de vanille, l'un des principaux produits d'exportation du pays. Toutefois, dans les zones où les dommages causés par le Cyclone ont été moins importants, les fortes pluies ont en partie compensé les déficits hydriques et ont ainsi limité l'impact de la pénurie d'eau en début de campagne et contribué à éviter des pertes supplémentaires.

Compte tenu des chocs météorologiques susmentionnés, la production nationale de paddy est estimée à environ 3,1 millions de tonnes en 2017, soit un recul de 20 pour cent par rapport à l'année précédente et 19 pour cent de moins que la moyenne des trois précédentes années (2013-2015). La production de maïs est estimée à 280 000 tonnes, soit un repli de 11 pour cent par rapport à l'année dernière et un niveau inférieur de 21 pour cent à la moyenne. De même, la production nationale de manioc est estimée à environ 2,5 millions de tonnes, soit une réduction de 4 pour cent par rapport à l'année dernière.

L'inadéquation du système d'irrigation, liée à un manque d'entretien et à la faiblesse des investissements dans les infrastructures agro-hydrologiques, a aggravé les mauvaises récoltes cette année, les agriculteurs étant

fortement vulnérables aux effets des changements climatiques. En outre, la disponibilité limitée de semences de qualité demeure un obstacle majeur au développement d'un système de production de riz moderne, tandis que la faible utilisation d'engrais continue de limiter la productivité et accroît la dépendance à l'égard des stratégies d'agriculture extensive pour accroître la production.

Au niveau infranational, les baisses les plus marquées de la production de riz ont été enregistrées dans les principales régions rizicoles du nord et du centre. La production dans les régions méridionales d'Anosy et d'Androy a augmenté par rapport à l'année dernière grâce à des conditions météorologiques favorables, après trois années consécutives de récoltes réduites à cause de la sécheresse. Toutefois, les récoltes dans ces régions sont restées inférieures à la moyenne et représentent des quantités minimes par rapport à la production nationale.

Le secteur de l'élevage continue d'afficher une croissance limitée, l'incidence des maladies et l'insécurité croissante (vols) étant considérées comme les principaux obstacles à son développement.

En raison de la contraction de la production en 2017 et de la situation précaire de l'offre de riz, les importations devraient augmenter sensiblement au cours de la campagne de commercialisation 2017/18 (avril/mars) en vue de maintenir des taux de consommation à peu près stables, estimés à 98 kg par personne et par an, soit 2 kg de moins qu'au cours de la précédente campagne. Le bilan alimentaire pour la campagne 2017/18 fait état de besoins d'importations de 567 000 tonnes, qui devraient être presque entièrement couverts par le biais des canaux commerciaux. Entre avril et août, selon les estimations, 220 000 tonnes ont déjà été importées, un volume quasiment identique à celui qui a été importé au cours de l'ensemble de la campagne de commercialisation 2016/17.

Les prévisions de production réduite en raison du temps sec ont provoqué des hausses des prix du riz dans l'ensemble du pays pendant la première moitié de 2017, qui ont été exacerbées par la faiblesse des stocks. Les prix se sont stabilisés en mai grâce aux nouvelles disponibilités issues des récoltes de la campagne principale et des importants volumes d'importation qui ont atténué la pression sur l'offre. Toutefois, en juillet, les prix étaient toujours plus élevés qu'un an plus tôt.

L'insécurité alimentaire dans les zones étudiées était déjà manifeste un mois après la récolte de la campagne principale, particulièrement dans les régions méridionales, où, selon les estimations, un peu moins d'un cinquième des ménages souffriraient d'insécurité alimentaire sévère et, dans le sud-ouest où près des deux tiers des ménages seraient en situation d'insécurité alimentaire modérée. Toutefois, grâce à l'amélioration des récoltes dans les régions méridionales, les ménages ont accès à une quantité suffisante de nourriture, bien que peu diversifiée par rapport à l'année dernière, même si les sources alimentaires de fer et de protéines restent quasiment inaccessibles. Les zones les plus touchées dans le sud du pays sont les districts de Tsihombe et Beloha Tsihombe dans la région d'Androy, et dans le sud-est le district de Farafangana dans la région d'Atsimo-Atsinanana.

Pour ce qui est de la stabilité de la sécurité alimentaire, la situation dans les régions du sud est légèrement moins préoccupante que lors des années précédentes, en raison de la récolte accrue de céréales, des niveaux réduits de dettes et des niveaux plus élevés d'épargne. Toutefois, par rapport à l'année dernière, la sécurité alimentaire s'est dégradée dans le sud-ouest, en raison du net recul de la production céréalière et en l'absence d'un vaste programme humanitaire pour faire face aux répercussions du phénomène El Niño en 2016 (comme dans les régions du sud).

Les populations les plus vulnérables sont généralement les ménages dirigés par des femmes ou des personnes âgées, qui possèdent souvent peu de biens de production et sont caractérisés par un taux de dépendance élevé (ménages de plus de 10 personnes). L'agriculture constitue la principale source de subsistance de ces ménages dont les conditions de logement sont généralement de qualité médiocre, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires.

En résumé, on estime que 407 655 personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire dans le sud et le sud-est, c'est-à-dire que ces personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans aide extérieure. Environ 1,7 million de personnes supplémentaires seraient en situation d'insécurité alimentaire modérée, ce qui signifie qu'elles sont généralement en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires, sauf en cas de choc majeur. Toutefois, 35 pour cent de ces personnes (environ 595 000) seraient déjà contraintes d'adopter des stratégies de survie négatives ou de consacrer une part accrue de leurs revenus à l'achat de nourriture au détriment d'autres produits de première nécessité, y compris la santé et l'éducation, et restent donc exposées à un risque élevé d'insécurité alimentaire sévère en l'absence d'aide humanitaire.

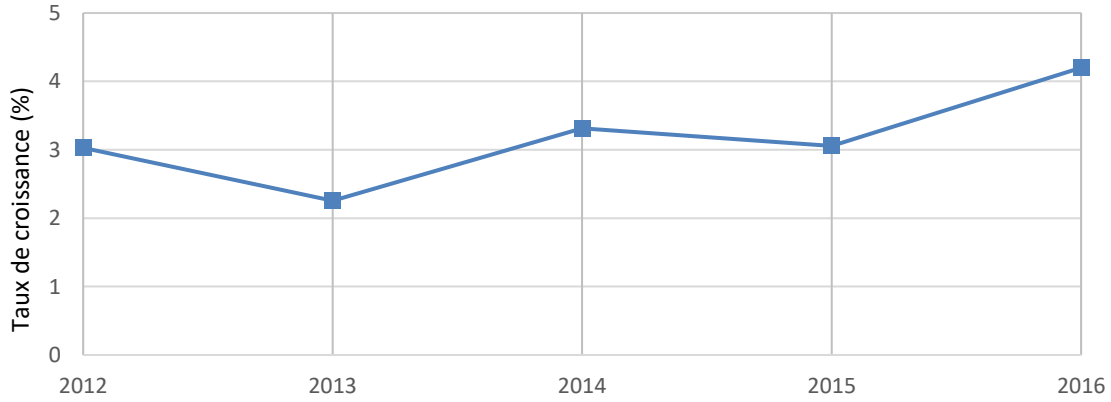
2. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

2.1 Croissance économique

Selon les estimations, la croissance économique se serait accélérée en 2016, le produit intérieur brut (PIB) annuel aurait ainsi atteint 4,2 pour cent contre 3,1 pour cent l'an dernier (voir graphique 1). L'essentiel de la croissance serait lié à des rebonds dans le secteur du tourisme et à une augmentation des constructions favorisée par des investissements publics, alors que le rétablissement de l'admissibilité du pays à l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en 2013 a contribué à une hausse des exportations à destination des États-Unis, notamment des produits agricoles et textiles, qui sous-tendent l'amélioration des performances économiques. La hausse des cours internationaux de la vanille (une culture d'exportation clé[1]) en 2016 a également contribué à accroître les recettes d'exportation et les réserves de change, tout en augmentant les possibilités de revenu pour les producteurs de vanille, ce qui a soutenu les gains économiques réalisés en 2016.

Les prévisions préliminaires pour 2017 faisaient état d'une poursuite de la croissance économique au même rythme, en raison de l'atténuation des effets négatifs de la crise politique. Toutefois, les répercussions des conditions météorologiques défavorables (sècheresse et Cyclone Enawo) sur la production agricole, qui représente environ un quart du PIB, ont dégradé les perspectives économiques. Étant donné que 74 pour cent du nombre total des emplois[2] sont liés au secteur de l'agriculture, la baisse estimée de la production agricole devrait vraisemblablement limiter les revenus et la consommation privée, et peser négativement sur l'économie. Une évaluation effectuée par la Banque mondiale peu de temps après le passage du Cyclone Enawo a estimé les pertes agricoles dans la région à 207 millions d'USD, dont l'essentiel seraient liées aux dégâts dont ont souffert les cultures de vanille[3]. Toutefois, des analyses plus récentes indiquent que l'impact sur la production de vanille pourrait ne pas être aussi important que prévu initialement et que les pertes monétaires pourraient être légèrement inférieures. Dans d'autres secteurs clés de l'économie, un redressement des prix des matières premières, à savoir des minéraux et des métaux, pourrait entraîner une augmentation de la production et contribuer à une hausse des recettes d'exportation. Néanmoins, la Banque centrale prévoit une augmentation proportionnellement plus importante des coûts totaux d'importation par rapport aux recettes d'exportation, malgré un renforcement de la monnaie, qui pourrait se traduire par une légère détérioration de la balance des paiements en 2017.

Graphique 1: Madagascar – Croissance du produit intérieur brut (% annuel)



Source: Banque mondiale.

Plus avant, les flux d'aide financière qui ont été promis à la Conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar en décembre 2016, devraient accroître les investissements nationaux et stimuler la croissance économique. Environ 6,4 milliards d'USD ont été promis au cours de la Conférence pour la période 2017-2020, sous la forme de dons et de prêts à des conditions favorables, qui seront principalement utilisés pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de développement (PND). En outre, 3,3 milliards d'USD

[1] La part de Madagascar dans les exportations mondiales de vanille, en termes monétaires, a été estimée à 62 pour cent en 2016. Source: *Observatory of Economic Complexity*, 2017, http://atlas.media.mit.edu/en/visualize/tree_map/hs92/export/show/all/0905/2015/
[2] Emploi par secteur – estimations modélisées. Source: Organisation internationale du Travail, novembre 2016, https://tinyurl.com/y7sc8dbw
[3] Estimation des pertes économiques causées par le cyclone tropical Enawo, Banque mondiale, mars 2017.

d'investissements ont été annoncés par le secteur privé[4]. Le PND, qui a été lancé en 2015, vise à promouvoir et à renforcer cinq domaines:

1) Gouvernance, décentralisation, démocratie et solidarité nationale;
2) stabilité macroéconomique;
3) croissance inclusive;
4) capital humain;
5) mise en valeur des ressources naturelles et résilience face aux catastrophes.

La mise en œuvre de programmes au titre du PND devrait contribuer à stimuler une croissance durable et inclusive, à lutter contre les inégalités sociales et à réduire la forte prévalence de la pauvreté.

2.2 Taux de change

Au cours des neuf premiers mois de 2017, l'ariary (MGA) s'est apprécié vis-à-vis du dollar américain et au mois d'août il était en hausse de 3 pour cent par rapport à l'année précédente. Le maintien de la stabilité politique et les prévisions de flux accrus de devises provenant des contributions annoncées lors de la conférence internationale des bailleurs ont favorisé l'appréciation de la monnaie. Bien que cette appréciation soit susceptible d'avoir exercé une certaine pression à la baisse sur les prix des denrées alimentaires importées, les prévisions de la Banque centrale indiquent un affaiblissement de la monnaie pour l'ensemble de l'année 2017. Si cette prévision venait à se confirmer, cela pourrait se traduire par une augmentation des coûts d'importation et une pression à la hausse sur les prix d'ici la fin de l'année et au début de 2018. Compte tenu de la production réduite de riz en 2017, les importations de riz devraient augmenter et s'établir à un niveau supérieur à la moyenne au cours de la campagne de commercialisation 2017/18. Le taux de change, qui repose sur un régime de change flottant, pourrait ainsi avoir une incidence plus importante sur les niveaux des prix en 2017 par rapport aux années précédentes en raison de la part accrue des importations dans le total de l'offre nationale.

2.3 Inflation

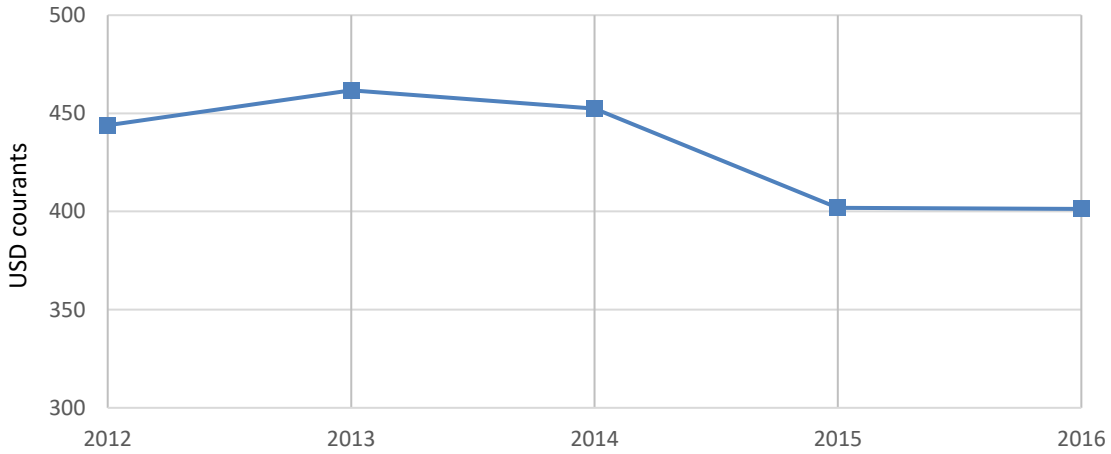
Compte tenu du poids considérable des prix des aliments transformés et non transformés dans l'indice national des prix à la consommation (IPC), ceux-ci tendent à orienter directement l'évolution de l'IPC. Le taux annuel d'inflation était estimé à 9 pour cent en juillet[5], un taux légèrement plus élevé que les mois précédents. Les hausses marquées des prix du riz depuis le début de 2017 ont favorisé cette évolution, tout comme l'augmentation des coûts des services. Toutefois, en dépit de la faible augmentation de l'IPC au cours de la première moitié de 2017, le taux annuel d'inflation est demeuré inférieur au plafond cible de 10 pour cent fixé dans le PND, qui vise à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs. En 2016, le gouvernement a lancé une réforme de la Banque centrale afin de renforcer son indépendance, ce qui a permis à l'institution d'utiliser plus efficacement les instruments monétaires pour aider à stabiliser les taux d'inflation.

2.4 Pauvreté, nutrition et croissance de la production agricole

Les taux de pauvreté sont estimés à des niveaux élevés: selon les dernières données disponibles, le pays accusait un taux national de pauvreté de 71,5 pour cent en 2012[6]. Au niveau infranational, les régions méridionales d'Androy et d'Atsimo Antsinanana sont celles qui accusent les taux de pauvreté les plus élevés. En effet, ces deux régions ont connu des épisodes de sécheresse durant plusieurs campagnes agricoles consécutives (2014-2016) et ont, en conséquence, souffert de plusieurs années de récoltes réduites qui ont érodé les capacités de production des ménages agricoles. Autre indicateur des faibles niveaux de bien-être économique au niveau national, selon les estimations, le PIB par habitant (graphique 2) aurait reculé ces dernières années, et était estimé à un peu plus de 400 USD en 2016[7]. Il s'agit de l'un des taux les plus faibles à l'échelle mondiale, qui indique que les ménages font face à d'importantes contraintes en matière de consommation et de capacité d'investissement. En outre, le taux de sous-alimentation a également augmenté; selon les données de la FAO, la proportion de la population totale en situation de sous-alimentation a été estimée à 42 pour cent pour la période 2014-2016 contre 35 pour cent entre 2004 et 2006[8].

[4] Vue d'ensemble des pays (Banque mondiale, 2017), http://www.worldbank.org/fr/country/madagascar/overview
[5] Indice des prix à la consommation (IPC), INSTAT, 2017.
[6] Enquête nationale sur le suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement à Madagascar, INSTAT, 2013.
[7] Banque mondiale, 2017, http://data.worldbank.org/country/madagascar?view=chart
[8] L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2017, http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf

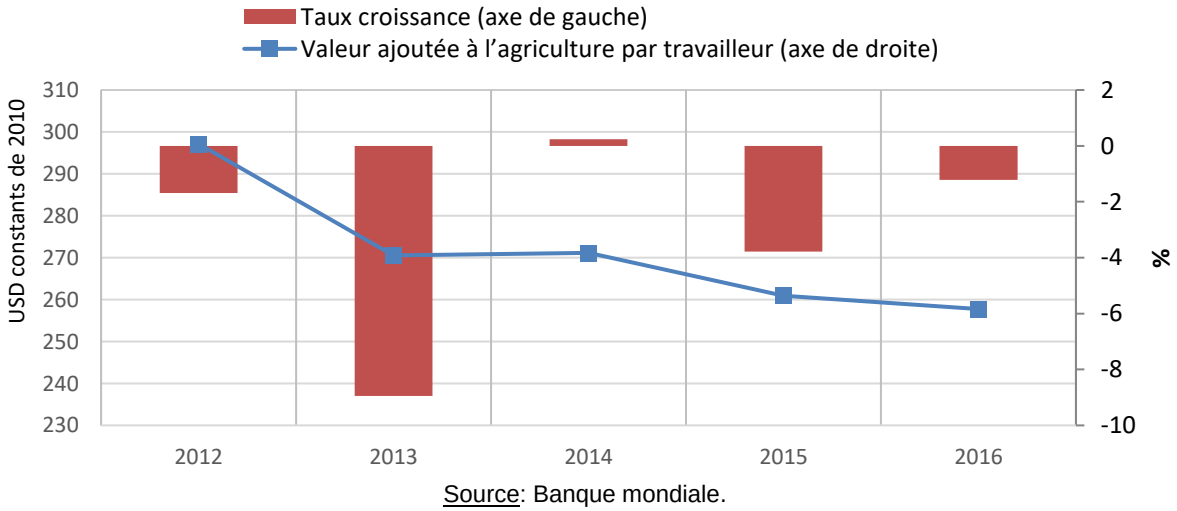
Graphique 2: Madagascar – PIB par habitant (USD courants)



Source: Banque mondiale.

Étant donné le poids du secteur agricole dans l'économie et son importance dans le marché du travail, il est essentiel, en vue de réduire la pauvreté, de promouvoir une croissance agricole durable et inclusive, en particulier par le biais d'investissements dans les chaînes de valeur. Toutefois, plusieurs facteurs structurels et de risque combinés ont provoqué une stagnation de la croissance agricole. La faible intégration au marché, aussi bien au sein du secteur que de l'économie dans son ensemble, constitue l'un des principaux obstacles. L'insuffisance des infrastructures rurales, notamment des réseaux routiers vétustes, limite l'accès aux marchés et les possibilités d'investissement, tout en accroissant les coûts de transaction. En outre, la faible disponibilité et la difficulté d'accès aux engrais et aux semences améliorées, l'absence d'entretien des équipements hydro-agricoles et le faible taux d'adoption des techniques agricoles améliorées ont contribué à limiter les gains de productivité. Le renforcement de la sécurité foncière est également considéré comme une question clé qui pourrait faciliter des investissements accrus dans le secteur, alors que les chocs météorologiques et la faible résilience augmentent les risques d'investissement. Signe des médiocres performances agricoles, la croissance de la productivité agricole a été négative ces dernières années (voir graphique 3), une perte de 13 pour cent entre 2012 et 2016.

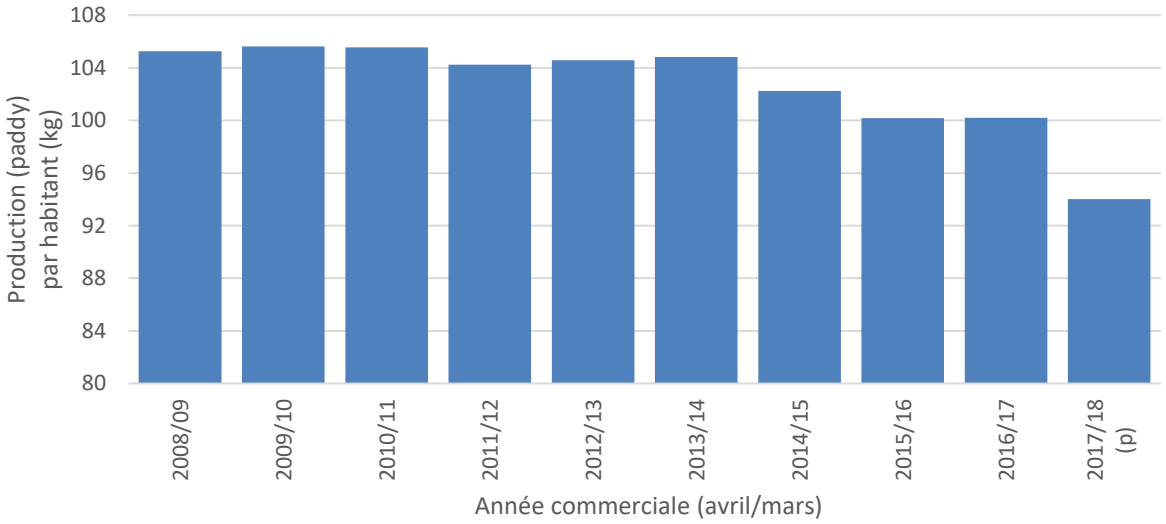
Graphique 3: Madagascar – Valeur ajoutée agricole par travailleur



Source: Banque mondiale.

En outre, la production de riz par habitant, la principale denrée de base, a reculé, celle-ci devrait s'établir à un niveau inférieur à 100 kg en 2017/18.

Graphique 4: Madagascar – Production de riz (usiné) par habitant (2008/09-2017/18)



Source: FAO.

Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement a adopté le Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche (PSAEP) en 2015, qui harmonise les programmes de développement agricole et les politiques promues dans le cadre du PND. Le PSAEP s'articule autour de cinq grands programmes opérationnels:

1. Accroissement durable de la production agricole et de l'utilisation des ressources naturelles;
2. augmentation de la productivité et promotion de systèmes productifs compétitifs;
3. amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience des ménages vulnérables face aux chocs;
4. renforcement de l'intégration des marchés nationaux et promotion de la production de produits d'exportation;
5. renforcement des capacités institutionnelles des acteurs et des structures de gouvernance dans le secteur agricole.

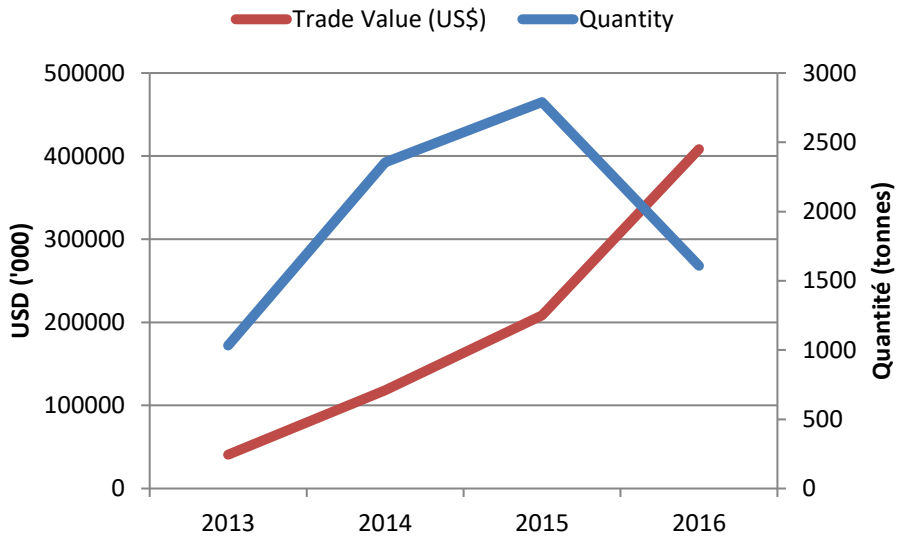
Des investissements efficaces dans ces domaines devraient contribuer à favoriser une croissance durable dans le secteur agricole. En outre, les organisations partenaires, y compris la FAO, soutiennent fermement le gouvernement en vue de favoriser une intensification durable de la production agricole, essentielle pour améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et accélérer le développement économique global.

2.5 Caractéristiques de l'agriculture

Madagascar dispose de vastes potentialités agricoles, animales et halieutiques. La diversité climatique et écologique permet de cultiver aussi bien des espèces spécifiques aux pays tempérés notamment des pommes, des poires, des prunes et des agrumes que des espèces d'origine tropicale comme les mangues et les litchis mais également une large gamme d'autres espèces telles que la vanille, le café, le clou de girofle, le sisal, le maïs, les tubercules et diverses épices. Les principales cultures d'exportation sont la vanille, produite dans le nord-est, l'est et le sud-est du pays et qui a rapporté 40 millions d'USD en 2013 et 48 millions en 2016 ; le café et le cacao dans les zones côtières du nord, du nord-ouest et de l'est; le coton dans le sud-ouest et le nord-ouest; le sisal sur les plateaux semi-arides du sud et, sur les plaines côtières de l'est, le poivre et le clou de girofle, dont les recettes d'exportation se sont élevées à 153 millions d'USD en 2013 et 224 millions en 2013[9]. En tête des cultures vivrières figure le riz, aliment de base des malgaches cultivé dans tout le pays à l'exception de certaines zones semi-arides du sud et du sud-ouest où le manioc et le maïs sont les aliments de base.

[9] UN Comtrade (base de données statistiques des Nations Unies sur les échanges commerciaux), https://comtrade.un.org/

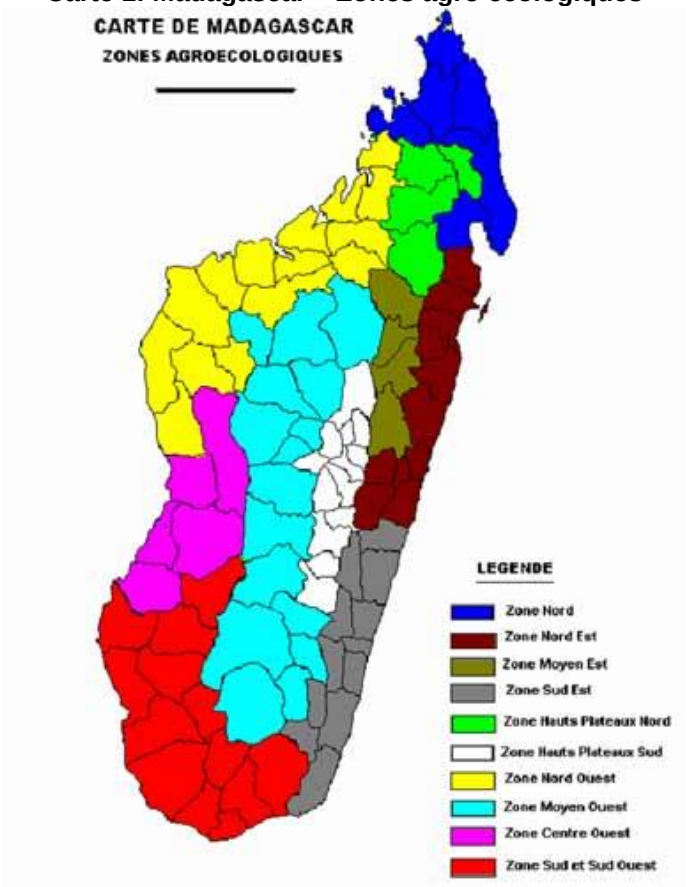
Graphique 5: Madagascar – Production de vanille et valeur à l'exportation



Source: UN Comtrade.

Madagascar est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Trois à quatre Cyclones par an traversent le pays chaque année avec comme porte d'entrée la côte est, mais parfois aussi la côte ouest, comme les Cyclones Haruna en 2013, Hélène en 2014 et Enawo cette année. Les Cyclones sont souvent accompagnés de fortes pluies qui provoquent d'importantes inondations et causent des dégâts dans le secteur agricole. Compte tenu de la maîtrise limitée de l'irrigation, la production agricole à Madagascar est fortement tributaire du volume des précipitations et de leur répartition. Le pays est découpé en dix principales zones agro-écologiques selon des facteurs climatiques et édaphiques, comme le montre la carte 1 ci- après.

Carte 1: Madagascar – Zones agro écologiques



Source: Ministère de l'agriculture.

Cette diversité agro-écologique explique les différences constatées dans le calendrier cultural à travers le pays. Dans la région d'Atsimo Andrefana, au sud du pays, la principale campagne agricole commence en octobre/novembre et s'achève en mai/juin. Dans la région de Boeny, la campagne principale s'étend d'avril à septembre et est suivie de trois autres campagnes. Les deux tiers de la production agricole proviennent des exploitations familiales qui pratiquent une agriculture de subsistance souvent basée sur la culture du riz et générant peu de surplus commercialisables. Leur capacité productive est entre autre limitée par l'insuffisance des crédits ruraux, la faible utilisation des intrants agricoles, le mauvais état des infrastructures de base (routes et systèmes d'irrigation), et la baisse de fertilité des sols due à l'érosion et à l'ensablement des terres arables, conséquences d'une déforestation massive. La faible productivité qui en découle se traduit par de faibles revenus pour les producteurs et une incapacité à adopter des technologies modernes et performantes, perpétuant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. Cette situation résulte à la fois d'un environnement socio-économique et institutionnel national peu favorable et des capacités limitées d'assurance contre les différents risques inhérents aux activités agricoles.

Ainsi, l'amélioration de la productivité, autrement dit l'augmentation des rendements par la maîtrise de l'eau (qui passe par la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles) et la régénération des écosystèmes par des pratiques agricoles écologiques (agriculture de conservation) constituerait la meilleure stratégie pour augmenter les revenus des agriculteurs malgaches à l'ère de la mondialisation. Les programmes couronnés de succès dans ce domaine (à l'instar des programmes SALOHI et Bassins Versants/Périmètres Irrigués) ont généralement l'avantage d'intégrer l'approche filière axée, entre autres, sur le renforcement des capacités techniques (notamment pour l'adoption de méthodes d'agriculture organique), sur le renforcement des associations de base et des institutions de microfinance, ainsi que sur la mise en marché des produits.

Aux Cyclones et à la sécheresse chronique que connaissent certaines régions s'ajoutent la menace acridienne qui, bien réelle depuis 2010, a évolué en invasion à partir d'avril 2012. Grâce aux trois campagnes successives de lutte antiacridienne de grande envergure mises en œuvre dans le cadre du Programme triennal FAO/MINAGRI lancé en septembre 2013 avec l'appui des partenaires du développement, la situation acridienne est redevenue calme et est désormais en quasi-rémission.

L'élevage et la pêche sont des activités complémentaires à l'agriculture qui contribuent aux emplois agricoles et procurent des revenus substantiels aux ménages ruraux. L'élevage extensif pratiqué par les éleveurs et la pêche traditionnelle ne favorisent pas un développement notable et durable de ces filières. Ces dernières années, la production de ces deux sous-secteurs a régulièrement reculé en raison des effets conjugués de la sécheresse, de l'insécurité, du faible encadrement des acteurs et de la surexploitation des ressources. L'on note néanmoins un regain d'intérêt pour la relance de la production laitière, par exemple dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région d'Alaotra Mangoro et le département de l'Ile-et-Vilaine (France) en vue de l'amélioration génétique des bovins laitiers et de l'encadrement des petits producteurs. De même, le développement de la pisciculture familiale bénéficie de l'appui des partenaires du développement tel que la JICA pour la production du tilapia dans les régions du centre et du nord-ouest. Quant à la pêche industrielle, principalement axée sur la production de crustacés destinés à l'exportation, elle a rapporté 38,6 millions de DTS en 2013[10].

Malgré ces nombreuses potentialités agro-écologiques, les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche demeurent peu productifs. Les différentes stratégies et politiques mises en œuvre jusqu'ici pour accroître la productivité n'ont pas permis à ces secteurs de jouer pleinement leur rôle moteur dans l'économie du pays. La crise politique que le pays a connu ces dernières années a grandement contribué à la stagnation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

3. PRODUCTION DE CÉRÉALES ET DE MANIOC EN 2017

3.1 Facteurs ayant eu une incidence sur la production en 2016/17

3.1.1 Précipitations et disponibilité en eau

La plupart des agriculteurs sont extrêmement vulnérables aux chocs, du fait que le pays est exposé à des conditions météorologiques extrêmes, y compris des Cyclones et des sécheresses. En outre, les infestations fréquentes d'organismes nuisibles, notamment de criquets, augmentent les risques pour le secteur agricole. Ces facteurs sont aggravés par la faiblesse des infrastructures rurales, l'utilisation limitée des technologies et des intrants améliorés et la dégradation des équipements hydro-agricoles, qui restreignent la capacité des

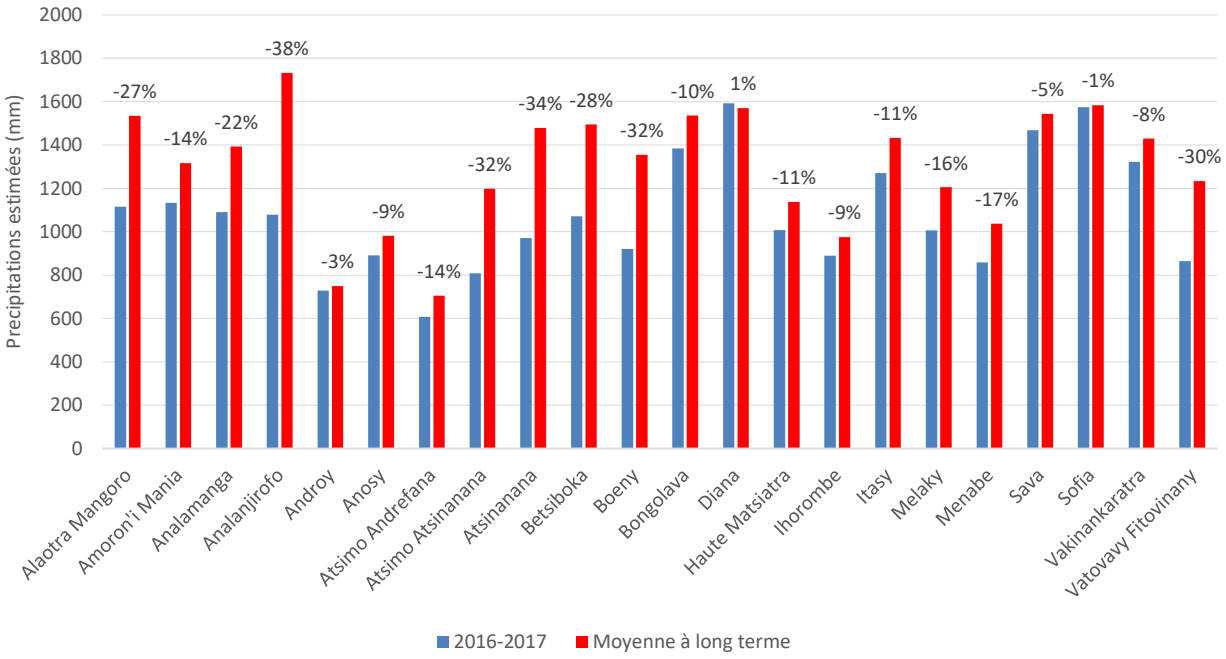
[10] BCD, Direction des études et des relations internationales.

agriculteurs à s'adapter de manière adéquate aux chocs climatiques à court et à long terme, ce qui tend par conséquent à exacerber les vulnérabilités.

En 2016/17, la campagne agricole a été caractérisée par trois importants événements climatiques:

1. Un épisode de sécheresse intense et prolongée (décembre 2016-février 2017) principalement concentré dans les principales régions rizicoles.
2. Le passage du Cyclone tropical Enawo.
3. Une amélioration des précipitations saisonnières dans les régions semi-arides du sud.

Graphique 6: Madagascar – Estimation des précipitations saisonnières cumulées par rapport à la moyenne à long terme



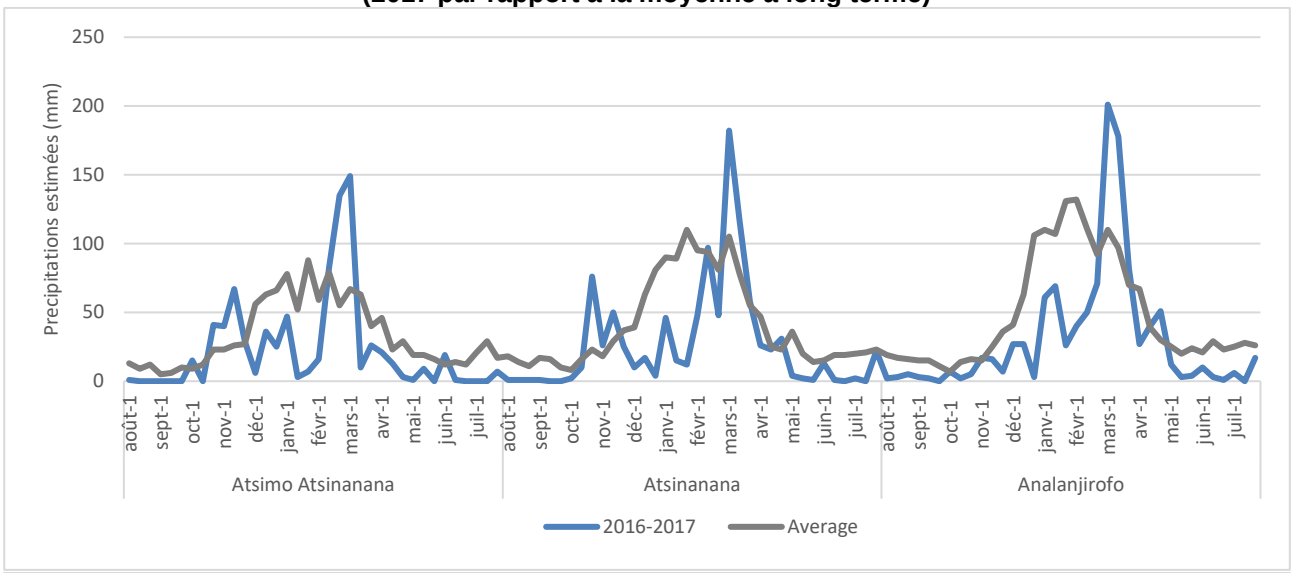
Source: SMIAR, FAO.

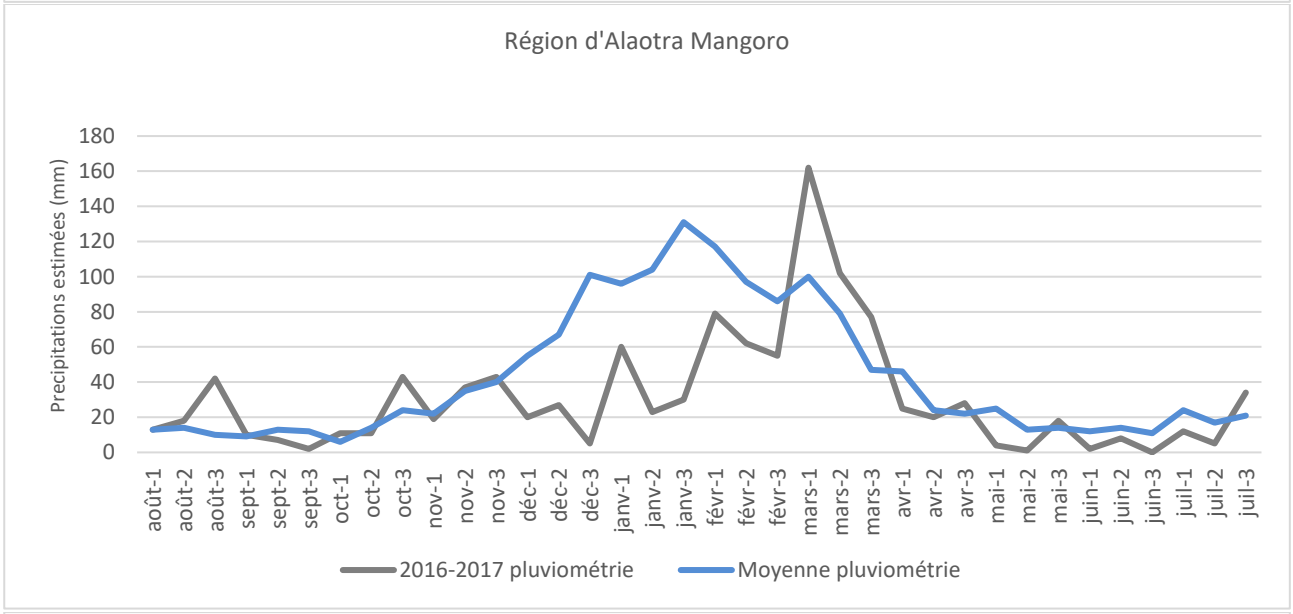
Dans l'ensemble, les niveaux cumulés de précipitations en 2016/17 ont été sensiblement inférieurs à la moyenne à long terme dans toutes les régions sauf une, Diana (graphique 6), conséquence du démarrage tardif de la saison des pluies et de la période de sècheresse en milieu de campagne. Les volumes de précipitations saisonnières au cours de la première moitié (novembre 2016-février 2017) de la principale campagne de culture de riz ont été les plus faibles de ces 36 dernières années. La majorité des agriculteurs interrogés par la Mission ont expliqué que les conditions de sécheresse avaient été le principal facteur de la contraction de la production céréalière en 2017.

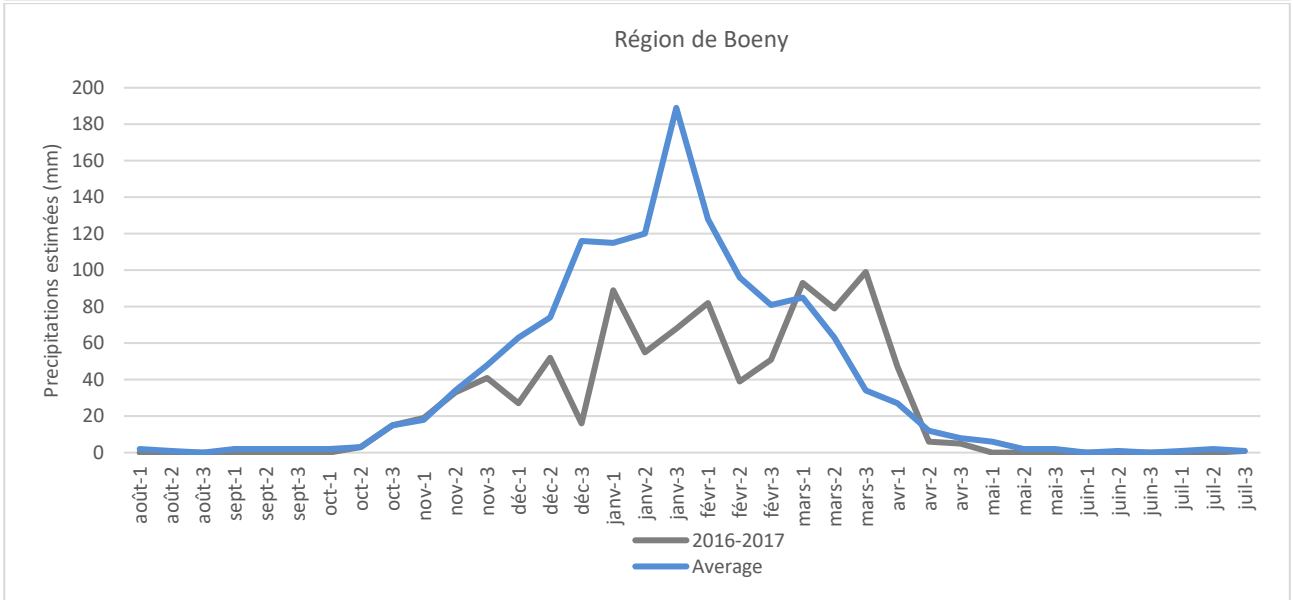
Le démarrage tardif de la saison des pluies 2016/17 et l'épisode de sécheresse en milieu de campagne ont surtout été observés dans les régions de production intensive de riz. Dans la région de Mangoro Alaotra, par exemple, qui représente en moyenne environ 10 pour cent du total de la production nationale de riz, les pluies saisonnières ont été mal réparties. La sécheresse a réduit les semis, compromis le développement des cultures et résulté en des rendements inférieurs à la moyenne. Bien qu'ils existent certaines infrastructures d'irrigation dans la région, leur manque d'entretien et les niveaux réduits des réservoirs n'ont pas permis au réseau de fournir suffisamment d'eau pour compenser la diminution du volume des précipitations. Dans la région septentrionale de Boeny, qui contribue en moyenne à environ 5 pour cent de la production nationale de riz, les cultures pluviales de riz ont souffert d'un manque d'eau et le faible niveau des réservoirs devrait également restreindre la production de la campagne principale principalement irriguée, à récolter en septembre/octobre. Toutefois, dans les principales régions productrices de riz, à savoir Vakinankaratra et Itasy, les déficits pluviométriques n'ont pas été aussi graves et ont entraîné des contractions plus modérées de la production qui devrait se maintenir à des niveaux supérieurs à la moyenne (voir la section 3.3).

Dans les régions orientales d'Atsimo Atsinanana, Atsinanana et Analanjirofo, le démarrage tardif de la saison des pluies a forcé les riziculteurs à retarder les opérations de transplantation et cela a exposé les jeunes pousses plus fragiles aux effets du Cyclone, aggravant les dégâts et les pertes de récolte.

Graphique 7: Madagascar – Répartition des précipitations (2017 par rapport à la moyenne à long terme)



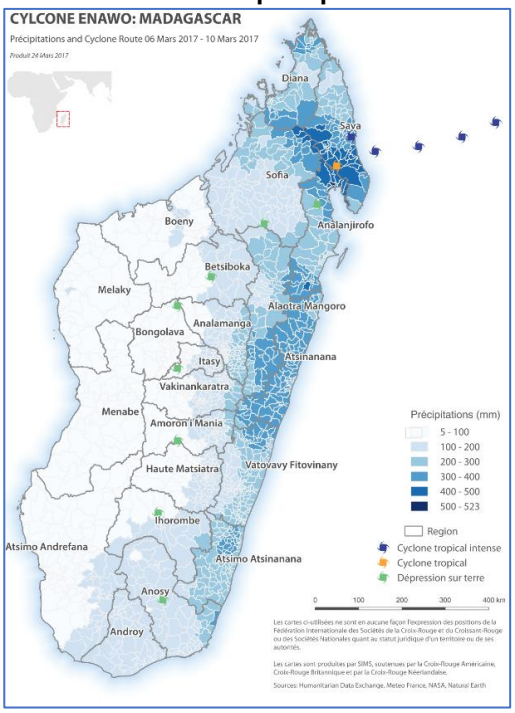




Source: SMIAR, FAO.

Après la période de sécheresse qui a sévi entre décembre et février, le Cyclone Enawo a frappé le pays tout d'abord dans la région de Sava le 7 mars, puis a traversé le centre du pays avant de le quitter par le sud-est le 10 mars (carte 2). Le Cyclone Enawo a été la pire tempête à frapper le pays depuis 2004, il s'est accompagné de vents violents et de pluies torrentielles qui ont provoqué des inondations qui ont compromis davantage encore les récoltes de 2017. L'augmentation du volume des précipitations a également eu des aspects bénéfiques là où les dommages n'ont pas été conséquents, compensant partiellement les déficits hydriques de début de campagne dans certaines régions. Toutefois, la répartition des précipitations dans le temps est restée pour l'essentiel défavorable, les pluies torrentielles n'ayant eu qu'un effet positif limité sur la production céréalière totale.

Carte 2: Madagascar – Trajectoire du Cyclone Enawo et niveau des précipitations

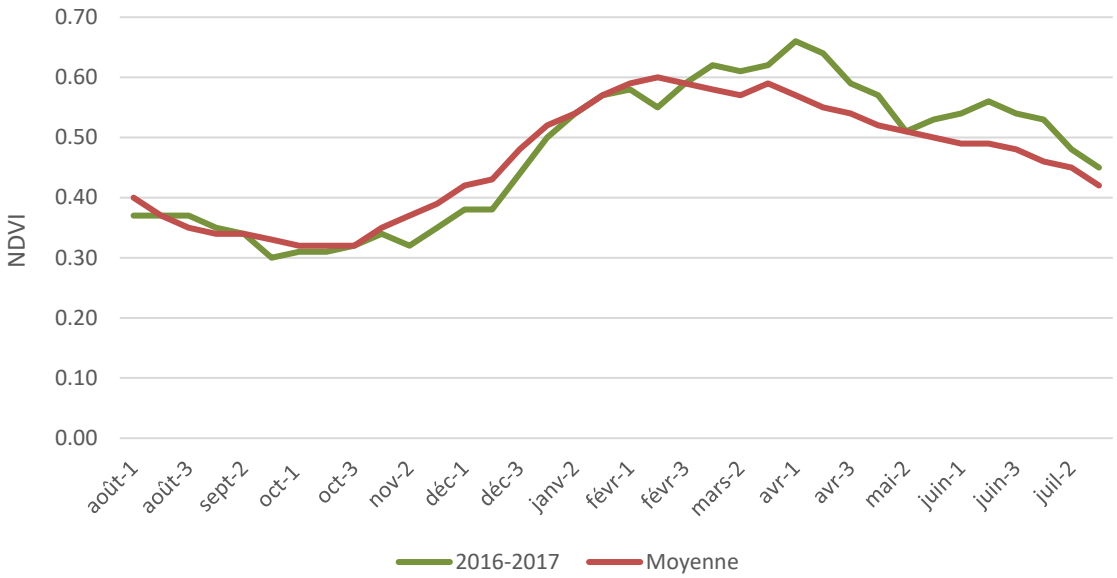


Source: Humanitarian Data Exchange, Météo France, NASA, Natural Earth.

Les vents violents et les inondations causées par le Cyclone Enawo se sont principalement concentrés dans les régions productrices de vanille et de riz dans le nord-est du pays, à savoir Diana, Sava et Sofia. Selon les estimations, près de 20 pour cent de l'ensemble de la récolte de vanille aurait été soufflée trois à quatre mois avant l'arrivée à pleine maturité, en raison de l'impact du Cyclone.

Dans les régions d'Atsimo Andrefana, d'Androy et d'Anosy, dans le sud et le sud-ouest du pays, malgré un démarrage des pluies saisonnières en léger retard, les conditions météorologiques ont été globalement plus favorables cette saison, comme le montre l'état de la végétation supérieur à la moyenne dans les zones cultivées (voir graphique 8). En conséquence, selon les estimations, la production devrait être supérieure à celle de l'an dernier tout en restant inférieure à la moyenne.

Graphique 8: Madagascar – Indice de végétation par différence normalisée (NDVI) pour la région d'Androy

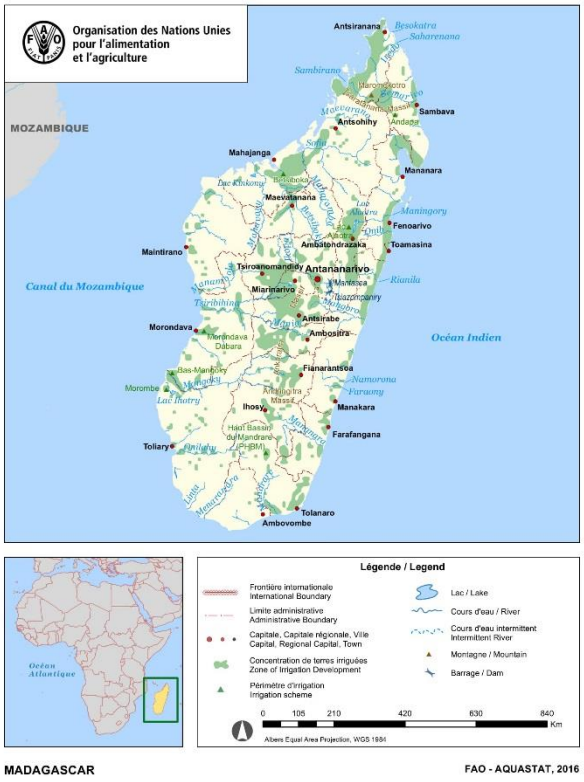


Source: SMIAR, FAO.

3.1.2 Irrigation

Bien que dans l'ensemble, l'infrastructure hydro-agricole soit dégradée, il existe un vaste système d'irrigation, qui approvisionne en eau plus de 1 million d'hectares ou 29 pour cent des superficies cultivées (toutes cultures vivrières confondues). Les terres irriguées sont principalement utilisées pour la culture du riz et, selon le recensement agricole de 2005, près de 70 pour cent des fermes rizicoles exploitent des canaux d'irrigation[11].

Carte 3: Madagascar – Zones d'irrigation



Source: FAO, AQUASTAT, 2016.

[11] Sur la base des données du recensement agricole de l'INSTAT, 2005.

Cependant, l'infrastructure hydro-agricole ne couvre qu'une zone relativement limitée par rapport au potentiel du pays. En outre, les canaux, les stations de pompage et les barrages ne sont pas suffisamment entretenus et sont par conséquent en mauvais état, tandis que des parties du réseau ne fonctionnent plus en raison des dommages causés par le passage du Cyclone et auraient besoin d'une rénovation complète. La dégradation générale des infrastructures se traduit par une perte potentielle de croissance de la productivité agricole. L'existence d'un système de gestion efficace de l'eau aurait été utile pour atténuer les effets négatifs des pluies saisonnières insuffisantes et très mal réparties au cours de la saison 2016/17.

Des programmes sont actuellement mis en œuvre pour remettre en état l'infrastructure hydro-agricole, dont plusieurs sont financés par des organisations internationales. À titre d'exemple, le Projet d'irrigation et d'aménagement des bassins hydrographiques et le Projet de gestion paysagère durable à Madagascar de la Banque mondiale, sont notamment axés sur l'amélioration des services d'irrigation et de drainage. Par ailleurs, 6 500 agriculteurs participent au Projet de réhabilitation du périmètre du bas Mangoky mis en œuvre par la Banque africaine de développement, qui vise à réhabiliter des équipements d'irrigation couvrant 5 000 hectares de terres rizicoles.

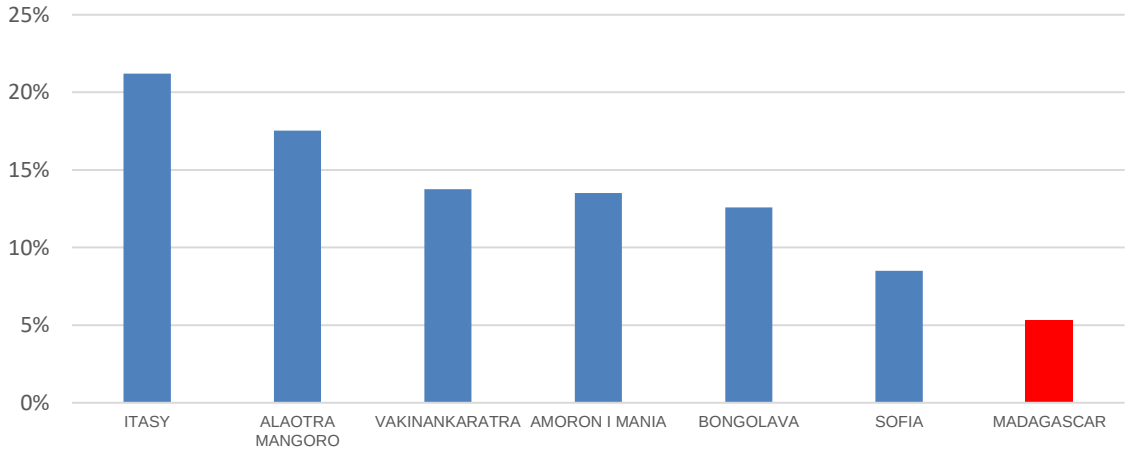
3.1.3 Intrants

Le riz est principalement produit à l'aide de techniques traditionnelles, y compris l'utilisation des semences prélevées sur les précédentes récoltes, et les agriculteurs ne bénéficient pas de l'application extensive des technologies du Système d'intensification du riz (SRI). Selon le questionnaire auprès des ménages du CFSAM, près de 85 pour cent des agriculteurs continuent de recourir à des techniques de production traditionnelles, y compris une utilisation restreinte des engrais. Toutefois, dans les régions d'Itasy et de Bongolava, grâce à la mise en œuvre de plusieurs projets de développement rural, respectivement 80 et 60 pour cent des répondants ont indiqué avoir adopté le SRI. Dans d'autres régions, malgré la prise de conscience des gains de productivité potentiels, il est difficile pour les agriculteurs d'adopter ces technologies en raison de l'indisponibilité et du coût élevé des intrants de qualité, du manque de personnel de vulgarisation qualifié et de la mauvaise gestion des ressources en eau.

Semences

La faible disponibilité de semences de qualité est également l'un des principaux obstacles au développement d'un système de production de riz moderne. En 2016, le gouvernement a lancé une stratégie sur la multiplication et la distribution des semences, dans le cadre de la Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR), qui visera la production de 10 000 tonnes de semences certifiées à l'horizon 2020. Les variétés de semences améliorées sont rares et leur disponibilité est généralement limitée aux principaux marchés régionaux, à des prix inabordables pour la plupart des agriculteurs. Environ 95 pour cent des personnes ayant répondu au questionnaire de la CFSAM ont déclaré qu'ils utilisaient des semences conservées sur la récolte précédente. Dans les hautes terres centrales des régions de Bongolava, d'Alaotra Mangoro, d'Amoron'I Mania et de Vakinankaratra, l'utilisation de semences certifiées est d'environ 10 pour cent contre 20 pour cent dans la région d'Itasy.

Graphique 9: Madagascar – Utilisation de semences certifiées (% d'agriculteurs)



Source: CFSAM 2017.

Les conditions météorologiques défavorables durant la campagne 2016/17 ont contraint de nombreux agriculteurs à replanter, provoquant une réduction des superficies récoltées. En conséquence, ils ne devraient disposer que d'une quantité limitée de semences pour les semis de la campagne 2017/18.

Engrais

Le taux d'utilisation d'engrais est l'un des plus faibles de toute l'Afrique ; selon les estimations, 15 pour cent des terres cultivées du pays seulement reçoivent des engrais (Recensement agricole[12] 2005). Cela coïncide avec les 86 pour cent des agriculteurs interrogés par la Mission qui ont déclaré ne pas avoir utilisé d'engrais minéral au cours de la campagne 2016/17. Selon les résultats des questionnaires auprès des ménages, l'utilisation d'engrais organiques a été également limitée, seuls 13 pour cent des répondants ont affirmé avoir utilisé du fumier pour la fertilisation de leurs champs. L'utilisation d'engrais a également diminué ces dernières années étant donné que les agriculteurs ont eu tendance à se séparer de leurs bovins en raison de préoccupations croissantes concernant l'insécurité (à savoir les vols). Toutefois, dans la région d'Amoron'i Mania, près de 85 pour cent des répondants ont déclaré qu'ils utilisaient du fumier, cela s'explique notamment par la présence dans la région de grandes fermes laitières avec un nombre important d'animaux. Dans les autres zones de hautes-terres, notamment les régions d'Itasy, de Bongolava, et de Vakinankaratra, environ 40 pour cent des agriculteurs ont indiqué utiliser du fumier.

Le coût élevé des engrais minéraux est la principale cause de leur faible degré d'utilisation. En outre, la variabilité de la production de riz en raison des aléas climatiques et de la capacité limitée des agriculteurs à gérer les chocs météorologiques et à atténuer leurs effets, augmente les risques d'investissement dans l'utilisation des engrais du fait des rendements souvent très faibles. En conséquence, les agriculteurs qui n'ont pas assez d'argent pour acheter des quantités suffisantes d'engrais préfèrent fertiliser des cultures plus rentables que le riz.

Le précédent programme public de fourniture d'engrais n'a rencontré qu'un succès limité. En 2006, une Stratégie nationale pour le développement de l'utilisation de l'engrais a été mise en place, mais du fait de son impact limité sur la production et des coûts importants associés, elle a été suspendue. Un projet national de cartographie du sol est actuellement en cours et permettra de mieux définir les stratégies d'amélioration de la fertilité des sols à l'échelle nationale.

Pesticides

L'utilisation de pesticides, généralement de piètre qualité, est normalement très limitée. Par ailleurs, les agriculteurs interrogés sont conscients des effets négatifs et restreints de l'utilisation de produits périmés qui ont une efficacité limitée contre les parasites et les maladies. Le gouvernement et la FAO ont mis en œuvre un programme conjoint axé sur l'utilisation de pesticides classiques et de bio-pesticides, de concert avec des régulateurs de croissance des insectes, qui a contribué à lutter avec succès contre les invasions de criquets pèlerins qui ont frappé le pays en 2012.

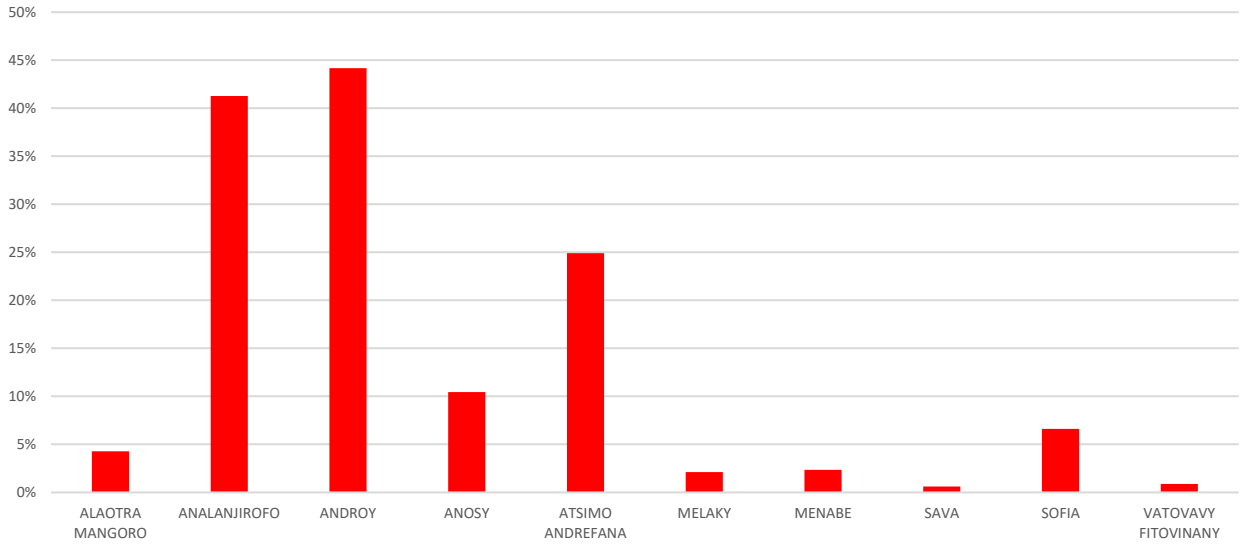
3.1.4 Organismes nuisibles et maladies

Le pays est sujet à des crises acridiennes, qui constituent le principal facteur biotique ayant une incidence sur la production agricole et la disponibilité des ressources en pâturage. En 2010, le gouvernement a demandé l'assistance de la FAO pour combattre la recrudescence de criquets migrateurs malgaches. Toutefois, en raison de contraintes de financement, les campagnes antiacridiennes mises en place en 2010/11 et 2011/12 ont eu une incidence limitée et la recrudescence s'est transformée en invasion. Le Ministère de l'agriculture a de nouveau demandé une assistance technique et financière de la FAO pour l'aider à remédier à ce fléau et assurer la mobilisation de fonds ainsi que la coordination et la mise en œuvre d'un programme d'intervention d'urgence.

Le programme d'urgence d'une durée de trois ans (2013-2016) a été couronné de succès; la phase finale a confirmé un déclin du nombre de criquets et permis d'atteindre une situation de quasi-rémission. Parmi les agriculteurs interrogés par la Mission, 90 pour cent ont déclaré que les criquets n'avaient pas attaqué leurs récoltes en 2017. Des infestations mineures de criquets pèlerins ont été observées dans les régions d'Analanjirofo, Androy et Anosy, et des dégâts localisés aux cultures ont été signalés dans la région d'Atsimo Andrefana, particulièrement dans les districts d'Ampanihy, Betioky, Sakaraha et Ankazoabo.

[12] NEPAD - Rapport d'étape sur la Déclaration d'Abuja sur les engrais pour la Révolution verte africaine.

Graphique 10: Madagascar – Pourcentage d'agriculteurs ayant signalé des essaims de criquets pèlerins en 2017 (%)



Source: CFSAM 2017.

Concernant les autres ravageurs, la présence d'un nombre accru de rats a été rapportée, touchant principalement les cultures de riz et de manioc dans les régions d'Analamanga, d'Atsinanana, de Bongolava, de Diana, de Melaky et de Sava. Les rats des champs de riz coupent ou arrachent les jeunes pousses transplantées et mangent les récoltes de riz aux stades de montaison et de maturation. Dans la région d'Analanjirofo, des pertes localisées de riz et de manioc ont été signalées en raison de la présence de rats, de même les agriculteurs dans les régions d'Atsimo Andrefana et de Vatovavy Fitovinany ont signalé des dégâts causés aux cultures de riz.

De nombreux poux du riz (Dicladispa armigera), un insecte défoliateur, ont également été signalés, mais ils n'ont eu que des répercussions limitées sur les rendements. De même, les maladies fongiques n'ont pas eu d'impact majeur cette année, en partie du fait que les conditions ont été plus sèches. Seuls quelques agriculteurs dans la région d'Analanjirofo ont signalé la multiplication des cas de maladies fongiques, principalement en raison de la susceptibilité des variétés de riz couramment utilisées. Dans les régions d'Amoron'I Mania et d'Ihorombe, les agriculteurs ont signalé des infections des cultures de pommes de terre par le mildiou (Phytophthora infestans).

3.2 Superficies ensemencées et rendements

L'analyse des données concernant les précipitations et les réponses au questionnaire auprès des ménages a confirmé que les conditions météorologiques ont été le principal facteur à avoir conditionné l'étendue des superficies ensemencées et récoltées. Les pluies irrégulières et insuffisantes ont toutefois eu des effets différents selon les régions, les zones agro-climatiques et les calendriers spécifiques de récolte.

Les semis ont été considérablement réduits dans les principales régions rizicoles en raison du démarrage tardif de la saison des pluies. Dans la région orientale de Vatovavy Fitovinany, où la sécheresse a été particulièrement sévère, selon les estimations, les superficies ensemencées auraient reculé de 10 à 15 pour cent par rapport à l'année dernière. Dans la région d'Alaotra Mangoro, de vastes rizières n'ont pas du tout été ensemencées, les agriculteurs s'attendant à ne pas pouvoir accéder à des niveaux suffisants d'eau pour satisfaire les besoins des cultures à cause notamment de la capacité insuffisante du réseau d'irrigation.

En outre, l'insuffisance des pluies saisonnières a entraîné une contraction des superficies récoltées. La période de sécheresse qui a sévi à la fin de 2016 et au début de 2017 a entraîné des pertes accrues de jeunes plants, qui avaient été transplantés dans la perspective d'une amélioration de la pluviosité qui ne s'est pas concrétisée. Dans les régions de Betsiboka et de Boeny, dans le nord-est du pays, les agriculteurs ont laissé en jachère jusqu'à 30 pour cent des superficies normalement cultivées, tandis que, dans les hautes-terres des régions d'Itasy et de Matsiatra, les répondants à l'enquête auprès des ménages ont indiqué que jusqu'à 35 pour cent de leurs superficies ensemencées n'avaient pas été récoltées. Dans les régions septentrionales de Diana et Sava, la sécheresse et le passage du Cyclone Enawo ont détruit environ 20 pour cent des champs

de riz des agriculteurs. Dans l'ensemble, les rendements rizicoles et les superficies récoltées à l'échelle nationale devraient être inférieurs aux niveaux de l'année précédente ainsi qu'à la moyenne.

La production de maïs a également souffert en raison des déficits hydriques dans la plupart des principales régions productrices. Dans la région de Matsiatra, qui représente en moyenne environ 8 pour cent de la production nationale de maïs, une vaste part des superficies traditionnellement consacrées au maïs ont été laissées en jachère en 2016/17. En revanche, dans la région méridionale d'Androy, les superficies récoltées auraient augmenté d'environ 40 pour cent par rapport à l'année dernière, en raison principalement d'une amélioration des conditions météorologiques par rapport à la campagne de 2016, qui avait enregistré une contraction des superficies cultivées provoquée par la sécheresse.

La résilience du manioc a encouragé les agriculteurs à augmenter de 10 pour cent les semis de cette culture par rapport à l'année dernière. Environ 86 pour cent des superficies cultivées ont été récoltées au niveau national. Toutefois, la production a été restreinte par une baisse des rendements liée aux conditions météorologiques défavorables.

3.3 Production de céréales et de manioc en 2016/17

Les estimations concernant la production au cours de la campagne agricole 2016/17 sont basées sur les données fournies par le service de statistique du Ministère de l'agriculture combinées avec les informations tirées de l'enquête auprès des ménages et des groupes de discussion, vérifiées et recoupées avec des observations directes sur le terrain et les informations collectées auprès d'autres sources. Ces sources comprenaient des entretiens avec des membres du personnel des directions régionales de l'agriculture, des agriculteurs, des meuniers, des commerçants, et d'autres informateurs clés, ainsi que des imageries par satellite, des analyses des précipitations et des rapports régionaux élaborés par les équipes d'enquête du CFSAM sur le terrain.

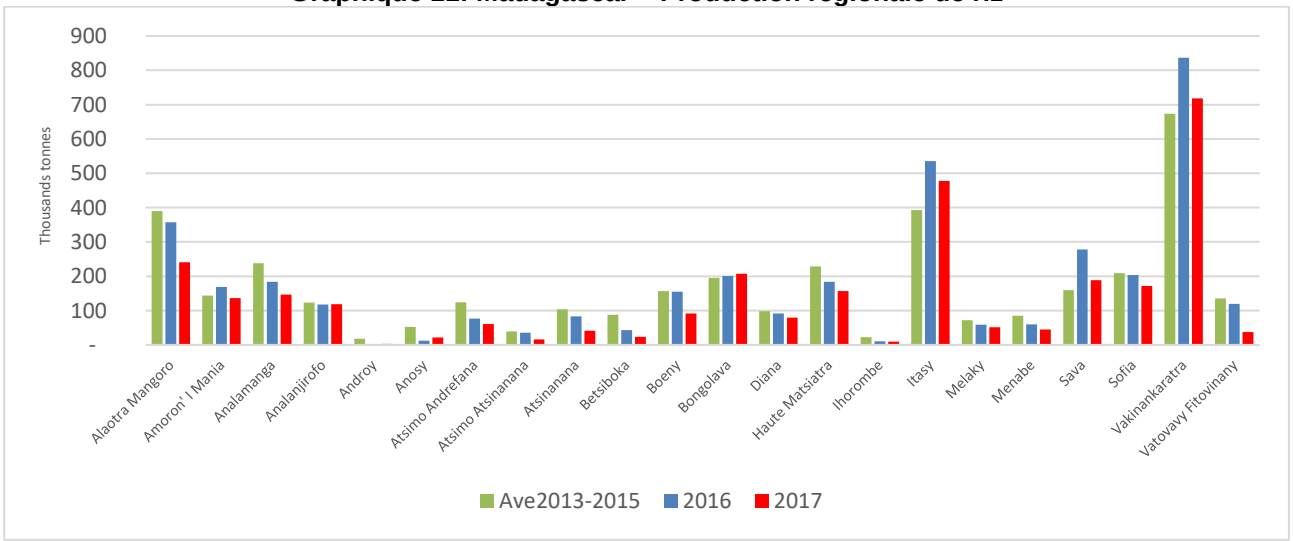
La production nationale de riz (paddy) est estimée à environ 3,1 millions de tonnes en 2017, soit 19 pour cent de moins qu'en 2016 et 17 pour cent de moins que la moyenne des trois précédentes années (2013-2015). L'essentiel de la diminution tient à des contractions de la production dans les grandes régions productrices de riz, à savoir Alaotra Mangoro, Atsinanana, Boeny, Itasy, Sofia et Vakinankaratra, qui représentent en moyenne 50 pour cent de la production nationale.

Tableau 1: Madagascar – Production nationale de riz (paddy)

	Moyenne 2013-2015	2016	2017	2017 par rapport à 2016 (%)	2017 par rapport à 2013-2015 (%)
Production de riz (paddy)	3 749 055	3 815 849	3 100 505	-20	-19

Source: CFSAM 2017.

Graphique 11: Madagascar – Production régionale de riz



Source: CFSAM 2017.

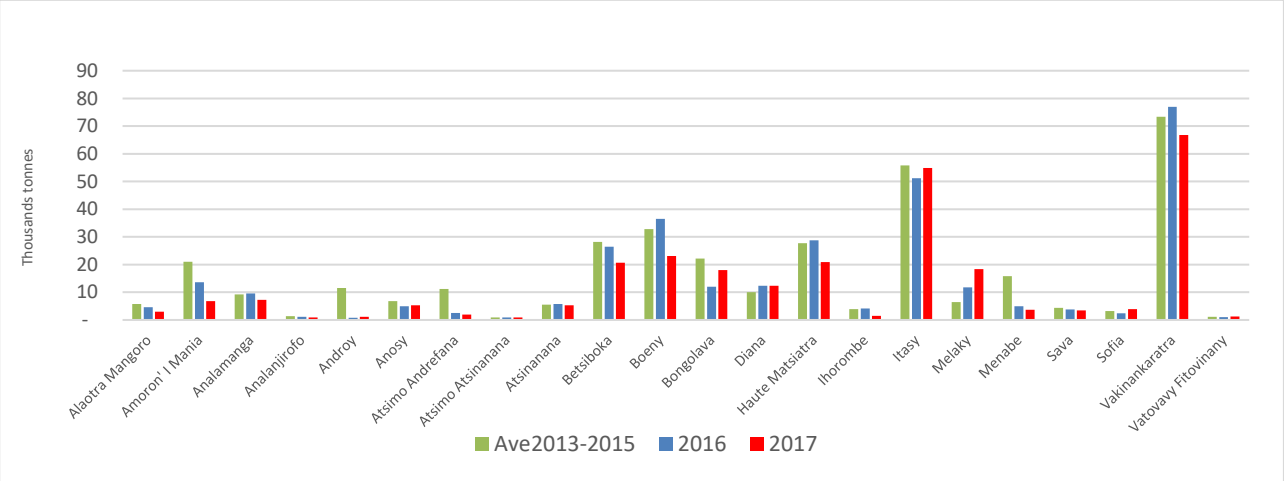
La production de maïs, la deuxième plus importante culture céréalière, devrait atteindre un peu plus de 280 000 tonnes, soit 10 pour cent de moins qu'en 2016 et 20 pour cent de moins que la moyenne (2013-2015). Malgré une production accrue par rapport à l'année dernière dans les régions d'Itasy, Melaky, Bongolava et Sofia, et de modestes améliorations enregistrées dans les régions méridionales, la production totale a diminué en raison de contractions de la production dans les régions de Vakinankaratra (-12 pour cent), d'Amoron'I Mania (-50 pour cent), de Boeny (-37 pour cent) et de Betsiboka (-22 pour cent) qui représentent en moyenne 40 pour cent de la production intérieure totale.

Tableau 2: Madagascar – Production nationale de maïs

	Moyenne 2013-2015	2016	2017	2017 par rapport à 2016 (%)	2017 par rapport à la moyenne (%)
Production de maïs	358 261	316 331	281 487	-11	-21

Source: CFSAM 2017.

Graphique 12: Madagascar – Production de maïs par région



Source: CFSAM 2017.

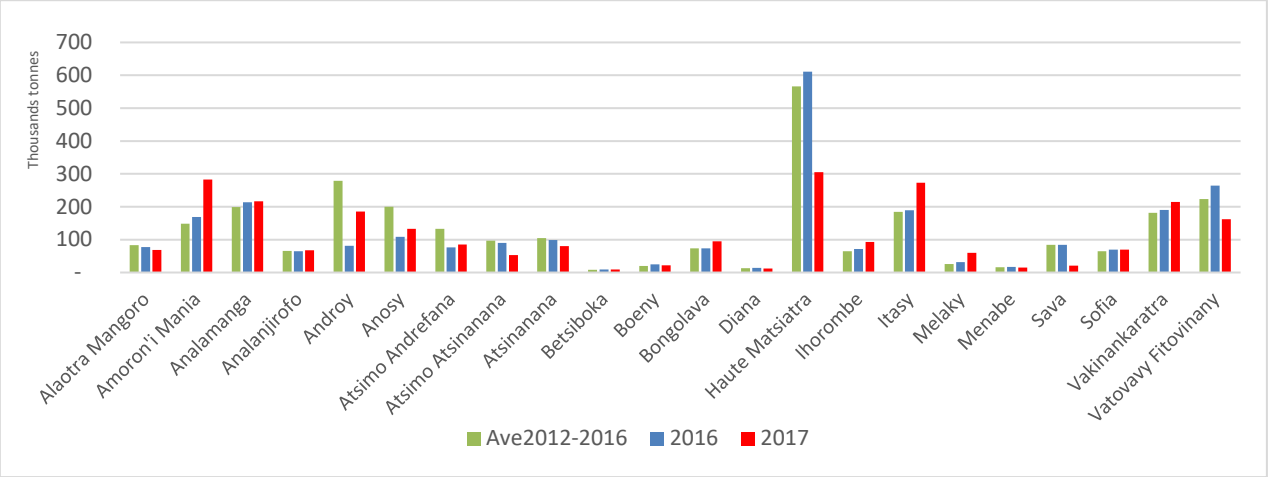
La production de manioc, la deuxième plus importante denrée de base en termes de calories consommées, est estimée à 2,5 millions de tonnes, soit environ 4 pour cent de moins que l'année précédente, poursuivant la tendance à la baisse qui a débuté en 2013. Cette diminution tient principalement à une production réduite dans la région de la Haute Matsiatra, qui représente près de 20 pour cent de la production nationale. Toutefois, malgré le déclin au niveau national, la production est restée proche de la moyenne voire même légèrement supérieure à la moyenne dans les régions d'Amoron'I Mania, d'Itasy et de Melaky.

Tableau 3: Madagascar – Production nationale de manioc

	Moyenne 2013-2015	2016	2017	2017 par rapport à 2016 (%)	2017 par rapport à la moyenne (%)
Production de manioc	2 907 091	2 629 478	2 522 721	-4	-13

Source: CFSAM 2017.

Graphique 13: Madagascar – Production de manioc par région



Source: CFSAM 2017.

Outre le riz, le maïs et le manioc, il est important de souligner la production croissante de légumineuses dans tout le pays, en particulier dans les régions d'Alaotra Mangoro et de Vakinankaratra.

En ce qui concerne les cultures de rente, la production de clous de girofle et de litchi dans les régions orientales du pays a également souffert en raison des déficits pluviométriques. La longue période de sécheresse et le passage du Cyclone Enawo a également eu des répercussions négatives sur les plantations de café et provoqué une forte réduction de la production et de l'offre sur le marché. En revanche, malgré une part relativement importante de gousses de qualité inférieure collectées immédiatement après le passage du Cyclone Enawo, la production de vanille en 2017 devrait être proche voire même légèrement supérieure à celle de l'an dernier et globalement de bonne qualité.

3.4 Élevage

La possession de bétail est largement répandue et joue un rôle socio-économique important dans les moyens de subsistance ruraux, les animaux contribuant notamment à l'offre alimentaire et aux revenus des ménages. En outre, le bétail peut aider à améliorer la fertilité des sols, être utilisé pour le transport ainsi que pour la traction agricole. Toutefois, en dépit de conditions climatiques généralement bénéfiques pour le bétail et de la disponibilité de vastes étendues de pâturages naturels, le secteur a affiché une croissance relativement modérée, en moyenne de 2 pour cent par an entre 2013 et 2016, contre 5 pour cent pour la production agricole[13].

Il existe deux principaux systèmes de production animale:

1. Extensive - concerne principalement les ménages ruraux.
2. Intensive - principalement concentrée dans les zones périurbaines.

Tableau 4: Madagascar – Statistiques en matière d'élevage

Animaux vivants	Recensement agricole	Projections	
	2005	2015	2016
Bovins	9 500 140	10 280 300	10 301 490
Ovins et caprins	1 914 072	2 419 520	2 409 210
Porcs	1 247 041	1 625 200	1 669 000
Volaille	29 150 448	37 123 500	37 920 000

Source: Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

[13] En fonction de leur contribution au PIB. Banque centrale, 2017.

Tableau 5: Madagascar – Production de viande (tonnes)

Production de viande	Recensement agricole	Projections	
	2005	2015	2016
Bovins	30 008	47 500	38 000
Ovins et caprins	629	924	924
Porcs	16 174	16 320	16 320
Volaille	65 589	83 528	85 320

Source: Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Les bovins et les petits ruminants sont principalement utilisés dans les systèmes extensifs, où l'élevage de ces animaux n'est pas exclusivement orienté vers la production et la commercialisation, mais où ils assurent des rôles sociaux et culturels importants. Les bovins sont également utilisés pour des travaux agricoles, principalement pour la mise en boue et le labourage des champs de riz, ainsi que pour le transport de marchandises.

Les maladies sont fréquentes et, en raison de l'insuffisance des opérations de surveillance et de contrôle par les autorités locales, en particulier dans les régions éloignées, le risque de transmission demeure élevé. Toutefois, les troupeaux près des principales municipalités bénéficient de services vétérinaires. Selon une analyse des questionnaires recueillis lors des groupes de discussion, plus de 40 pour cent des agriculteurs interrogés ont indiqué que la prévalence élevée de maladies était le facteur qui avait le plus miné la production animale ces dernières années et le développement général du secteur.

L'insécurité, à savoir les vols, est un autre problème essentiel qui touche le secteur de l'élevage depuis plusieurs années et que 36 pour cent des agriculteurs considèrent comme la principale contrainte au développement de ce secteur, selon les informations tirées des enquêtes du CFSAM. Les vols de bétail, de plus en plus fréquents dans tout le pays, et les risques de maladies constitueraient ainsi les principales causes des ventes de détresse d'animaux. En outre, bien que la disponibilité des pâturages soit généralement favorable dans l'ensemble du pays, les répercussions des pratiques de coupe et de brûlis et l'érosion du sol résultant de la déforestation, ont réduit la disponibilité de pâturages par endroit.

En ce qui concerne les systèmes d'élevage intensif, la production laitière est principalement concentrée dans la région de Vakinankaratra où se trouvent également les principaux transformateurs de produits laitiers. La production de lait frais n'est toutefois pas suffisante pour satisfaire l'accroissement de la demande intérieure et le pays doit recourir à des importations. Un secteur de la volaille plus moderne est également en train de se développer autour des principales villes, surtout Antsirabe et Antananarivo.

Le miel fait partie des productions traditionnelles du pays et l'apiculture est pratiquée dans toutes les régions, en particulier dans les régions d'Analamanga, d'Amoron'I Mania et de la Haute Matsiatra. Le secteur a été récemment touché par la varoase. Bien que le problème soit désormais largement contenu, certains agriculteurs continuent de citer ce parasite comme un facteur qui a eu une incidence négative sur la production.

Il convient de souligner que l'absence de statistiques récentes et fiables sur le nombre d'animaux vivants et la production empêche également le gouvernement et les institutions partenaires de mener des interventions efficaces. Les données officielles actuelles sont fondées sur les projections du recensement agricole de 2005 et ne reflètent par conséquent pas fidèlement la réalité sur le terrain.

3.5 Pêches et aquaculture

Grâce à son long littoral, le pays est doté d'un excellent potentiel de développement des pêches et de l'aquaculture. Actuellement, le secteur de la pêche contribue à environ 7 pour cent du PIB.

Tableau 6: Madagascar – Production halieutique et de l'aquaculture en 2012-2016 (tonnes)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production marine	**93 744**	**96 417**	**96 832**	**94 975**	**81 515**	**74 836**	**85 482**
Pêche industrielle	19 636	26 453	31 690	40 835	33 502	43 548	39 595
Pêche traditionnelle	74 108	63 085	65 142	54 140	48 011	31 288	45 896
Aquaculture marine	5 600	8 577	6 351	8 937	10 228	18 848	21 597
Production en eau douce	**33 500**	**20 890**	**20 002**	**25 147**	**17 484**	**20 461**	**24 301**
Pêche continentale	30 000	17 486	16 404	24 151	14 599	16 916	19 900
Aquaculture en eau douce	3 500	3 404	3 598	996	2 885	3 545	4 400
Production totale	**129 244**	**117 307**	**123 186**	**129 059**	**109 228**	**114 147**	**131 381**

Source: Direction de la pêche et des ressources halieutiques, Ministère de l'agriculture.

Les crevettes sont le principal produit halieutique d'exportation. Toutefois, depuis 2004, le secteur a connu certaines difficultés principalement liées à la surpêche. Pour y faire face, le gouvernement encourage la production aquacole afin de préserver les ressources nationales.

L'ensemble du secteur de la pêche est confronté à de nombreuses contraintes liées tout particulièrement à la dégradation des récifs coralliens, à la chasse ou aux captures accidentelles de grands animaux marins, à l'exploitation locale d'espèces de grande valeur tels que les concombres de mer, aux conflits entre les utilisateurs des ressources et aux difficultés à accéder à des financements.

En 2017, la mise en œuvre de SWIOFish2, la deuxième phase d'un programme régional de la Banque mondiale, a débuté. Doté d'un budget de 85 millions d'USD pour six ans, le projet se concentrera principalement sur l'amélioration de la gestion de certaines pêches au niveau régional et national, et sur la promotion de l'adoption de moyens de subsistance alternatifs pour les pêcheurs. La Direction de la pêche et des ressources halieutiques est en train de préparer le plan de mise en œuvre dans les régions de Diana, Melaky Analanjirofo, Atsimo Atsinanana et Androy.

4. RIZ – MARCHÉ ET IMPORTATIONS

La consommation nationale de la principale denrée de base, le riz, se classe parmi les plus élevées au monde avec un taux moyen d'environ 100 kg par an et par habitant (2011-2016)[14]. À ce niveau, le riz représente environ 50 pour cent des calories consommées. Le manioc est la deuxième plus importante culture en termes de calories (303 kcal par jour et par personne), suivi du maïs (146 kcal par jour et par personne).

Tableau 7: Madagascar – Calories consommées par denrée alimentaire

Denrée alimentaire	Kcal/personne/jour
Riz (équivalent usiné)	1 040
Manioc et dérivés	303
Maïs et dérivés	146
Blé et dérivés	68
Sucre (équivalent brut)	66
Patates douces	57

Source: FAO, Bilans alimentaires, 2013.

Bien que la plupart des ménages agricoles produisent du riz, la majorité des ménages sont des acheteurs nets de riz et les achats de riz représentent environ un quart du budget des ménages, la part du budget étant plus élevée pour les ménages ruraux que pour les ménages urbains[15]. Compte tenu de l'importance du riz dans les régimes alimentaires locaux et son rôle dans l'économie des ménages agricoles comme source de revenus, les marchés assurent un rôle essentiel pour le bien-être des ménages. Au cours de la campagne de commercialisation 2017/18 (avril/mars), en raison notamment de la récolte réduite et du resserrement conséquent des disponibilités des ménages, les marchés seront appelés à jouer un rôle encore plus essentiel pour la satisfaction des besoins de consommation des ménages.

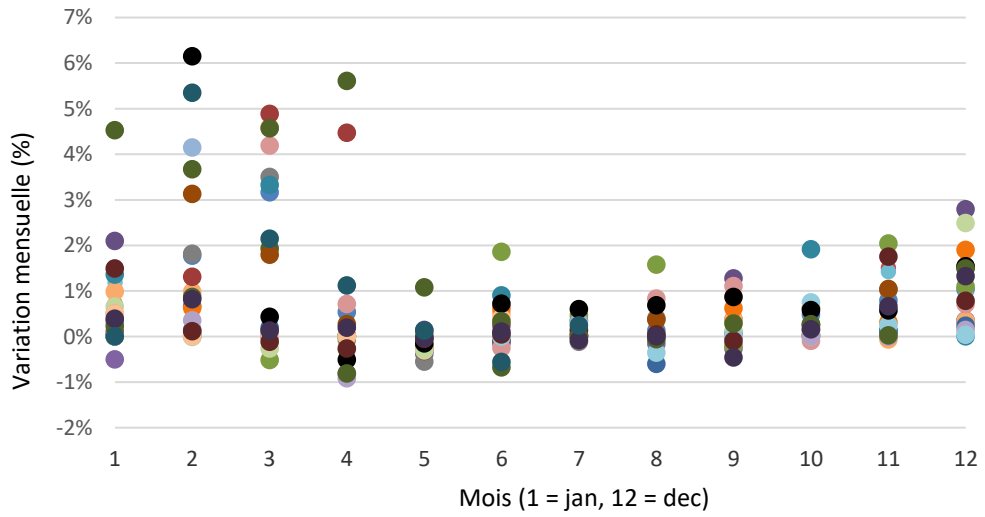
[14] Bilan alimentaire pour les céréales, FAO, Division du commerce et des marchés, 2017.
[15] Les marchés du riz à Madagascar en désarroi: Options stratégiques en faveur d'une efficience accrue et de la stabilisation des prix, Banque mondiale, 2013.

4.1 Saisonnalité du marché du riz

La majeure partie de la production annuelle de riz est récoltée entre avril et juin, et la plupart des ménages agricoles tendent à vendre une partie[16] de leur production immédiatement après la récolte . Environ 90 pour cent des personnes qui ont répondu à l'enquête du CFSAM ont indiqué qu'ils avaient déjà vendu une partie de leur récolte en juillet/août. Toutefois, l'essentiel de la récolte est destinée[17] à l'autoconsommation, tandis qu'environ 8 pour cent de la production est retenue à des fins d'ensemencement, selon les résultats de l'évaluation du CFSAM. Pour 2017/18, la majorité des ménages s'attendent à ce que les disponibilités issues de leur propre production couvrent 6 mois de leurs besoins de consommation. Les ménages dans les régions d'Atsimo Atsinanana et d'Atsinanana, qui ont enregistré les plus importantes baisses de production par rapport à l'année dernière (à l'exception de la région de Vatovavy Fitovinany), ont indiqué n'avoir des disponibilités de riz issues de leur propre production que pour couvrir 2 à 3 mois de leurs besoins en matière de consommation.

En raison du caractère saisonnier de la production, de la capacité de stockage limitée et de l'étroitesse générale du marché, les prix du riz ont tendance à varier de façon saisonnière au cours de la campagne de commercialisation, atteignant des sommets en février-mars avant de décliner à leurs plus bas niveaux en juillet, juste après la récolte de la campagne principale. Comme le montre les données de l'INSTAT[18] (voir graphique 14), les fluctuations saisonnières des prix sont évidentes dans les marchés urbains mais moins prononcées que dans les zones rurales, en raison notamment de disponibilités plus importantes issues des importations et de meilleures installations de stockage qui contribuent à stabiliser l'offre et à contenir les fluctuations des prix. Bien que ces données illustrent la saisonnalité des prix, les variations mensuelles restent à l'intérieur d'une fourchette étroite comprise entre -1 pour cent et +6 pour cent au cours de l'année. En ce qui concerne les évolutions inter-régionales, les variations de prix dans l'ensemble du pays suivent généralement les mêmes tendances, sauf dans la ville méridionale de Toileria, qui est mal connectée avec les autres marchés; cette faible intégration au marché est notamment due aux coûts de transports plus élevés.

Graphique 14: Madagascar – Variations mensuelles des prix du riz dans les principaux centres urbains1/ (2013-2017)



1/ Marchés urbains: Antananarivo, Antsirabe, Diego, Fianrantsoa, Mahajanga, Toamasina and Toliary.

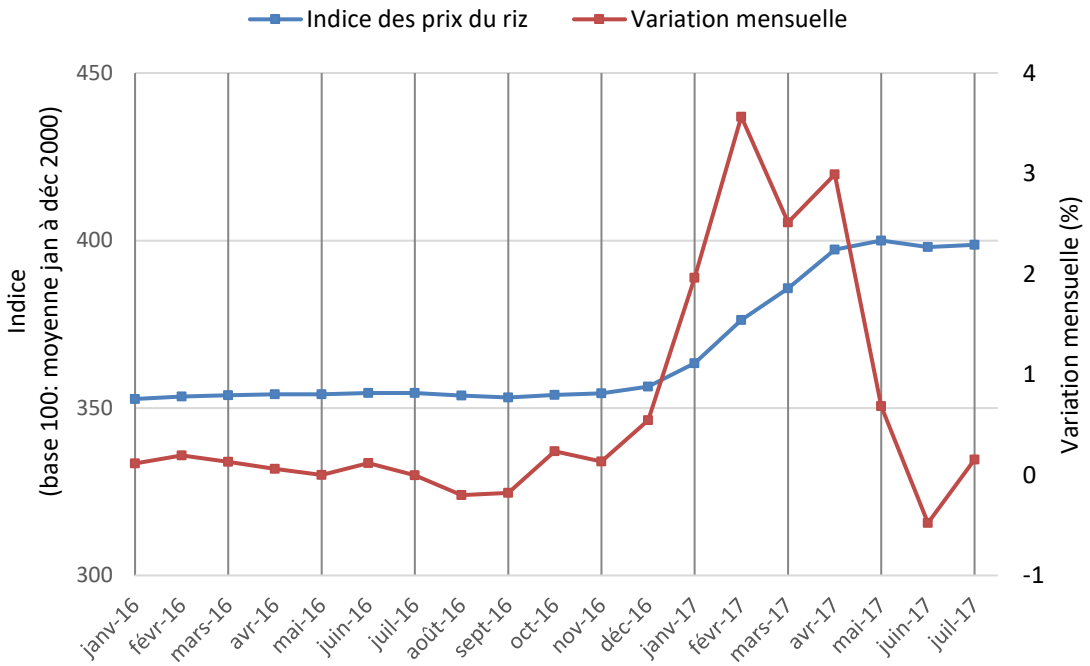
4.2 Prix du riz en 2017

En 2017, les prix du riz ont fortement augmenté au début de l'année en raison de la sécheresse et des prévisions de repli de la production nationale. En mai 2017, l'indice des prix du riz sur le marché intérieur[19] était 13 pour cent plus élevé sur une base annuelle, contre 2 pour cent à la même période en 2016. Depuis le mois de mai, les prix sont demeurés généralement stables, sous la pression des nouvelles récoltes et des importants volumes d'importation au cours de la première moitié de l'année qui ont atténué la pression sur

[16] En moyenne, moins de 10 pour cent de la production de riz des ménages a été vendue, selon les résultats de l'enquête auprès des ménages.
[17] Les marchés du riz à Madagascar en désarroi: Options stratégiques en faveur d'une efficience accrue et de la stabilisation des prix, Banque mondiale, 2013.
[18] INSTAT, 2017.
[19] INSTAT, 2017.

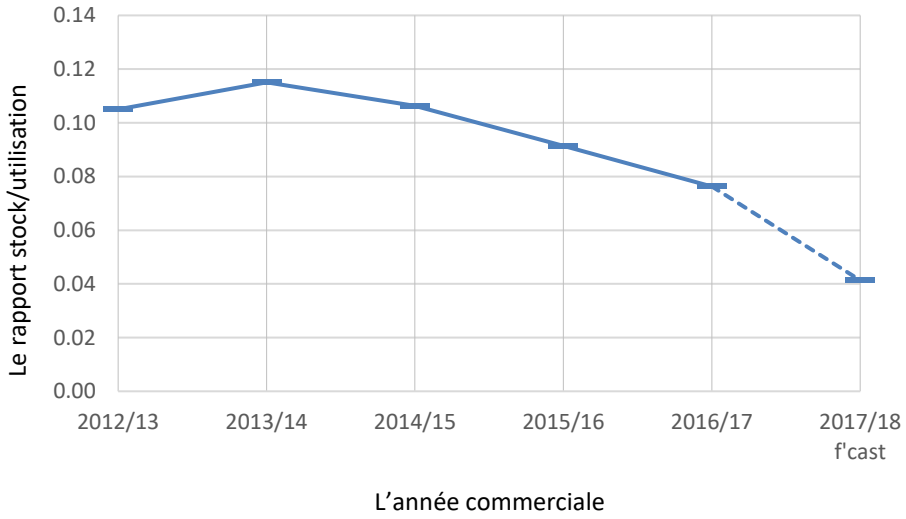
l'offre. Au niveau régional, les prix les plus élevés ont été observés dans la capitale Antananarivo et dans la ville d'Antsiranana, dans le nord du pays.

Graphique 15: Madagascar – Indice des prix du riz et variations mensuelles



En 2017, les prix ont également été soutenus par un resserrement de la situation générale de l'offre[20] au niveau national. Au cours des cinq dernières années, le rapport stocks-utilisation, un indicateur de l'adéquation des stocks nationaux[21], a diminué et devrait encore reculer au cours de la campagne de commercialisation 2017/18, étant donné que des prélèvements sur les stocks devraient être effectués pour compenser partiellement les récoltes réduites de 2017 (voir graphique 16). Compte tenu de la disponibilité limitée des stocks nationaux pour amortir le manque de fournitures, les chocs négatifs de production tendent à accentuer la pression à la hausse sur les prix, comme illustré en 2017.

Graphique 16: Madagascar - Rapport stocks-utilisation 2012/13-2017/18



Source: SMIAR, FAO, 2017.

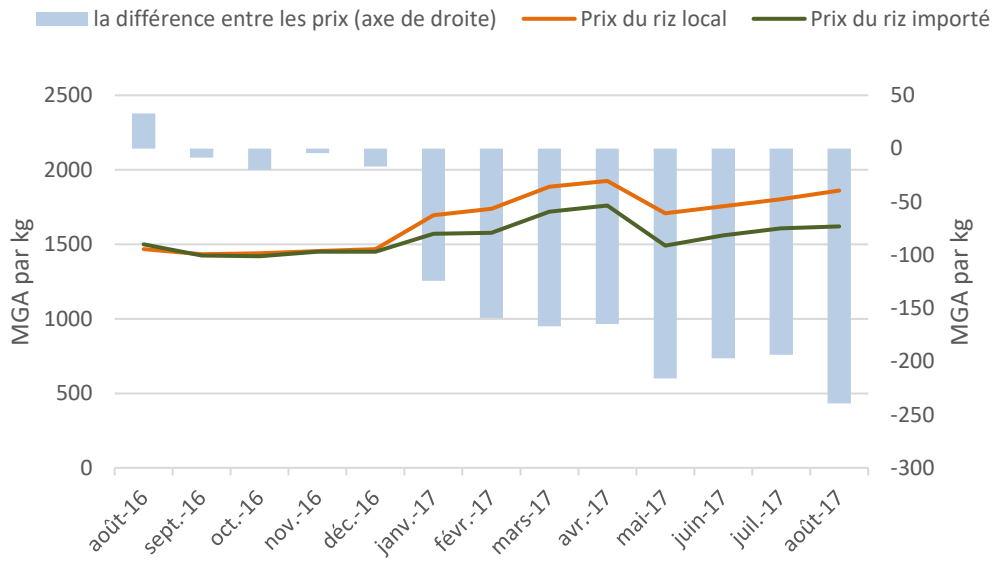
[20] Offre totale = stocks + production + importations.
[21] Les rapports stocks-utilisation comme indicateurs de la vulnérabilité aux pics de prix sur les marchés céréaliers mondiaux, AMIS, 2012, http://www.amis-outlook.org/resources-list/detail/en/c/294286/

4.3 Importations de riz

Compte tenu du faible niveau estimé des stocks, les importations seront essentielles pour assurer une offre suffisante et maintenir la consommation par habitant à un niveau quasi-stable en 2017/18. Le traitement en franchise de droit du riz permet aux importateurs d'accéder à l'offre extérieure en limitant les coûts administratifs. En outre, en 2017 le gouvernement a également déployé des efforts pour renforcer la coordination et le partage d'informations entre les importateurs et les acteurs publics, en vue d'améliorer l'efficience des importations.

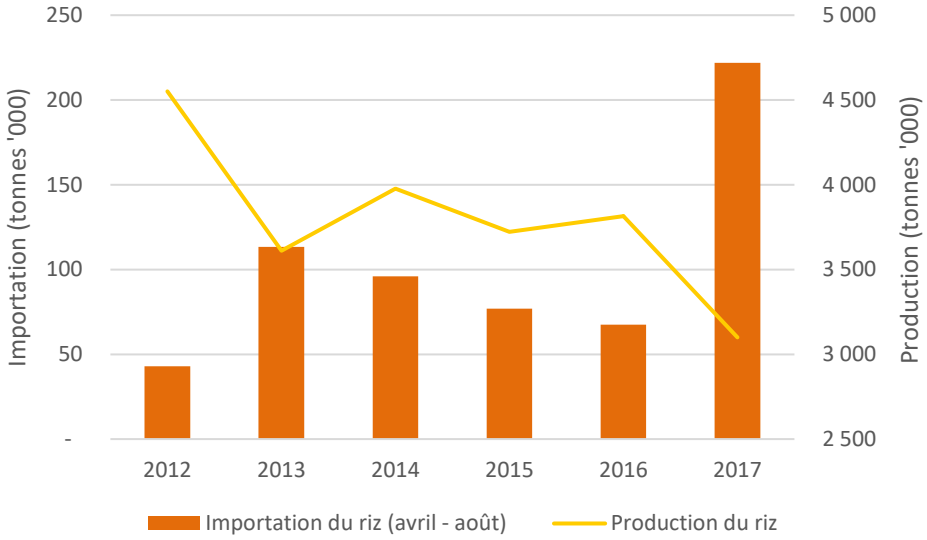
Les principales sources d'importation de riz de Madagascar sont l'Inde et le Pakistan, même si des quantités moindres sont également importées de Thaïlande et du Myanmar (en ordre de grandeur). Compte tenu de la bonne situation de l'offre en Inde et au Pakistan en 2017/18, les récoltes ayant été supérieures à la moyenne cette année, les disponibilités exportables devraient être proches de la moyenne. Les prix à l'exportation dans ces deux pays ont augmenté de façon constante durant l'essentiel de l'année 2017, mais ils ont légèrement fléchi en juillet et août principalement sous la pression des nouvelles récoltes. En glissement annuel, les prix à l'exportation en Inde sont ainsi légèrement supérieurs, tandis qu'ils sont restés stables au Pakistan. Les conditions actuelles dans les pays exportateurs sont ainsi généralement favorables pour l'importation de riz. En outre, la monnaie nationale s'est également renforcée au cours des 12 derniers mois et était en août légèrement supérieure à son niveau de l'an dernier, réduisant par la même les coûts d'importation. En conséquence, les prix à l'importation du riz sont inférieurs à ceux des variétés de riz produites localement depuis janvier 2017 (voir le graphique 17). Toutefois, malgré les prix moins élevés du riz importé, les consommateurs malgaches tendent à préférer les variétés locales, principalement pour des questions de goût.

Graphique 17: Madagascar – Prix du riz importé et produit localement



Les importations au cours de la campagne de commercialisation 2017/18 devraient considérablement augmenter pour compenser les mauvaises récoltes de 2017. Comme illustré dans le graphique 18, la précédente forte augmentation des volumes d'importation s'est produite en 2013 et était la conséquence d'une contraction d'environ 21 pour cent de la production de riz en 2013. Dans les années suivantes, les quantités importées ont diminué entre 2014 et 2016, en raison initialement d'une légère reprise de la production et par la suite de niveaux de production stables jusqu'en 2017.

Graphique 18: Madagascar – Production de riz (annuelle) et importations (avril-août) 2012-2017



Les volumes mensuels d'importation ont tendance à augmenter vers la fin de l'année civile, en raison de la diminution des stocks intérieurs, puis baissent à partir d'avril, grâce à l'amélioration de l'offre issue des récoltes de la campagne principale. Compte tenu de cette tendance historique et de la contraction de la production en 2017, le taux d'importation mensuel devrait continuer d'augmenter rapidement jusqu'au premier trimestre de 2018. Malgré l'augmentation prévue des importations et les prévisions de réduction des stocks, la consommation par habitant ne devrait fléchir que légèrement. La diminution prévue tient au net resserrement de l'offre intérieure et à la hausse des prix du riz. La baisse prévue de la consommation devrait également être imputable au pouvoir d'achat limité – le PIB par habitant devrait reculer à son plus bas niveau depuis cinq ans – qui devrait contraindre les ménages à substituer le riz par d'autres solutions moins coûteuses.

5. BILAN CÉRÉALIER POUR LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2017/18

Le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2017/18 (avril/mars) est présenté dans le tableau 8, sur la base des hypothèses suivantes :

- Selon les prévisions des Nations Unies, la population du pays est estimée à environ 25,6 millions d'habitants, le taux de croissance démographique étant d'environ 3 pour cent par an. Il convient de noter qu'un nouveau recensement de la population a récemment été réalisé, 30 ans après le précédent, et ses résultats à l'échelle nationale devraient être publiés à la fin de l'année. Il est possible que le nouveau décompte officiel de la population diffère des estimations des Nations Unies utilisées ici, il pourrait ainsi être nécessaire de réviser certains résultats du bilan céréalier en conséquence.
- La production de riz est estimée à 3,1 millions de tonnes (environ 2,1 millions de tonnes de riz en équivalent usiné), soit environ 20 pour cent de moins que la récolte de l'an dernier. La production de maïs est estimée à environ 280 000 tonnes, soit un repli annuel de 11 pour cent. La production de manioc est estimée à environ 2,5 millions de tonnes (soit 0,8 million de tonnes en équivalent céréales), en recul de 4 pour cent par rapport à 2016.
- Suite à la baisse significative de la production de riz cette année, les stocks nationaux devraient se replier de 150 000 tonnes, un repli qui devrait concerner principalement le secteur commercial. Le niveau des stocks de manioc, de maïs et de blé ne devrait pas changer.
- Compte-tenu de la récolte réduite de riz en 2017, de la faiblesse des stocks et du pouvoir d'achat limité, la consommation humaine devrait reculer; elle est ainsi estimée à 98 kg par personne et par an en 2017/18, soit 2 kg de moins que l'année précédente. Les données concernant la consommation sont en ligne avec les estimations de FAOSTAT et de l'INSTAT. De même, la consommation de maïs devrait reculer et s'établir à 14 kg par personne et par an, contre 15 kg précédemment, en raison de la contraction de la production intérieure. Concernant le blé, la consommation est estimée à 6 kg par personne et par an, un niveau proche des tendances historiques, dont l'ensemble des besoins devrait être satisfait par le biais d'importations.
- Les besoins en semences sont estimés sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays, soit environ 60 kg par hectare pour le riz et 25 kg par hectare pour le maïs

- Les prévisions de pertes post-récoltes sont de 10 pour cent pour le riz et pour le maïs. Pour le manioc, elles sont estimées à 20 pour cent, du fait que le manioc est plus périssable que les céréales.
- Les quantités de céréales destinées à l'alimentation animale sont relativement limitées en raison des pratiques locales d'élevage et du fait que les pâturages sont la principale source d'alimentation des animaux. En conséquence, on estime que seulement 1 000 tonnes de maïs devraient être utilisées pour l'alimentation animale en 2017/18.
- Compte tenu de la production réduite de riz en 2017 et en vue de maintenir des niveaux de consommation relativement stables, les importations de riz sont estimées à 567 000 tonnes, contre 241 000 tonnes importées au cours de la précédente campagne de commercialisation. Entre avril et août 2017, selon les estimations, 220 000 tonnes de riz ont déjà été importées. Pour le maïs et le blé, les besoins d'importation sont respectivement estimés à 112 000 tonnes et 153 000 tonnes. Au total, les besoins d'importations céréalières sont estimés à 859 000 tonnes. Le déficit céréalier devrait être presque entièrement couvert par les importations commerciales, et environ 10 000 tonnes de céréales devraient être fournies au titre de l'aide alimentaire.

Table 8: Madagascar – Bilan alimentaire 2017/18 (avril/mars)

	Riz (usiné)	Maïs	Blé	Total céréales	Manioc[1/]
Disponibilités intérieures	**2 227**	**281**	**0**	**3 532**	**799**
Production	3 101	281	0	3 382	**799**
Variations des stocks	150	1	0	150	**0**
Utilisation totale	**2 795**	**394**	**153**	**3 368**	**799**
Consommation alimentaire	2 506	358	153	3 043	**607**
Semences	81	7	0	88	**0**
Alimentation animale	0	1	0	1	**32**
Pertes	208	28	0	236	**160**
Exportations	0	0	0	0	**0**
Besoins d'importation	**-567**	**-113**	**-153**	**-833**	**0**
Importations commerciales prévues	567	113	153	833	**0**

1/ Le manioc est converti en équivalent céréales au taux de 0,3166.

6. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRIONNELLE

I- Quelle est l'ampleur l'insécurité alimentaire un mois après la période des récoltes?

L'insécurité alimentaire est importante dans les districts visités notamment dans le sud et le sud-est.

I-1- Consoles CARI: l'insécurité alimentaire est importante

La sécurité alimentaire repose sur 4 piliers: l'accès, la stabilité, la disponibilité et l'utilisation. Cette analyse se fonde principalement sur les deux premiers piliers. Deux indicateurs sont très souvent utilisés pour appréhender l'accès:

- **Le Food Consumption Score (FCA) qui apprécie le profil de consommation en termes de quantité et de qualité;**
- **et le DDS (Diet Diversity Score) qui quantifie (de 1 à 8) la diversité de l'alimentation.**

Pour ce qui est de la stabilité:

- **Le rCSI (reduced Coping Strategies Index) évalue le degré de modification des habitudes alimentaires;**
- **la part des dépenses alimentaires estime le degré de vulnérabilité économique du ménage et sa capacité à soutenir sa consommation dans le futur: si cette part est élevée, les ménages ne peuvent plus réorganiser leurs dépenses afin de prioriser la nourriture;**
- **les stratégies de survie liées aux moyens de subsistance adoptées par les ménages indiquent le degré de dégradation des moyens de subsistance, et, compte tenu du faible niveau de réversibilité de la plupart de ces stratégies, elles sont indicatives de la capacité ou de l'incapacité du ménage à faire face à des chocs en futur.**

Etant donné la complexité de ces indicateurs, la méthodologie CARI (approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) est très utilisée par le PAM pour consolider plusieurs indicateurs (FCS, part des dépenses alimentaires et stratégies de survie). Elle classe les ménages en 4 groupes: les ménages en situation de sécurité alimentaire (SA), les ménages en situation de sécurité alimentaire limite (SAL), les ménages souffrant d'insécurité alimentaire modérée (IAM) et les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (IAS). Cette classification ne correspond pas exactement à la classification IPC, elle est toutefois compatible avec cette dernière. Un ménage est considéré en situation d'insécurité alimentaire sévère si l'une des trois dimensions suivantes est à un degré extrême et les deux autres à des niveaux extrêmes ou moins extrêmes: faible accès à la nourriture (FCS pauvre ou limite); forte vulnérabilité aux chocs car la part des dépenses alimentaires est élevée, voire très élevée; adoption de stratégies de survie d'urgence ou de crise.

La console CARI associe ces différentes dimensions afin d'illustrer les aspects de l'insécurité alimentaire les plus marquées dans une zone donnée. Pour cela, les districts visités ont été regroupés en trois zones:

- **Le sud regroupant 7 districts (Ambovombe, Amboasary, Bekily, Beloha, Betioky, Ampanihy et Tsihombe) et quelques communes des districts de Taolagnaro (Analapatsy, Andranobory, Ankilivalo, Ranopiso et Ankariera) et enfin les deux communes du district de Tuléar II (Efoetse et Beheloka). Ils souffrent d'une vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire et ont été sévèrement touchés par El Niño.**
- **le sud-est: Mananjary, Manakara, Vohipeno, Farafangana et Vangaindrano. Les moyens de subsistance dans ces districts sont semblables et ont souffert d'une longue période de sécheresse à la suite du passage du Cyclone Enawo durant cette campagne.**
- **l'est: Vatomandry, Mahanoro et Brickaville. Les caractéristiques de la zone est sont les même que dans le sud-est, à l'exception de la sécheresse.**

I-1-1- Le sud: un peu moins de 20 pour cent des ménages sont sévèrement touchés

La zone sud a été sévèrement touchée par El Niño mais a bénéficié pendant plus de 12 mois d'interventions humanitaires. Durant les périodes post-récoltes, l'insécurité alimentaire est toujours importante quoique moins sévère que d'habitude (voir les tendances des populations en insécurité dans le tableau 8). En effet, environ sept ménages sur dix souffrent d'insécurité alimentaire et le reste de la population est à risque. Le tableau 9 ci-dessous montre la console CARI complétée avec les prévalences pour chaque indicateur utilisé dans la classification de l'insécurité alimentaire.

Tableau 9: Madagascar – Console CARI zone sud (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Food Consumption Score	29,2	N/A	46,8	23,9
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	7,9	15,0	13,9	63,1
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice des stratégies de survie	35,2	10,6	41,9	12,3
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	3,1	29,0	51,3	16,7

Source: CFSAM 2017.

Au mois de juillet, l'accès à la nourriture dans le sud reste inquiétant à peine un mois après la période des récoltes. Néanmoins, selon les estimations, environ un tiers des ménages a accès à une alimentation suffisante. De plus, situation rarement observée dans les zones rurales pauvres, une part non négligeable de la population a pu améliorer la structure de ses dépenses en affectant une partie des revenus aux besoins non alimentaires comme l'épargne, le remboursement des dettes, les activités sociales et le bien-être. On observe cependant une dégradation progressive de la capacité d'adaptation car plus de la moitié des ménages ont déjà adopté des stratégies de crise, voire d'urgence. Dans l'ensemble, une large part de la population aurait eu recours à des stratégies d'adaptation sévère (de crise ou d'urgence, telles que la vente de biens productifs, de leur logement ou de leurs terres) pour acheter de la nourriture sur les marchés. Cela est d'autant plus grave que l'enquête a été menée seulement un mois après la période des récoltes. Une rentrée anticipée dans la période de soudure est donc plus que plausible. Ainsi, la consommation alimentaire de sept ménages

sur dix n'est pas acceptable, les ménages qui souffrent de la faim et risquent de se trouver dans une situation très extrême représentent environ 17 pour cent du total et plus des deux tiers des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère dans le sud.

I-1-2- Le sud-est: l'insécurité alimentaire est très importante

Un mois après la récolte, l'insécurité alimentaire dans le sud-est atteint déjà des niveaux record. En effet, cette zone a souffert d'une longue période de sécheresse, suivie d'inondations causées par le passage du Cyclone Enawo. De plus, elle est très vulnérable aux chocs des prix. Selon le dernier rapport du CFSAM 2016, l'insécurité alimentaire s'était déjà détériorée dans ces zones entre 2015 et 2016. Cette année, la situation s'est de nouveau aggravée.

Tableau 10: Madagascar – Console CARI zone sud-est (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAM	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Food Consumption Score	24,1	0,0	66,8	9,1
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	9,5	17,8	18,7	54,1
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice des stratégies de survie	36,3	13,1	47,2	3,3
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	1,8	26,3	64,1	7,9

Source: CFSAM 2017.

Si l'on compare les résultats présentés dans le tableau 9 et le tableau 10, les niveaux d'insécurité alimentaire dans le sud-est sont comparables à ceux dans le sud avec une part moins importante de cas sévères. Tous les indicateurs sont inquiétants: pour ce qui est de l'accès, plus des trois quart des ménages n'ont pas atteint le minimum acceptable de consommation; concernant la vulnérabilité, plus de la moitié des ménages sont très vulnérables aux chocs; et enfin quant aux moyens de subsistance, plus de la moitié des ménages ont été contraints d'adopter des stratégies de crise, voire d'urgence. En conclusion, il semblerait qu'El Niño ces dernières années ait eu un impact croissant sur le déstockage des biens productifs et domestiques des ménages, réduisant ainsi la capacité des ménages à acheter sur le marché les denrées leur permettant d'atteindre des niveaux de consommation alimentaire acceptables. L'effet combiné de l'insécurité alimentaire chronique et aigue fournit une image sombre: environ 8 pour cent des ménages sont sévèrement touchés par l'insécurité alimentaire et presque les deux tiers des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire modérée. Dans le sud et le sud-est, des mesures structurelles s'avèrent nécessaires et devraient être prises rapidement (ex. plans de développement rural sur le long terme, aménagement d'actifs communautaires contre les effets des changements climatiques, sensibilisation à une utilisation appropriée des ressources disponibles, accès au crédit et diversification des moyens d'existence), pour éviter qu'une large part des ménages ne bascule dans l'insécurité alimentaire sévère. Bien évidemment, cela rendrait beaucoup plus difficile la réorientation de la plupart de ces ménages vers des moyens d'existence durables.

I-1-3- L'est: l'insécurité alimentaire modéré concerne la moitié des ménages des trois districts

Le choix de regrouper ces trois districts dans le CFSAM repose sur le fait que ces derniers sont très vulnérables aux effets des changements climatiques. Cette année, la zone a souffert d'un épisode de sécheresse puis du passage du Cyclone Enawo comme cela a été le cas dans le sud-est. En outre, les types des moyens de subsistance sont les mêmes que dans le sud-est. Les résultats présentés dans le tableau 11 justifient cet intérêt car il illustre une situation inquiétante: environ la moitié des ménages souffrent d'insécurité alimentaire et l'autre moitié est à risque.

Tableau 11: Madagascar – Console CARI zone est (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAM	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Food Consumption Score	52,4	0,0	43,0	4,5
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	6,3	13,3	20,3	60,1
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice des stratégies de survie	34,1	10,2	40,1	15,6
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	4,0	44,2	47,7	4,2

Source: CFSAM 2017.

L'accès à la nourriture est moins inquiétant que dans les deux autres zones. Toutefois, selon les estimations, près de la moitié des ménages sont à risque d'insécurité alimentaire. La situation de l'accès à la nourriture est instable. Compte tenu du comportement alimentaire des ménages ruraux, plus des quatre cinquième des ménages sont vulnérables aux prochains chocs dont la majorité sont très vulnérables. En outre, plus de la moitié se sont décapitalisés et ont par conséquent réduit leur capacité d'adaptation. Malgré un taux d'insécurité alimentaire sévère inférieur à 5 pour cent, la situation reste inquiétante et doit attirer l'attention des acteurs se souciant de la résilience des ménages.

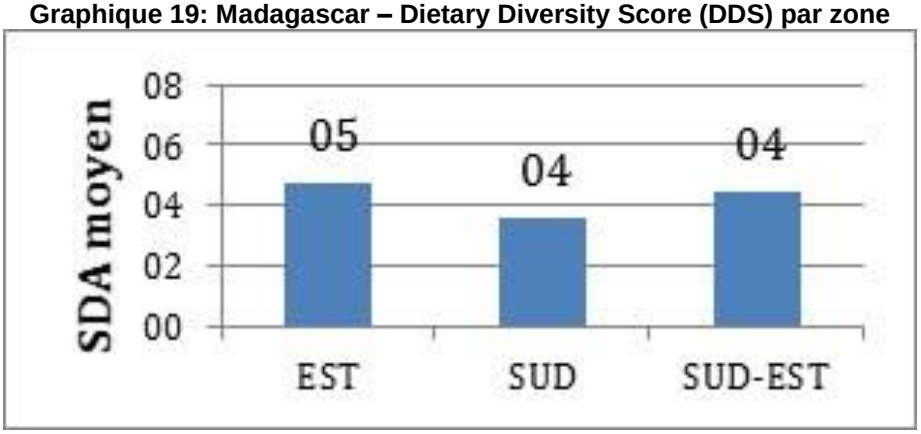
I-2- Est-ce que les ménages ont accès à une nourriture suffisante?

I-2-1- Accès à la nourriture: quantité suffisante mais peu diversifiée

Les analyses précédentes révèlent que l'accès à une alimentation suffisante en termes de qualité et de quantité reste problématique dans les zones visitées avec une nuance entre le sud/sud-est où un plus grand nombre de ménages ont un profil de consommation limite et pauvre, et l'est où la consommation est moins inquiétante.

Toutefois, il est important d'apprécier la diversité de cette consommation par le biais du DDS. À cet effet, le graphique 19 montre que plus de 3 groupes d'aliments essentiels notamment les sources de protéines comme le lait, la viande (tous types confondus) et les légumineuses sont très peu représentés dans le régime alimentaire hebdomadaire des ménages. Comme pour le FCS, le DDS montre également une situation plus grave dans le sud où plus de la moitié des 8 groupes sont très faiblement représentés dans le régime alimentaire.

Graphique 19: Madagascar – Dietary Diversity Score (DDS) par zone



Source: CFSAM 2017.

Cette situation révèle une contradiction, dans la mesure où il existe dans le sud de nombreux producteurs des 4 groupes les moins représentés, dont la consommation est pourtant insuffisante. En effet, concernant le lait, la région du sud a bénéficié d'une bonne pluviométrie très favorable à la production laitière au cours de cette campagne.

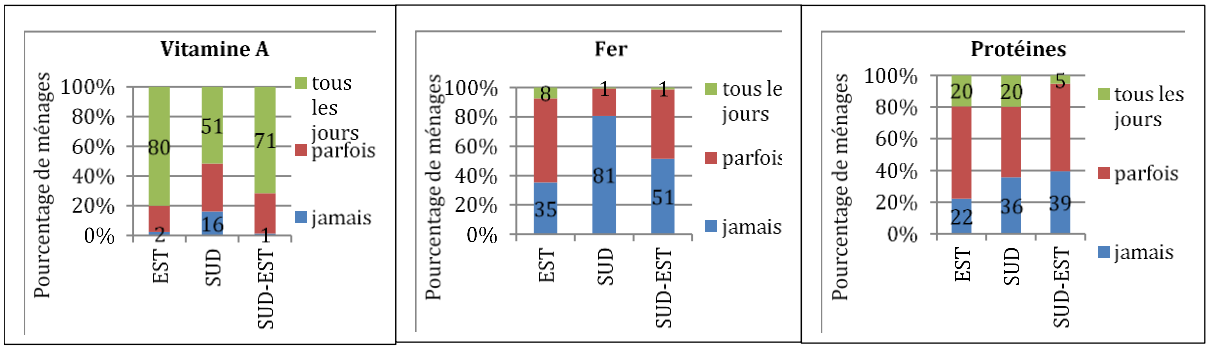
Pour ce qui est de la viande, le sud est la principale source de viande de bovins et de volaille (poulet de race locale et dinde) ainsi que de petits ruminants du pays. C'est aussi le cas des produits de la mer ou d'eau

douce: presque tous les districts concernés disposent soit de réseaux hydrologiques riches en poissons, soit d'un littoral riche en écosystème marin. Enfin, l'huile qui n'est pas très consommée par les ménages sauf après les distributions d'aide alimentaire est aussi produite localement (huile d'arachide). Les fruits font exception car le sud ne se prête pas à leur production. Le sud-est est aussi concerné par cette contradiction, notamment pour ce qui est des fruits.

I-1-2- Nutrition: les légumes feuilles, source quotidienne de vitamine A

La vitamine A, le fer et les protéines sont essentielles pour le métabolisme, surtout pour les enfants. Le graphique 20 montre que très peu de ménages ont accès au fer et aux protéines, notamment dans le sud et le sud-est, alors que la vitamine A est mieux représentée dans la ration quotidienne de plus de la moitié des ménages.

Graphique 20: Madagascar – Accès aux nutriments essentiels: Vitamine A, fer et protéines



Source: CFSAM 2017.

Les aliments riches en vitamines A sont: les légumes de couleur verte ou orange, les abats de viande, les œufs, le lait et les fruits de couleur orange. Les légumes feuilles constituent la principale source de vitamine A pour les ménages dans ces zones. En effet, les feuilles des patates douces et du manioc figurent au menu quotidien des ménages. En plus d'être riches en vitamine A, les feuilles de manioc sont aussi riches en acide folique, un nutriment très important pour la santé des femmes enceintes.

Les aliments riches en protéines sont: la viande (muscle), les abats, les produits de la mer, les œufs, le lait et les légumineuses. C'est dans le sud-est que l'accès aux aliments riches en protéines est le plus difficile, suivi du sud. Dans le sud, les légumineuses pilées et mélangées avec du maïs ou du manioc (appelées localement "soroba") constituent la principale source de protéines de certains ménages, des protéines d'origine végétale essentielles au bon fonctionnement du corps humain.

Les aliments riches en fer sont: la viande (muscle), les abats et les produits de la mer. Les aliments riches en fer sont encore plus inaccessibles que les aliments riches en protéines, qui englobent le sous-ensemble des aliments riches en fer. La viande, les abats et les produits de la mer sont relativement chers sauf pour les éleveurs et les pêcheurs. Toutefois, même pour les producteurs, l'autoconsommation est très faible car ils préfèrent vendre leurs produits que de les consommer. L'accessibilité est encore une fois la plus problématique dans le sud, où plus de huit ménages sur dix n'en consomment jamais.

I-3- Quelle est la capacité d'adaptation des ménages aux chocs?

La capacité d'adaptation des ménages est très faible surtout dans le sud et le sud-est.

Lorsqu'un choc survient, chaque ménage a sa propre capacité de réponse pour surmonter le choc dans un délai plus ou moins long en fonction de ses moyens, de ses activités ou par le biais de la réorganisation de ses dépenses afin de prioriser la nourriture. Lorsque cela n'est pas possible, les ménages sont contraints de dégrader peu à peu leur capital en adoptant des stratégies de survie négatives pour leurs moyens de subsistance.

I-3-1- Vulnérabilité économique atténuée

L'analyse de la part des dépenses alimentaire dans l'ensemble des dépenses permet de distinguer quatre groupes en matière de vulnérabilité: les ménages dont la part des dépenses alimentaires est faible (moins de 50 pour cent), ceux dont la part est moyenne (entre 50 et 65 pour cent), ceux dont la part est élevée (entre 65

et 75 pour cent) et ceux dont la part est très élevée (plus de 75 pour cent). C'est ce dernier groupe qui est le plus vulnérable. En milieu rural, les dépenses non alimentaires quotidiennes ne sont pas prioritaires. Toutefois, d'autres types d'affectation du budget tel que l'épargne sous forme de l'achat de bovins ou le remboursement des dettes illustrent non seulement une vulnérabilité moindre mais aussi une amélioration de la capacité d'adaptation des ménages aux prochains chocs.

Dans le sud, comme mentionné précédemment, la part des groupes les plus vulnérables est plus faible que d'habitude. En effet, environ 5 pour cent des ménages ont augmenté leur épargne par rapport aux 6 derniers mois et 12 pour cent ont pu rembourser une partie des dettes cumulées avant les 6 derniers mois.

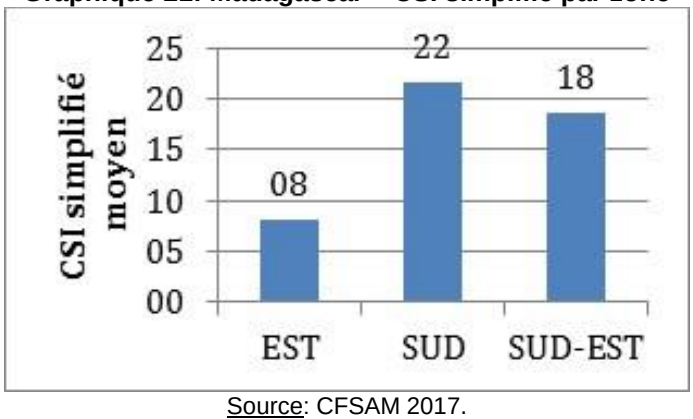
Toutefois, cette amélioration de la structure des dépenses s'explique en partie par le fait que les dépenses liées à des évènements sociaux (funérailles ou fêtes: un peu moins de la moitié des ménages) et à l'achat d'eau (15 pour cent), plus rare durant les périodes sèches, sont importants dans le sud. Ainsi, le revenu des ménages est dispersé et n'améliore pas leur capacité d'adaptation. Il apparaît ainsi important de sensibiliser les ménages à la gestion des revenus et d'améliorer l'accès à l'eau potable afin de réduire leur vulnérabilité.

Dans l'est et le sud-est, l'amélioration de la structure des dépenses au mois de juillet s'explique entre autres par l'utilisation des ressources financières issues de la vente des actifs pour préparer la prochaine campagne agricole ainsi que pour tenter, en vain, de sauver la campagne 2016/17 (répétition des semis: 45 pour cent des ménages dans le sud-est contre 15 pour cent dans l'est). Cela montre par conséquent une mauvaise situation malgré la proportion inhabituellement moins élevée des groupes les plus vulnérables.

I-3-2- Stratégies de survie: les habitudes alimentaires et les moyens de subsistance affectés

En l'absence de davantage de revenus, les ménages font face aux stress en détériorant leurs habitudes alimentaires, et/ou en dégradant leurs moyens de subsistance. Cette dernière solution est la plus répandue et celle qui compromet le plus la sécurité alimentaire des ménages.

Graphique 21: Madagascar – CSI simplifié par zone



Source: CFSAM 2017.

Plusieurs indicateurs illustrent le degré de ces changements à l'exemple du CSI simplifié ou indice simplifié des stratégies de survie. La récolte aurait dû se traduire par une amélioration des habitudes alimentaires. Pourtant, certains ménages montrent déjà des signes de dégradation.

En effet, au mois de juillet, les ménages réduisent presque quotidiennement leurs rations, soit en termes de:

- Quantité: 70 pour cent (est), 32 pour cent (sud) et 17 pour cent (sud-est) des ménages seulement consomment une ration normale;
- fréquence: 80 pour cent (est), 37 pour cent (sud), 72 pour cent (sud-est) des ménages seulement ont mangé 3 fois par jour;
- qualité: 25 pour cent (est), et 50 pour cent des ménages (sud et sud-est) consomment des aliments moins préférés ou de disette presque tous les jours.

Dans le sud et le sud-est, ces stratégies de réduction de l'alimentation sont plus fréquentes et ne suffisent pas pour faire face aux problèmes alimentaires. Les ménages font aussi appel aux systèmes d'entraide (plus d'un tiers des ménages y ont recours au moins une fois par semaine) pour ne pas souffrir de la faim. Certains doivent même prioriser les enfants: un tiers des ménages dans le sud y sont contraints quotidiennement.

En outre, si ces stratégies n'ont pas d'effets sur la sécurité alimentaire des ménages sur le long terme, d'autres stratégies plus graves ont déjà été adoptées. Ces dernières sont nombreuses et peuvent être catégorisées en 3 types, en fonction de leur sévérité en matière d'effets sur les moyens de subsistance des ménages:

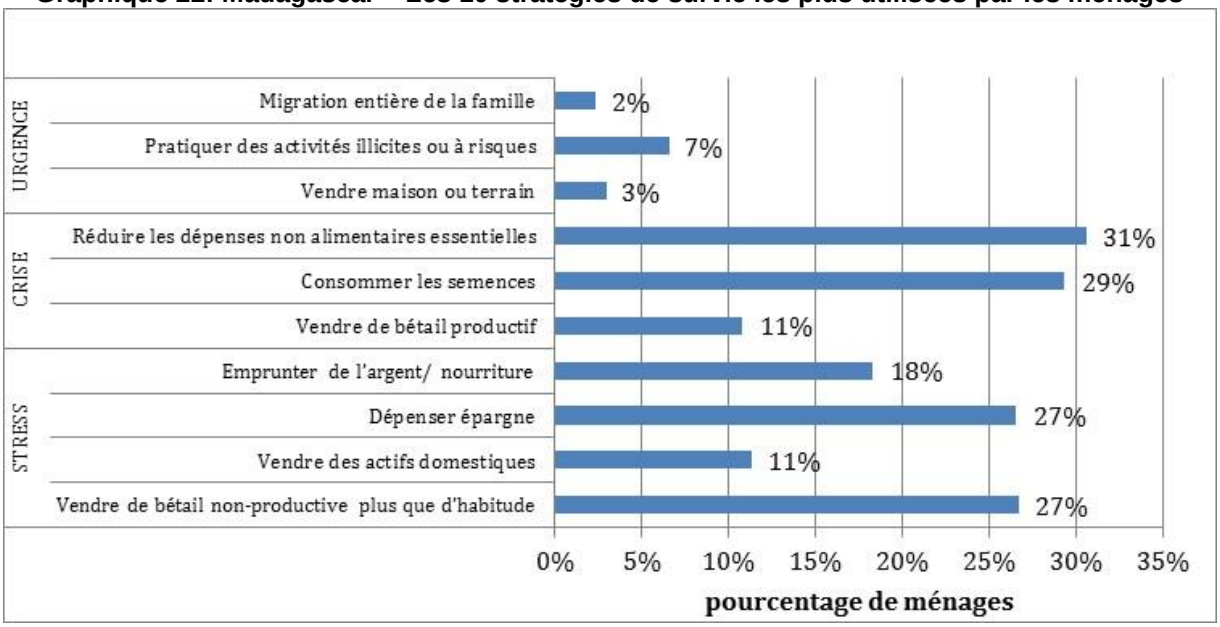
- Les stratégies de stress: ventes d'actifs non productifs ou de petit bétail, utilisation de l'épargne ou emprunts d'argent/de nourriture, etc.
- les stratégies de crise: ventes d'actifs productifs, retrait des enfants de l'école pour subvenir à leurs besoins, etc.
- les stratégies urgence pouvant avoir une incidence très significative sur les moyens de subsistance: vente des terres/logements, migration, etc.; ou qui nuisent à leur dignité: mendicité, activités illicites, etc.

Selon le graphique 22, une part non négligeable de la population a épuisé ses capacités d'adaptation suite à l'exposition à des situations de crise prolongée dans le passé et a été donc été contrainte d'adopter des stratégies d'urgence. C'est surtout dans le sud et le sud-est que cette situation est la plus marquée. Prenons l'exemple de la migration, même si cette pratique est peu courante, la situation est déjà critique: 2 pour cent des ménages ont quitté leur foyer et abandonné leurs actifs pour se déplacer dans une autre zone. En outre, cela cache une grande partie de l'iceberg car les ménages concernés dans le graphique 22 résident encore dans le sud. Largement plus sont ceux qui migrent vers le nord.

Les stratégies de crise sont les plus fréquentes. Selon les tableaux 9, 10 et 11, 42 pour cent des ménages dans le sud, 47 pour cent dans le sud-est et 40 pour cent dans l'est ont déjà adopté ces stratégies.

Cela démontre la faible capacité de résilience des ménages qui a été érodée par les effets des changements climatiques et ce malgré l'assistance soutenue dont ont bénéficié les ménages dans le sud.

Graphique 22: Madagascar – Les 10 stratégies de survie les plus utilisées par les ménages



Source: CFSAM 2017.

II- Où et qui sont les plus vulnérables?

II-1-Les districts

Tableau 12: Madagascar – Tableau de bord de la situation alimentaire selon les districts et selon les dimensions de la sécurité alimentaire

ZONES	DISTRICTS VISITES	INDICATEURS SELON LES DIMENSIONS											
		RESUMEE			ACCES				STABILITE				
		CARI			FCS		DDS	RCSI	Depenses alimentaires		Stratégies d'adaptations		
		SAM	IAM	IAS	Limite	Pauvre	Moyenne	Moyenne	Part élevée	Part très élevée	stress	crise	urgence
SUD-EST	MANANJARY	35,6%	57,5%	2,0%	59,1%	10,0%	4,4	12,7	9,0%	63,7%	20,8%	19,4%	0,0%
	MANAKARA	34,2%	63,7%	,0%	61,8%	3,0%	4,9	12,7	20,4%	57,9%	14,4%	34,3%	,0%
	VOHIPENO	21,6%	74,4%	2,2%	71,6%	5,8%	4,6	16,8	10,7%	67,2%	9,9%	34,0%	2,2%
	FARAFANGANA	6,7%	66,9%	26,4%	73,2%	20,1%	3,9	26,6	25,9%	47,3%	13,9%	79,7%	6,3%
	VANGAINDRANO	35,8%	53,4%	10,7%	66,6%	7,8%	4,5	24,1	30,1%	28,8%	7,8%	73,6%	8,7%
EST	BRICKAVILLE	47,8%	45,6%	3,7%	45,4%	3,0%	5,0	7,7	19,6%	63,2%	18,5%	28,7%	17,7%
	VATOMANDRY	37,8%	55,9%	6,3%	43,8%	7,6%	4,6	10,7	23,5%	58,5%	12,5%	38,1%	28,9%
	MAHANORO	48,2%	40,5%	2,4%	40,5%	2,4%	4,8	5,7	17,5%	59,5%	1,4%	50,8%	0,0%
SUD	BETIOKY	26,9%	57,3%	15,8%	55,7%	16,9%	4,6	29,0	8,9%	78,9%	16,5%	38,1%	9,0%
	AMPANIHY	35,7%	43,6%	19,1%	27,0%	35,7%	3,1	24,7	20,1%	66,8%	17,3%	40,3%	8,2%
	BELOHA	19,4%	57,0%	23,6%	52,6%	28,6%	2,2	27,0	8,0%	63,4%	1,1%	75,0%	9,3%
	TSIHOMBE	19,6%	45,6%	33,3%	40,4%	38,0%	2,4	26,0	12,1%	57,4%	4,4%	50,8%	27,7%
	TAOLAGNARO	24,6%	44,1%	31,3%	50,8%	28,8%	4,3	16,1	18,5%	70,3%	8,1%	34,8%	27,8%
	AMBOVOMBE	33,5%	49,1%	9,7%	55,0%	14,3%	4,1	15,8	11,5%	48,7%	2,3%	33,0%	15,9%
	BEKILY	29,7%	61,7%	6,1%	49,0%	20,5%	3,5	18,3	26,8%	54,2%	18,7%	35,5%	3,4%
	AMBOASARY	29,8%	52,5%	11,4%	51,8%	16,6%	4,5	13,9	8,8%	68,5%	9,7%	36,0%	11,7%
	TOLIARA II	20,7%	34,5%	44,8%	46,7%	32,6%	3,3	31,3	0,8%	98,4%	23,3%	49,3%	25,8%

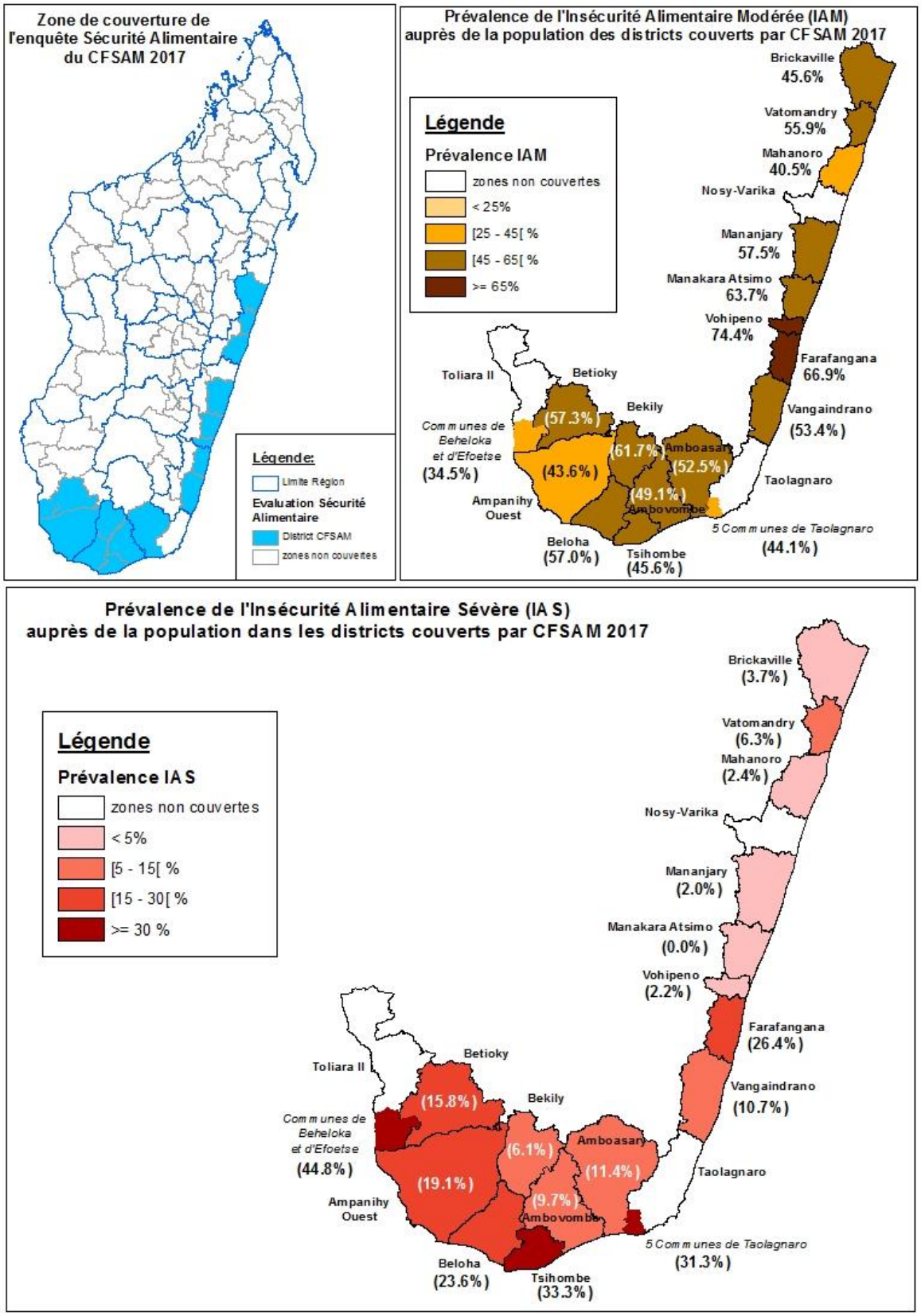
Source: CFSAM 2017.

Dans le sud: Les districts de Tsihombe et de Beloha sont les plus sévèrement touchés par l'insécurité alimentaire. Cela est surtout dû à une adoption importante de stratégies d'adaptation sévères ayant un impact sur les moyens de subsistance ainsi qu'à une part importante de ménages n'ayant pas accès à un régime alimentaire suffisant. Les communes concernées dans les districts de Taolagnaro et Tuléar II sont aussi très touchées. Pour le reste, l'insécurité alimentaire est surtout de type modéré avec des poches d'insécurité alimentaires sévère.

Dans le sud-est: Les districts de Farafangana et de Vangaindrano sont les plus vulnérables. Toutefois, le district de Vohipeno affiche également un niveau très important d'insécurité alimentaire de type modéré.

Dans l'est: Le taux d'insécurité alimentaire est quasiment semblable pour les trois districts bien qu'un peu plus élevé à Vatomandry.

Carte 4: Madagascar – Carte de l'insécurité alimentaire dans les districts visités



Source: CFSAM 2017.

II-2- Les communes

Il est important de mentionner que l'échantillonnage ne permet pas d'établir des résultats représentatifs par commune. Par contre, des informations qualitatives ainsi que des données historiques sur la sécurité alimentaire et les interventions nous permettent de proposer les communes ci-après comme étant les plus vulnérables:

- Taolagnaro: Ankilivalo, Andranobory, Ranopiso, Ankariera et Analapatsy
- Amboasary: Tranomaro et Maromby
- Tsihombe: Behazomanga, Antaritarika, Marovato, Anjampaly, Imongy, Nikoly, Ankilivalo
- Beloha: Ikopoky, Tranovaho, Behabobo, Marolinta, Ambatotsivala, Mahaenegne, Tranoroa
- Ampanihy: Androka et Itampolo
- Tuléar II: Beheloka, Efoetse
- Farafangana: Anosy Tsararafa, Ivandrika et Antseranambe
- Vangaindrano: Soamanova et Ambongo

II-3- Quels sont les ménages les plus vulnérables?

Les ménages les plus vulnérables sont:

Dans le sud:

- Les ménages dirigés par des femmes
- Les ménages sans actif productif
- Les ménages dirigés par des personnes âgées
- Les ménages de taille très élevée (plus de 10 personnes)
- Les ménages entièrement tributaires de l'agriculture
- Les ménages très pauvres: sans bétail ni moyens de production et dont l'habitation est précaire notamment pour l'accès à l'eau et aux toilettes
- Les ménages qui n'ont plus de stock
- Les ménages dont le chef a un faible niveau d'éducation

Dans le sud-est:

Dans le sud-est, le profil de l'insécurité alimentaire est presque le même que dans le sud, à l'exception des quelques précisions suivantes:

- Pour la taille des ménages: la relation entre l'insécurité alimentaire et la taille des ménages est inversée: plus un ménage est de grande taille, plus il a de chance d'échapper à l'insécurité alimentaire car cela lui confère plus de force de travail et d'opportunités de travail.
- Les ménages qui sont en association sont peu importants, toutefois, ils ont une très grande chance d'échapper à l'insécurité alimentaire.
- Ceux qui n'ont pas d'habitation sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire.

III-Comment a évolué la situation alimentaire depuis quelques années?

Grâce aux données antérieures, issues des précédentes enquêtes du CFSAM et des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire dans les zones sud et sud-est, des tendances opposées ont été mises en évidence: une amélioration significative de la situation dans le sud et une détérioration drastique dans le sud-est. Pour le sud, les tendances varient selon les districts et sont présentées avec les facteurs qui sont y sont intimement liées. Pour le sud-est, les tendances sont présentées conjointement pour tous les districts.

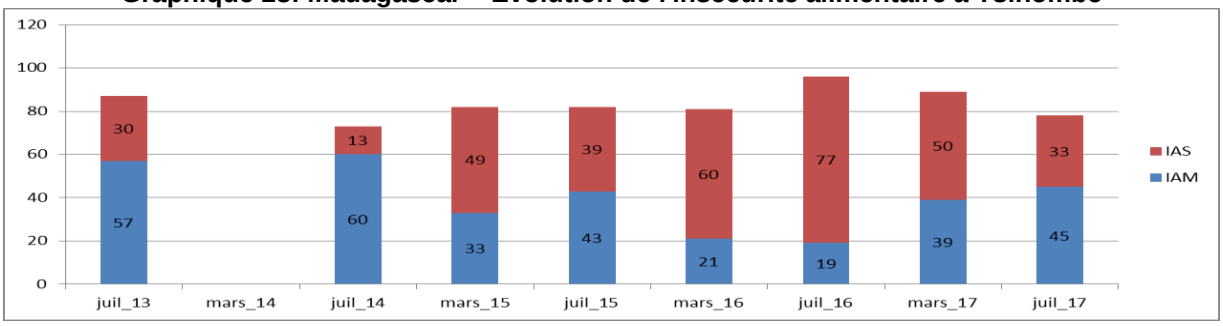
III-1- Dans le sud: amélioration de la situation

Tsihombe: Amélioration significative de la situation avec des zones persistantes d'urgence
Par rapport à juillet 2016: amélioration très significative notamment du nombre de cas sévères
Par rapport à mars 2017: amélioration importante mais insuffisante notamment sur les couches les plus vulnérables

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale.
- Négatifs: criquets et autres ravageurs.
- Remarques: les interventions ont été interrompues en mai. Certains ménages parmi les plus vulnérables sans stock ont basculé dans une situation plus sévère.

Graphique 23: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Tsihombe



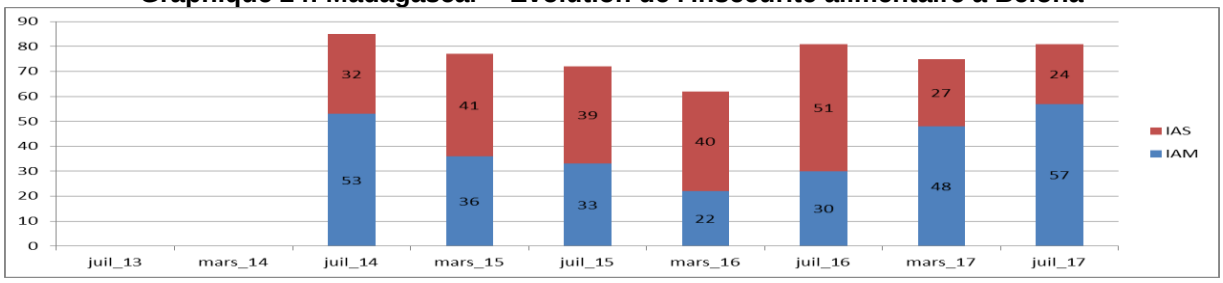
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Beloha: Stagnation, voire légère détérioration de la situation par rapport à mars
Par rapport à juillet 2016: amélioration très significative des cas sévères mais le niveau global de l'insécurité alimentaire reste le même.
Par rapport à mars 2017: détérioration de la situation

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale.
- Négatifs: criquets et autres ravageurs.
- Remarques: les interventions ont été interrompues en mai. La période de récolte a commencé tôt et a été de courte durée.

Graphique 24: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Beloha



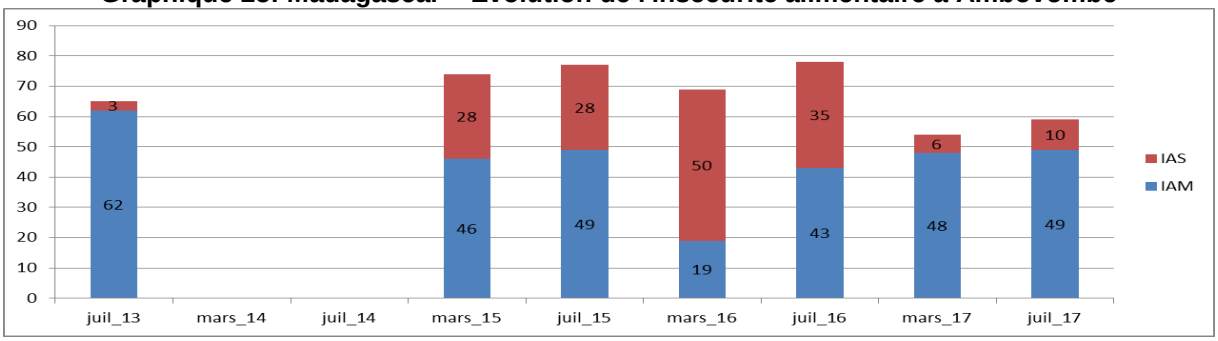
Source: CFSAM 2017.

Ambovombe: Amélioration de la situation puis légère détérioration
Par rapport à juillet 2016: très nette amélioration
Par rapport à mars 2017: légère détérioration

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale
- Négatifs: les interventions ont été interrompues en mai

Graphique 25: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Ambovombe



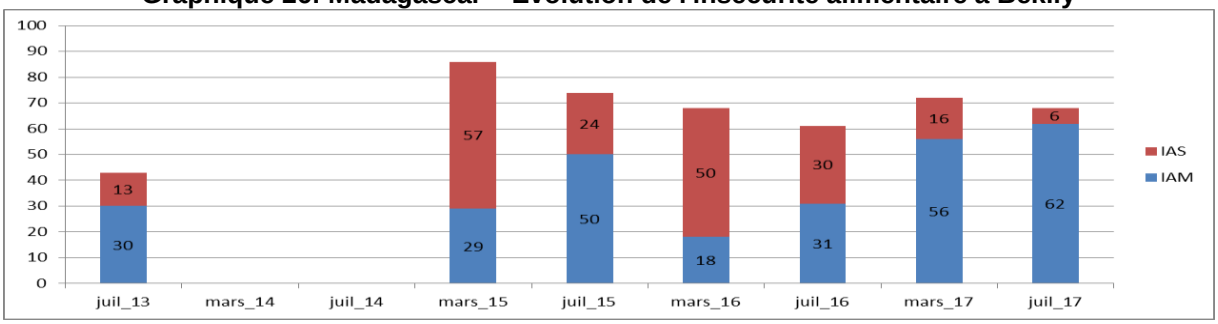
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Bekily: Très nette amélioration même si l'insécurité alimentaire globale a augmenté par rapport à 2016
Par rapport à juillet 2016: augmentation du taux d'insécurité alimentaire globale mais très nette amélioration des cas sévères
Par rapport à mars 2017: les cas sévères ont basculé en modéré

Facteur:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale.
- Négatifs: criquets et autres ravageurs.
- Remarques: les interventions ont été interrompues en mai. Le taux de couverture des interventions est faible et celles-ci se sont concentrées sur les cas sévères. La période de récolte a commencé tôt et a été de courte durée.

Graphique 26: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Bekily



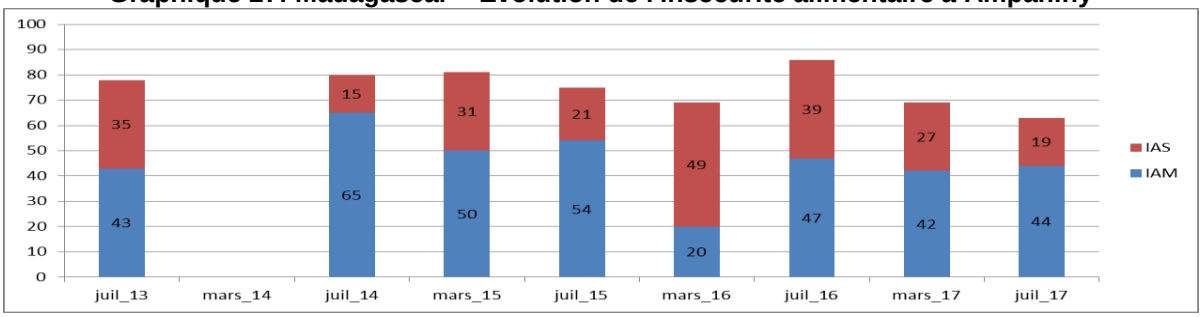
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Ampanihy: Légère amélioration mais avec des poches d'IAS sur le littoral
Par rapport à juillet 2016: très nette amélioration
Par rapport à mars 2017: légère amélioration globale mais plus concentrée sur les cas sévères

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale
- Négatifs: criquets et autres ravageurs
- Remarques: les interventions ont été interrompues en mai. Certains ménages parmi les plus vulnérables sans stock ont basculé dans une situation plus sévère. Certaines poches d'insécurité alimentaire sévère sont localisées sur le littoral.

Graphique 27: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Ampanihy



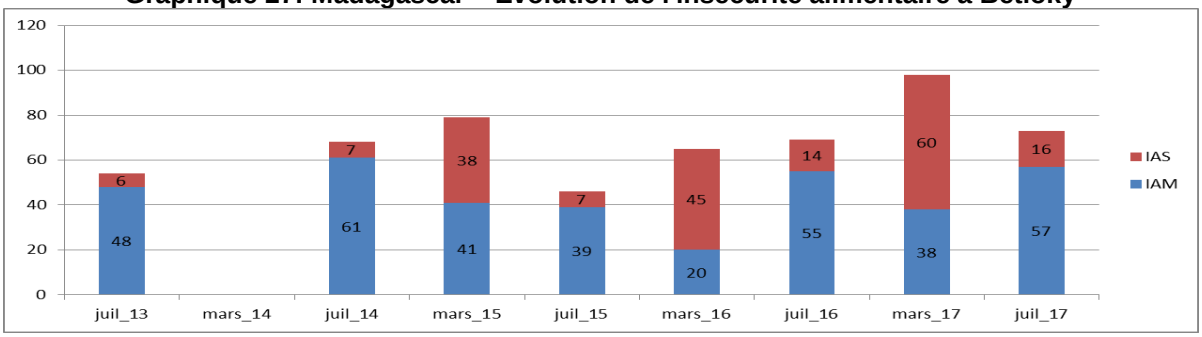
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Betioky: Très nette amélioration par rapport à mars mais légère détérioration par rapport à 2016
Par rapport à juillet 2016: légère détérioration (très liée à la saisonnalité)
Par rapport à mars 2017: très nette amélioration surtout des cas sévères (très liée à la saisonnalité)

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues et pluviométrie normale.
- Négatifs: criquets et autres ravageurs.
- Remarques: l'insécurité alimentaire est très saisonnière: en période de récolte, elle est faible et en période de soudure, elle est élevée. Toutefois, les interventions de mars à mai ont aussi porté leurs fruits.

Graphique 27: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Betioky



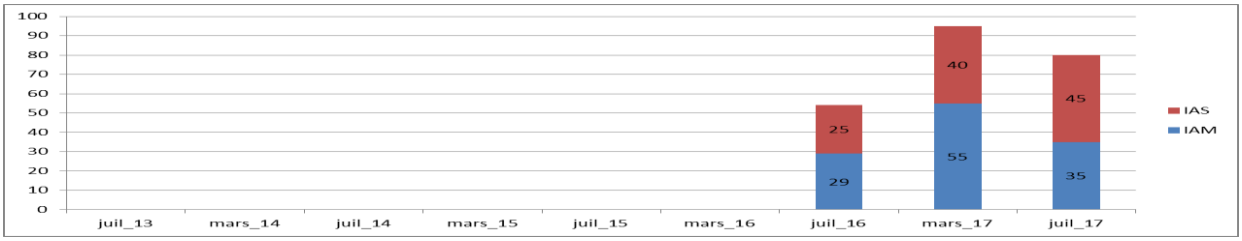
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Beheloka et Efoetse: Légère amélioration de l'insécurité alimentaire globale, mais aggravation des cas sévères
Par rapport à juillet 2016: dégradation très importante
Par rapport à mars 2017: réduction de l'insécurité alimentaire globale mais aggravation des cas sévères

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues sauf dans la commune d'Efoetse.
- Négatifs: très faible pluviométrie, criquets et autres ravageurs.

Graphique 28: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire dans les communes de Beheloka et Efoetse



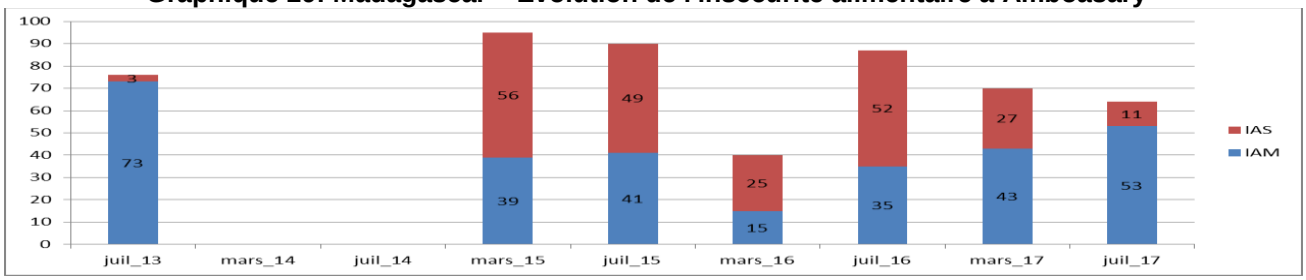
Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Amboasary: Amélioration de la situation
Par rapport à juillet 2016: très nette amélioration
Par rapport à mars 2017: très nette amélioration des cas sévères

Facteurs:

- Positifs: interventions soutenues au sud combinées avec une pluviométrie très supérieure à la normale.
- Négatifs: criquets et autres ravageurs.
- Remarque: les zones au nord et au centre du district n'ont pas été ciblées par les interventions. Des poches d'insécurité alimentaire sévère subsistent.

Graphique 29: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire à Amboasary



Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Taolagnaro (5 communes): Nette amélioration mais la situation reste critique
Par rapport à juillet 2016: très nette amélioration
Par rapport à mars 2017: nette amélioration mais des poches importantes d'insécurité subsistent

Facteurs:

- Les précipitations ont été favorables mais les interventions dans les deux communes d'Ankilivalo et d'Andranobory ont été de courte durée. Pour le reste des communes, les interventions ont été interrompues au mois de mai.

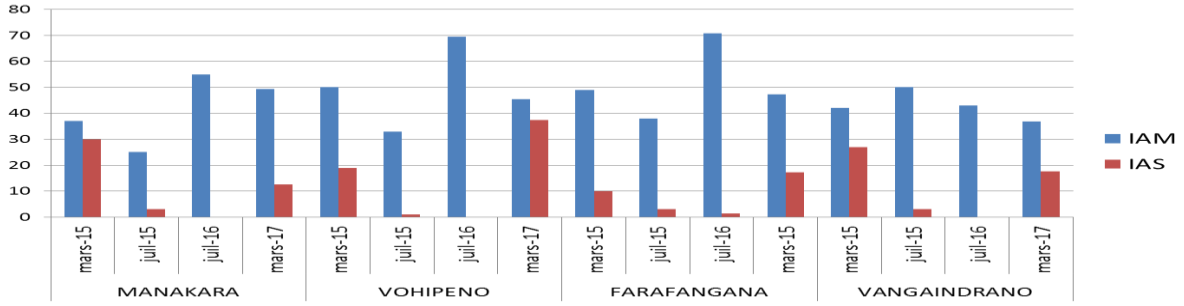
Graphique 30: Madagascar – Évolution de l'insécurité alimentaire dans les 5 communes de Taolagnaro

Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

III-2- Dans le sud-est: détérioration intense

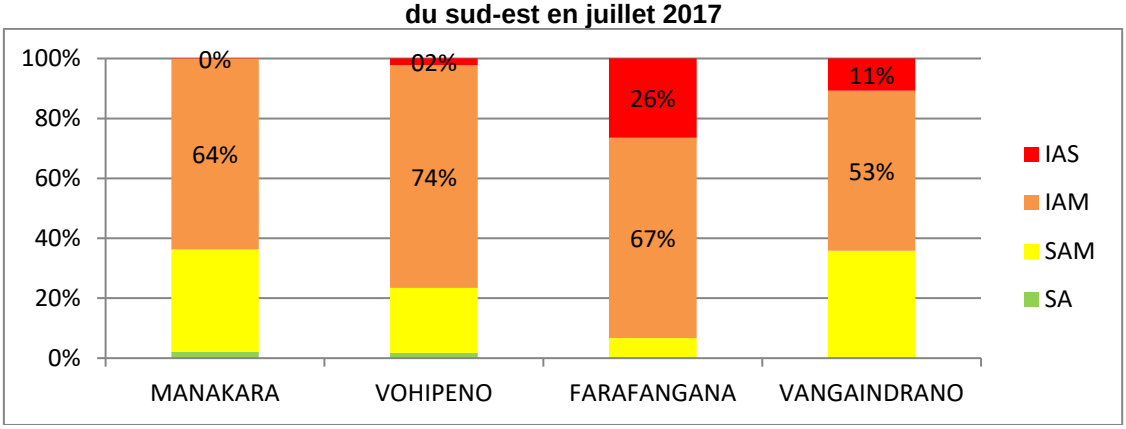
Comme mentionné précédemment, le CFSAM 2016 a estimé que l'insécurité alimentaire s'était détériorée entre 2015 et 2016. Par ailleurs, la campagne agricole 2016/17 a été doublement touchée par la sécheresse et les inondations et la situation s'est encore détériorée. Le graphique 31 montre qu'une très grande partie de la population déjà en situation d'insécurité alimentaire modérée a basculé dans une situation d'insécurité alimentaire sévère. En termes de personnes, le graphique 32 montre clairement cette dégradation à la fois de l'insécurité alimentaire modérée et de l'insécurité alimentaire sévère.

Graphique 31: Madagascar – Évolution de la situation entre 2015 et mars 2017



Source: CFSAM 2014-2017, EFSA 2015-2017.

Graphique 32: Madagascar – Situation alimentaire dans les 4 districts du sud-est en juillet 2017



Source: CFSAM 2017.

IV- Quels sont les facteurs à l'origine de cette situation alimentaire?

IV-1- Les causes structurelles: l'insécurité alimentaire ancre ses racines dans la pauvreté et le sous-développement

De nombreuses causes structurelles permettent d'expliquer la situation alimentaire, mais la pauvreté et le sous-développement apparaissent comme les plus importantes. L'accès au marché et aux outils de télécommunications sont des indicateurs du développement, le nombre de sources de revenu et l'indice de richesse sont quant à eux des indicateurs de la pauvreté.

Tableau 13: Madagascar – Insécurité alimentaire et facteurs structurels (pour cent)

Facteurs		Structure	IAM	IAS
Distance au marché	Proche	17	54,26	7,68
	Loin	14	53,31	11,02
	Très loin	69	55,32	14,82
Réseau téléphonique	oui	79	55,25	11,81
	non	21	53,03	17,77
Richesse	Très pauvre	20	61,01	31,19
	Pauvre	20	61,93	22,39
	Moyen	20	71,73	6,41
	Riche	20	62,43	3,21
	Très riche	20	31,28	1,42
Nombre de sources de revenu	Sans source de revenu	16	45,64	22,73
	Une seule source	46	56,53	12,18
	Plusieurs sources	38	56,65	10,07

Source: CFSAM 2017.

La lecture du tableau ci-dessus permet de tirer les conclusions suivantes:

- L'accès au marché est un facteur qui participe au statut alimentaire des ménages. En effet, plus le ménage est proche d'un marché moins il est en situation d'insécurité alimentaire sévère (le pourcentage de ménage en IAS est moins élevé pour la catégorie «proche»). Environ 61 pour cent des ménages vivant à proximité d'un marché sont en situation d'insécurité alimentaire contre environ 64 pour cent des ménages de la catégorie «loin» et environ 70 pour cent de ceux dans la catégorie «très loin».
- L'absence d'accès au réseau téléphonique est un signe d'enclavement, qui contribue à l'insécurité alimentaire sévère. En outre, les initiatives d'envoi d'informations d'alerte peuvent être menées à travers le téléphone et peuvent influencer les achats, les ventes, les dates de semis, le choix des cultures, etc.
- Plus le ménage est riche moins il est susceptible de souffrir d'insécurité alimentaire sévère. L'évaluation de la richesse analysé par quintile a permis de confirmer cette tendance logique pour les ménages ayant le statut d'IAS. Cependant, force est de constater que quel que soit la catégorie de richesse des ménages, le pourcentage des ménages en IAM et IAS demeure «élevé». En effet, près de 32 pour cent des ménages riches éprouvent des difficultés pour se nourrir. Pour la catégorie «riche», 65 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. Pour les autres catégories, le nombre de ménages souffrant d'insécurité alimentaire dépasse les 75 pour cent.
- La diversification des sources de revenu permet de se soustraire ou de diminuer les répercussions des chocs. La diversité des sources de revenu reflète également les stratégies des ménages en matière d'activités agricole ou d'activités non sensibles aux variabilités climatiques. Cette situation est bien comprise par 38 pour cent des ménages qui pratiquent plus de trois activités. Cependant on note que 16 pour cent des ménages n'avaient aucune source de revenu durant le mois qui a précédé l'enquête.

IV-2- Les chocs: effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire

Les chocs répertoriés dans les questionnaires se rapportent aux chocs pouvant avoir des répercussions soit sur le déroulement de la campagne soit sur les membres du ménage et qui pourraient diminuer les efforts affectés à la production et aux revenus du ménage. Les chocs ayant des effets sur le déroulement de la campagne sont par exemple les aléas climatiques comme les épisodes de sécheresse, les Cyclones, les inondations, les invasions acridiennes et autres ravageurs. Les pertes d'emploi, l'inflation, les accidents de travail, les évènements sociaux inattendus sont également considérés comme des chocs pouvant avoir une incidence négative sur la situation alimentaire et économique des ménages.

Tableau 14: Madagascar – Insécurité alimentaire et chocs (pour cent)

CHOCS		IAM	IAS	Structure
Nombre de chocs	0	54,9	11,7	61,4
	1	55,0	13,5	28,2
	2	54,0	19,9	9,8
	3+	50,0	15,0	0,6
Sécheresse	Non	54,3	11,9	9,8
	Oui	56,3	16,4	25,9
Cyclone ou inondation	Non	55,1	13,2	97,9
	Oui	41,1	5,5	2,1
Chocs économiques	Non	55,0	12,7	94,7
	Oui	51,9	19,5	5,3
Evénements sociaux inattendus	Non	54,9	12,9	92,9
	Oui	53,5	14,7	7,1
Maladies ou accidents graves	Non	54,8	12,9	95,5
	Oui	55,1	16,0	4,5
Invasion acridienne	Non	54,9	12,9	98,8
	Oui	47,6	23,8	1,2
Autres ravageurs	Non	54,9	13,0	99,1
	Oui	50,0	15,6	0,9
Autres chocs	Non	54,7	12,9	97,8
	Oui	60,5	18,4	2,2

Source: CFSAM 2017.

Par ailleurs, l'analyse des chocs permet d'apprécier l'importance relative des différents types de chocs sur le statut alimentaire des ménages. Elle permet également de déceler la probabilité de corrélation entre les chocs et le statut alimentaire. Bien connaître ces liens permet de formuler des recommandations plus objectives en vue de faire face aux situations observées.

L'analyse du tableau ci-dessus montre que 61,4 pour cent des ménages situés dans les zones étudiées n'ont pas été touchés (ou de manière très modérée n'ayant occasionné que très peu d'impacts sur le revenu et l'alimentation des ménages) par des chocs agro-climatiques, économiques et sociaux. Près du tiers des ménages enquêtés ont été affectés par un choc. Et un ménage sur 10 a indiqué avoir été touché par deux ou trois chocs.

La sécheresse est le choc qui a concerné le plus de ménages, 25,9 pour cent des ménages ont indiqué avoir été touchés par la sécheresse. Cela représente plus des 2/3 des ménages qui ont été affectés par au moins un choc. Les autres chocs ayant eu des répercussions majeures sur la vie des ménages, et qui ont été les plus évoqués, sont les chocs économiques (5,3 pour cent) et les évènements sociaux inattendus (7,1 pour cent).

Le passage du Cyclone et les inondations n'ont pas eu d'incidence, ou peu d'incidence, sur la situation alimentaire des ménages. Par contre, parmi les aléas répertoriés, la sécheresse, les chocs économiques, les maladies et accidents, et les invasions acridiennes ont des effets non négligeables sur le statut alimentaire des ménages. En effet, le nombre de ménages en IAS affectés par ces chocs dépasse les 15 pour cent et le pourcentage des ménages affectés par ces chocs ayant des difficultés alimentaires (IAM + IAS) dépasse le seuil des 70 pour cent. Il convient de noter que les invasions acridiennes sont le choc ayant plongé le plus de ménages en situation d'IAS (23,8 pour cent).

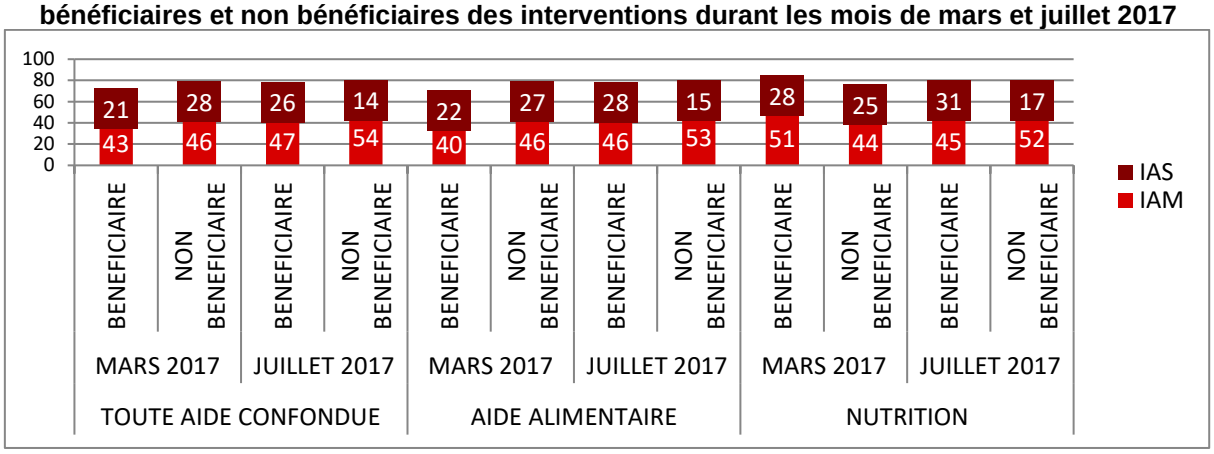
IV-3- Les interventions dans le sud: efficaces mais insuffisantes

Les interventions menées depuis la déclaration d'urgence en raison des répercussions d'El Niño ont été intenses jusqu'en mai. Les aides se sont concentrées principalement sur des activités d'urgence visant à améliorer le statut alimentaire, nutritionnel et sanitaire des ménages et des groupes vulnérables. Le graphique suivant compare la situation des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires durant le mois de mars 2017, pic de soudure, et le mois de juillet 2017, post récolte.

Le terme bénéficiaire signifie que les ménages ont reçu de l'aide, ne serait-ce qu'une fois, entre le début de la déclaration d'urgence et la date de l'enquête.

- En mars: les interventions «humanitaires» ont été efficaces et ont ciblé les plus vulnérables. Toutefois, les partenaires n'ont pas mis en place de mesures structurelles en parallèle aux mesures de soutien d'urgence.
- En juillet: quand les interventions se sont arrêtées, certains ménages très vulnérables qui n'ont pas bénéficié de pluies favorables (récolte faible) se sont retrouvés dans une situation moins stable contrairement à ceux qui n'ont pas été ciblés (pour des raisons géographiques ou parce que considérés comme non vulnérables) et qui ont enregistré une bonne campagne: Betioky, certaines zones d'Ampanihy et les zones du centre et du nord d'Amboasary.

Graphique 33: Madagascar – Analyse comparative du niveau d'insécurité alimentaire des bénéficiaires et non bénéficiaires des interventions durant les mois de mars et juillet 2017



Source: CFSAM 2017.

Le graphique permet de tirer les conclusions suivantes:

- Pour une partie des ménages bénéficiaires des aides (toutes aides confondues, alimentaire et nutrition) le statut alimentaire ne s'est pas amélioré de façon permanente depuis mars 2017. Les pourcentages de ménages en situation d'IAM et d'IAS ont augmenté.
- Pour les ménages non bénéficiaires des aides, on constate une contraction de la proportion des ménages en IAS tandis que le pourcentage des ménages en IAM a augmenté sensiblement.
- La lecture du graphique montre que le ciblage des aides d'urgence a été bien réalisé et que les aides ont bénéficié aux plus vulnérables. Mais la situation de précarité et le niveau de décapitalisation des ménages les plus vulnérables sont tels que les aides d'urgence octroyées et les conditions climatiques n'ont pas suffi à faire basculer la tendance à la dégradation provoquée par les répercussions d'El Niño.
- Le graphique montre que la situation est toujours précaire dans le grand sud et que les poches d'insécurité méritent toujours des aides d'urgence et de relèvement.

V- Quels sont les besoins dans le sud et le sud-est?

Le tableau suivant estime le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire depuis juillet 2016. Il montre que dans le sud-est, les besoins sont croissants pour lutter contre l'insécurité alimentaire notamment pour les cas sévères qui nécessitent des interventions humanitaires d'urgence dans certaines zones. Dans le sud, il reste des besoins résiduels, en effet 250 000 personnes sont en situation d'urgence et le reste de la population a besoin d'assistance pour protéger leurs moyens de subsistance afin de faire face à la prochaine période de soudure.

Tableau 15: Madagascar – Estimation de la population en insécurité alimentaire

DISTRICTS	Juillet 2017			Mars 2017			Juillet 2016		
	IAM	IAS	IA	IAM	IAS	IA	IAM	IAS	IA
MANAKARA	259 795	8	**259 803**	190 681	48 956	**239 637**	96 734	-	**96 734**
VOHIPENO	126 480	3 675	**130 155**	75 352	65 208	**140 560**	46 960	-	**46 960**
FARAFANGANA	255 029	100 746	**355 775**	153 008	61 207	**214 215**	126 399	2 481	**128 880**
VANGAINDRANO	196 533	39 407	**235 941**	128 703	66 982	**195 685**	171 692	-	**171 692**
TOTAL sud-est	**837 837**	**143 837**	**981 674**	**547 744**	**242 353**	**790 097**	**441 785**	**2 481**	**444 266**
BETIOKY	130 208	36 550	**166 758**	86 067	135 114	**221 181**	107 589	27 399	**134 988**
AMPANIHY	151 817	65 557	**217 374**	146 364	81 367	**227 731**	160 717	99 314	**260 031**
BELOHA	69 358	29 203	**98 561**	58 851	32 292	**91 143**	36 897	62 641	**99 538**
TSIHOMBE	55 127	40 427	**95 554**	47 566	60 723	**108 289**	24 087	98 113	**122 200**
TAOLAGNARO	16 348	11 518	**27 866**	18 595	14 719	**33 314**	10 277	21 694	**31 971**
AMBOVOMBE	175 614	35 840	**211 453**	171 628	19 828	**191 456**	130 584	108 099	**238 683**
BEKILY	131 651	12 740	**144 391**	119 434	34 426	**153 860**	81 339	83 853	**165 192**
AMBOASARY	123 289	25 588	**148 877**	99 653	63 583	**163 236**	64 354	95 075	**159 429**
BEHELOKA	4 975	6 396	**11 370**	7 805	5 384	**13 189**			**-**
TOTAL sud	**858 385**	**263 819**	**1 122 204**	**755 963**	**447 436**	**1 203 399**	**615 844**	**596 188**	**1 212 032**
TOTAL	**1 696 223**	**407 655**	**2 103 878**	**1 303 707**	**689 789**	**1 993 496**	**1 057 629**	**598 669**	**1 656 298**

Source: CFSAM 2016-2017, EAM 2017.

VI- Comment la situation va-t-elle évoluer?

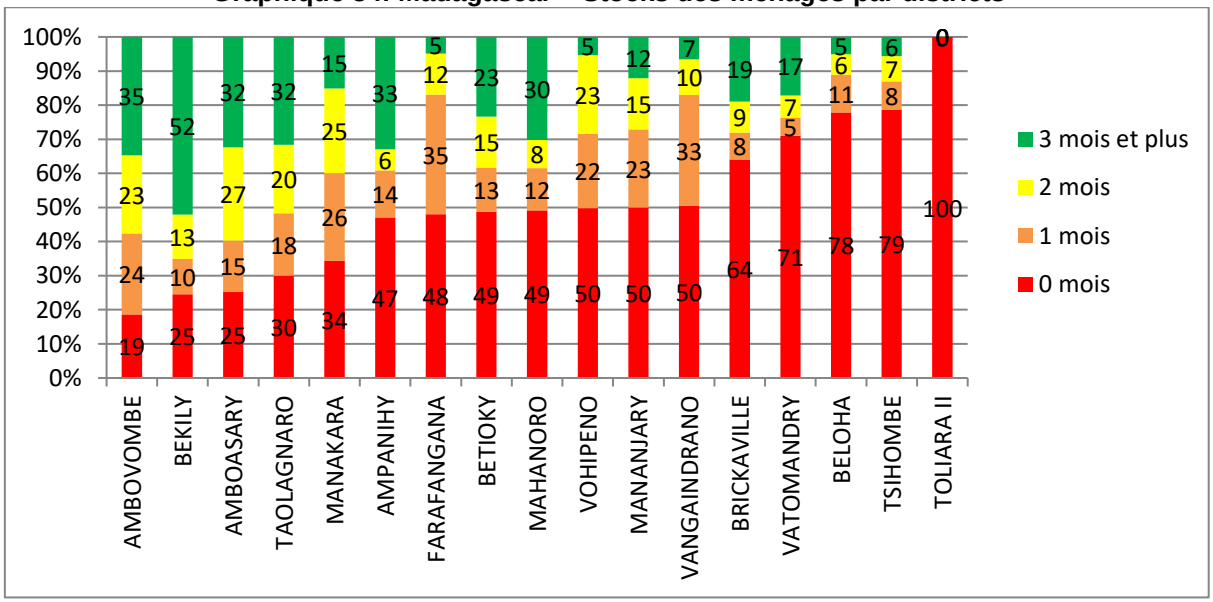
VI-1- Les stocks des ménages: soudure normale dans le sud et précoce dans le sud-est

Dans le grand sud, la majorité des ménages dans la commune de Beheloka et les districts de Tsihombe et Beloha, n'avaient plus de stocks vivriers au moment de l'enquête en juillet 2017. Ils dépendent donc précocement du marché. Les stocks qui durent encore 3 mois et plus, c'est-à-dire au-delà du mois d'octobre, ont été principalement observés dans les districts de Bekily. Par ailleurs les stocks a disposition des ménages devraient durer moins de 2 mois pour la plupart des ménages, comme c'est le cas dans les districts de Betioky, Ampanihy, Taolagnaro, Amboasary et Ambovombe. La dépendance au marché sera donc effective à partir du mois d'octobre pour la majorité des ménages du sud.

Dans le sud-est, la moitié des ménages avaient épuisé leurs stocks vivriers en juillet 2017. Ils ont duré jusqu'en août pour un quart des ménages dans le district de Vatovavy Fitovinany et pour un tiers des ménages dans la région d'Atsimo-Atsinanana. Moins d'un ménage sur 10 possède des stocks qui dureront au-delà du mois d'octobre.

Dans les districts victimes du Cyclone Enawo, la situation des stocks à Brickavile et Vatomandry est similaire: la majorité des ménages détiennent des stocks de moins d'1 mois, de 12 à 17 pour cent possèdent des stocks de 1 à 2 mois et moins de 20 pour cent ont des réserves qui peuvent durer au-delà de 3 mois. À Mahanoro, la situation semble meilleure car les stocks des ménages durent un peu plus, et moins de la moitié ont des réserves de moins d'1 mois, un ménage sur 5 possède des stocks pouvant durer 1 ou 2 mois et un tiers des ménages ont des réserves qui dureront 3 mois ou plus.

Graphique 34: Madagascar – Stocks des ménages par districts



Source: CFSAM 2016-2017, EAM 2017.

VI-2- Les facteurs de risque: la confiance des ménages au plus bas

Lors du recensement des inquiétudes des ménages, les termes de sècheresse, dette, inflation, baisse de revenu et manque de nourriture sont apparus au cœur des préoccupations des ménages.

Graphique 35: Madagascar – Nuages des mots associés aux facteurs de risques ou aggravants ressentis par les ménages

Sud

Sud-est

Est

Source: CFSAM 2016-2017, EAM 2017.

7. RECOMMANDATIONS

7.1 Agriculture

- Mettre en œuvre des interventions de relèvement rapide et promouvoir la diversification des revenus, afin de restaurer et de renforcer la résilience aux chocs des ménages vulnérables dans les régions touchées par des chocs (Cyclone, sécheresse et organismes nuisibles).
- Soutenir la formation des agriculteurs en vue de l'adoption de techniques de production améliorées, adaptées aux conditions agro-écologiques.
- Accroître l'investissement dans les services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, afin d'aider les agriculteurs à adopter des techniques agricoles améliorées et de promouvoir la diversification des cultures.
- Mettre en œuvre un système fiable et durable de gestion de l'eau pour l'agriculture et la consommation humaine et animale, en particulier dans les régions méridionales.
- Remettre en état et étendre le réseau routier rural en vue de favoriser une meilleure intégration des marchés.
- Entreprendre un recensement agricole pour analyser les principales caractéristiques des exploitations agricoles et leurs activités de production agricole, en vue d'aider le gouvernement et les institutions partenaires à renforcer l'efficacité de la planification et de l'élaboration des politiques.
- Accroître le nombre de stations météorologiques afin d'améliorer le suivi, l'évaluation et la prévision des conditions météorologiques.
- Renforcer la communication entre Météo Madagascar et les utilisateurs des informations météorologiques, en particulier les ménages agricoles, afin d'améliorer l'efficacité des prévisions météorologiques.
- Appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale sur la production de variétés de semences améliorées et promouvoir la disponibilité et l'accès aux intrants agricole.

7.2 Sécurité alimentaire

Au regard de ces situations, il est nécessaire de prendre des mesures pour les poches d'insécurité alimentaire en vue de limiter les dégâts au niveau des couches de population les plus vulnérables.

- Une aide alimentaire généralisée immédiate pour les poches d'insécurité alimentaire sévère
- Une intervention coordonnée avec les partenaires concernés pour la protection et la reconstitution des moyens de subsistance et des biens productifs des ménages vulnérables, accompagnée d'une distribution d'aide alimentaire ciblée pour les couches les plus vulnérables

Une aide alimentaire serait nécessaire pour répondre aux besoins immédiats **des ménages agricoles qui ont perdu tous leurs actifs** productifs notamment dans le sud-est. Ils auront besoin de semences pour pouvoir démarrer la prochaine campagne culturale. Des efforts concertés du PAM et de la FAO seront essentiels pour protéger les semences par le biais de distributions alimentaires d'accompagnement.

L'aide alimentaire d'urgence devrait être élargie pour répondre aux besoins alimentaires des **ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère et d'insécurité alimentaire modérée qui sont à risque de basculer dans l'insécurité alimentaire sévère au cours du pic de soudure**. Les ménages en insécurité alimentaire modérée bénéficiant d'une force de travail devront être assistés par le biais d'assistances conditionnelles pendant la saison de soudure – en s'appuyant sur les programmes déjà en cours de préparation.

Les interventions fondées sur les transferts d'argent devraient être poursuivies dans les zones de couverture actuelle et être combinées à une évaluation des marchés pour évaluer la possibilité de les mettre en œuvre à plus grande échelle; des informations plus détaillées sur le fonctionnement du marché et le secteur financier sont essentielles à cet égard.

La poursuite de l'alimentation nutritionnelle thérapeutique et l'introduction d'une alimentation de supplémentation ciblant les enfants de moins de 5 ans sera essentielle compte tenu des informations faisant état d'une détérioration de la situation nutritionnelle (basée sur la surveillance de routine de l'insuffisance pondérale dans les zones les plus touchées), combinée à une très faible consommation d'aliments nutritifs. La poursuite des activités d'alimentation scolaire est également fortement recommandée. Des familles ont rapporté avoir été contraintes de retirer les enfants de l'école pour aller à la cueillette de fruits sauvages et parce qu'ils étaient «trop fatigués et pas assez forts» pour aller à l'école.

Les interventions d'urgence devraient être planifiées à moyen et long terme. Il convient de faire des investissements durables dans la réduction des risques de catastrophe, de renforcer la préparation en cas d'urgence et les capacités d'intervention et de plaider pour des efforts concertés pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents dans les régions du sud et du sud-est de Madagascar. Dans les prochains mois, la surveillance de la sécurité alimentaire, du marché et de la situation de la nutrition sur le terrain sera essentielle.

En bref:

- Mettre en œuvre des réponses humanitaires durant la période de soudure dans le sud-est et dans les poches d'insécurité alimentaire sévère. Débuter des activités d'assistance alimentaire contre actifs dans les autres zones. Il faut aussi accompagner ces interventions par des actions de relèvement précoce à caractère pérenne ou durable.
- Assistance alimentaire inconditionnelle à ciblage généralisé (ratio d'assistance élevé) dans les zones ayant un taux élevé d'insécurité alimentaire sévère.
- Traitement et prévention de la malnutrition dans le sud.
- Ciblage coordonné entre assistance alimentaire et lutte contre la malnutrition par le biais de rations de protection.
- Pré-positionnement de vivres et d'autres articles pour faire face aux cyclones et inondations notamment dans les régions du sud-est et du sud du pays.
- Relance agricole en temps opportun à travers des distributions d'accompagnement avec la FAO dans les zones agricoles les plus touchées et où la consommation de semences et la vente d'actifs productifs ont été extrêmement fréquentes.
- Mettre en place un système d'alerte précoce ou du moins garantir des systèmes de suivi et de signalement spécifiques (screening nutritionnel, violence basée sur le sexe, abandon scolaire, etc.).

Annexe

Synthèse des situations par région

Région DIANA

Faits saillants

- L'abondance de pluie suite au passage du cyclone ENAWO a causé l'inondation des bas-fonds et une diminution de plus de 10 pour cent de la production rizicole contre une hausse de 10 pour cent durant la précédente campagne ;
- La production de rentes est en hausse malgré la persistance des maladies sur le cacao,
- Le prix du café a considérablement augmenté par rapport à la précédente campagne

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard de l'arrivé des pluies utiles (fin décembre) avec une mauvaise répartition et à faible quantité non favorable pour l'agriculture. Non-respect du calendrier cultural.
Contribution des autres facteurs : Faible maitrise de l'eau, utilisation des semences issues de la précédente production, techniques de cultures majoritairement traditionnelles.
Ennemis des cultures : 5 pour cent de la production de cacao a été affectée par les maladies. Les poux de riz et les rats sont à l'origine des 2 pour cent des pertes sur la production rizicole.
Superficie emblavée : Hausse de 10 à 20 pour cent pour le riz, la patate douce et la canne à sucre, et plus de 50 pour cent pour les cultures de rentes.
Culture de contre saison : Les pratiquants de contre saison de la culture de riz, haricot, tomate et patate douce augmentent.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : +11.28 Maïs : +05.66 Manioc : +05.00
Production stable	Manioc : 00.00 pour cent	
Production en baisse	Riz : -11.60 pour cent Maïs : -13.33 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage de volaille continue de se développer toutefois les problèmes sanitaires persistent et le coût élevé des traitements prophylactiques et curatif constitue encore un obstacle majeur pour les éleveurs ;
- Les moyens matériels utilisés dans les activités de pêche sont archaïques et le calendrier de pêche souvent non respecté ;
- Le résultat des activités est en baisse par rapport à la précédente campagne.

Marché

- La disponibilité en riz est généralement stable par rapport à la précédente campagne ; toutefois, la faiblesse de la production a fait augmenter le prix sur le marché ;
- Le prix du café est également en hausse par rapport à la précédente campagne ;
- Le prix des produits d'élevage est stable parallèlement aux volumes de transaction.

Choc et stratégie de survie

- La mauvaise répartition des pluies notamment l'insuffisance en quantité au début, suivi d'inondation survenue au passage du cyclone Enawo sont les chocs auxquels les ménages ont dû faire face ;
- Pour faire face à la situation, le recours aux activités extra agricole comme est très courant ;
- Pour remédier aux problèmes survenus aux cultures de cacao, les ménages optent dans la plupart des cas à la diversification des cultures afin de limiter les pertes.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 à 5 mois
Période de soudure : précoce, durée : 3 mois (janvier à mars)

- Le taux d'insécurité alimentaire est toujours faible dans la région ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est stable par rapport à l'année passée ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont toujours acceptables.

Recommandation

- Construction et réhabilitation des infrastructures hydro agricoles est recommandées pour améliorer la maitrise d'eau nécessaire pour l'agriculture ;
- Assistance technique des producteurs et promotion de la culture de contre saison ;
- Approvisionnement en intrant et en service vétérinaire pour améliorer le suivi sanitaire.

Région SAVA

Faits saillants

- L'inondation a touché plusieurs zones de la région durant le passage du cyclone Enawo et a affecté négativement la culture de riz, de légumes, de vanillier et de cafier ;
- Par conséquent, une baisse de près de 10 pour cent est observée sur la production rizicole contre une variation positif de l'ordre de 30 pour cent durant la précédente campagne ;
- La hausse brusque du prix de la vanille a favorisé l'inflation dans la zone et la flambée des prix de presque tous les produits mise en vente sur le marché durant la période de récolte.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : L'arrivée des pluies est en avance par rapport à la précédente campagne, la mise en place des cultures est généralement identique à la précédente campagne sauf dans le district d'Antalaha où celle du riz deuxième saison a été perturbée par le cyclone.
Contribution des autres facteurs : Les techniques de cultures traditionnelles et les semences de variété locales sont de loin les plus utilisées. L'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires reste toujours faible à cause de la faible disponibilité. La maitrise d'eau est encore défaillante du faite de l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures agricoles.
Ennemis des cultures : L'ampleur des dégâts des maladies, des rats et des insectes reste inférieure à 10 pour cent.
Superficie emblavée : En baisse de 60 pour cent pour le riz, par contre en hausse de 70, 38 et 35 pour cent respectivement pour le vanillier, le giroflier et le cafier.
Culture de contre saison : La pratique reste toujours restreinte.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : +30.00 Maïs : +00.00 Manioc : +05.00
Production stable		
Production en baisse	Riz : -09.73 pour cent Maïs : -09.48 pour cent Manioc : -75.51 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Aucun changement important n'a été constaté en ce qui concerne les activités d'élevage (la production de l'exercice de la campagne reste faible) ;
- Les traitements et les vaccinations sont disponibles toutefois le coût élevé des services et des produits nécessaires pour le suivi sanitaire rend difficile l'accessibilité à ces derniers ;
- L'activité de pêche constitue près de 10 pour cent des ménages, le manque d'encadrement et des moyens matériels et financiers constituent un facteur de blocage au développement de la filière.

Marché

- Suite au passage du cyclone, le prix des produits vivriers ont flambées sur le marché durant la campagne ;
- Le prix de la vanille a très nettement augmenté ;
- Le mauvais état des routes qui relient les communes constitue l'un des principaux facteurs de blocage de la disponibilité et l'accessibilité alimentaires.

Choc et stratégie de survie

- Le passage du cyclone Enawo est le principal choc auquel les ménages ont dû faire face étant donné la destruction des infrastructures hydro agricoles et la baisse importante de la production rizicole en conséquence ; les vols de cultures sur pied durant la maturation de gousse de vanillier, des girofliers et des cafés sont également très répandus dans la région ;
- Pour faire face à la situation, le recours à l'emprunt, aux salariats journaliers et aux petits commerces est la stratégie le plus adopté par les ménages.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 7 à 8 mois
Période de soudure : 5 mois, (septembre-octobre, janvier-mars)

- Le niveau d'insécurité alimentaire est très faible dans la région,
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est stable par rapport à la précédente campagne.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont généralement acceptables.

Recommandations

- Renforcement des capacités des paysans à travers les organisations paysannes et les encadrements techniques des producteurs ;
- Approvisionnement en semences améliorées (mieux adapté aux changements climatiques) et faciliter l'accessibilité des ménages à travers la subvention au niveau des prix ;
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydro agricoles dans les zones reculées pour améliorer la maitrise d'eau pour l'agriculture ;

Région BOENY

Faits saillants

- Le climat n'a pas été favorable à l'agriculture durant cette campagne, les précipitations ont été généralement insuffisantes et la répartition mauvaise ;
- La production agricole de la campagne agricole 2016/2017 a par conséquent diminué de près de 40 pour cent par rapport à la précédente campagne que ce soit pour le riz ou le maïs ;
- Des invasions de criquets migrateurs ont été signalées dans la commune de Tsaramandroso du district d'Ambatoboeny, cependant grâce à la signalisation à temps et l'intervention des responsables, l'ampleur des dégâts a été limitée.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard de l'arrivé des premières pluies utiles. Précipitation mal répartie et insuffisante (longue interruption des précipitations entre Janvier et Février). Retard au niveau du calendrier cultural.
Contribution des autres facteurs : Les techniques de culture les plus utilisés restent traditionnelles. Les semences sont moins disponibles suite aux dommages sur les cultures de riz. L'utilisation des produits phytosanitaires dans la culture de *lojy* est en hausse. L'utilisation des engrais est surtout pour les cultures maraichères. Les infrastructures hydro agricoles se heurtent aux problèmes d'ensablement en absence d'entretien et de réhabilitation.
Ennemis des cultures : (Les insectes et surtout les rats) L'ampleur des attaques reste modéré et contribue à moins de 10 pour cent des pertes sur la production.
Superficie emblavée : En baisse de 30 pour cent pour le riz *jeby* et *asara* à cause de l'insuffisance de la pluviométrie. En hausse de 10 pour cent pour le *lojy* et inchangés pour les autres cultures.
Culture de contre saison : La culture du *lojy* reste la principale culture de contre saison.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : -25.99 Maïs : -24.01 Manioc : +06.34
Production stable		
Production en baisse	Riz : -40.83 pour cent Maïs : -36.71 pour cent Manioc : -10.86 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le problème d'insécurité reste toujours le principale facteur de blocage au développement de l'élevage bovin et pour l'élevage à cycle court l'insuffisance des soins sanitaires;
- Le repos biologique n'est pas souvent respecté par les pratiquants des activités de pêche et l'utilisation de matériels prohibés est toujours présente entrainant ainsi une diminution de la production et la diminution en taille des poissons.

Marché

- Le prix du riz a doublé entre les deux campagnes qui se sont succédé ;
- La diminution importante de la production a également fait baisser l'offre locale en riz, la disponibilité est toutefois comblée par la présence du riz importé.

Choc et stratégie de survie

- L'insuffisance et l'interruption des pluies ainsi que la diminution de la production restent les principaux chocs auxquels les ménages doivent faire face.
- Pour faire face aux chocs, une hausse d'intérêt aux activités minières est observée.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : Plus de 12 mois

Période de soudure : En avance par rapport à la normale (janvier, février et mars)

- La sécurité alimentaire des ménages s'est dégradée par rapport à l'année passée ;
- Pour les enfants de 6 à 59 mois la situation nutritionnelle s'est également dégradée, toutefois, la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle reste faible ;
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais.

Recommandation

- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles existantes et construction de nouvelles infrastructures pour étendre les zones cultivables (barrages et canaux d'irrigation) ;
- Appui des producteurs pour faciliter l'accessibilité aux semences et produits phytosanitaires nécessaires pour le démarrage de la prochaine campagne ;
- Réhabilitation des pistes rurale et les infrastructures de stockage des produits récoltés pour une meilleure régularisation des prix.

Région SOFIA

Faits saillants

- L'insuffisance générale de la pluviométrie et l'inondation des bas-fonds suite au passage du cyclone ENAWO ont beaucoup affecté la production agricole de cette campagne ;
- Principalement pour le riz, une diminution de près de 15 pour cent a été observée alors que durant la précédente campagne la production rizicole était déjà en baisse de 10 pour cent par rapport à celle d'avant.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard de l'arrivée des premières pluies utile (Mars) entrainant ainsi un retard au niveau du calendrier cultural. Quantité insuffisante des précipitations par rapport à la normale avec une mauvaise répartition.

Contribution des autres facteurs : L'accessibilité aux fertilisants s'est améliorée grâce à l'existence des représentants des compagnies de distribution d'intrants agricoles notamment l'AGRIVET. Les infrastructures hydro agricoles sont insuffisantes. Les outils agricoles à traction animal sont généralement les plus utilisés.

Ennemis des cultures : L'attaque des parasites reste encore problématique dans la région.

Superficie emblavée : Diminution de 40 pour cent.

Culture de contre saison : Le haricot.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Maïs : +60.16 pour cent	Riz : -11.21
Production stable	Manioc : 00.00 pour cent	Maïs : -28.81
Production en baisse	Riz : -15.76 pour cent	Manioc : +14.10

Situation de l'élevage et de la pêche

L'insécurité constitue l'un des principaux facteurs de blocage du développement du secteur élevage.

Marché

- Le prix des produits vivriers au consommateur est en hausse de 25 pour cent par rapport à l'année dernière. Le prix du sac de paddy de 60 kg est passé de 40 000 Ariary en 2016 à 50 000 Ariary ;
- La difficulté d'accès à certaines zones contribue également à l'importante hausse des prix surtout en période de soudure.

Choc et stratégie de survie

L'insuffisance de la pluviométrie, l'inondation survenue lors du passage du cyclone Enawo et la diminution importante de la production rizicole qui s'en suive constituent les principaux chocs qui ont affecté les ménages. Pour faire face à la situation la pratique de culture de contre saison a été adoptée par quelques ménages agricoles.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 7 mois
Période de soudure : s'est prolongée de 4 mois (janvier-mai)

- La situation alimentaire s'est un peu dégradée par rapport à la précédente campagne ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est généralement stable.

Recommandation

- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et routières ;
- Encadrement technique des producteurs pour améliorer la productivité ;
- Renforcement de la sécurité pour permettre le développement du secteur élevage.

Région MELAKY

Faits saillants

- La culture rizicole sur bas-fond a été affectée par le déficit pluviométrique durant cette campagne ;
- Une diminution de près de 10 pour cent de la production rizicole a pu être observée dans la région si une importante augmentation a pourtant eu lieu pour le manioc et le maïs ;
- Des passages de criquet volants ont eu lieu dans le district de Maintirano en avril, ils n'ont pas toutefois causé de dégât considérable sur les cultures.

Facteurs influençant le niveau de production
Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée tardive des pluies utiles, interruption de plus de 10 jours au stade de croissance le plus critique des cultures et quantité généralement insuffisante. Perturbation du calendrier cultural surtout pour le riz irrigué et pluvial.
Contribution des autres facteurs : Importante utilisation des semences de variété locale issues de la précédente récolte, généralement disponible sur le marché. Faible adoption des semences améliorées. Hausse de l'utilisation des produits phytosanitaires sur le riz. Faible utilisation d'engrais organique et chimique. Technique de culture principalement traditionnelle à cause de la non-maitrise d'eau due à l'insuffisance des infrastructures hydroagricole.
Ennemis des cultures : Les rats et les insectes.
Superficie emblavée : Légère baisse de 10 et 5 pour cent respectivement pour le riz irrigué et le maïs. En hausse de 5 pour cent pour le riz *jeby, tanety* et *tavy*. Constante pour le manioc.
Culture de contre saison : Faible pratique de la culture de contre saison.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Maïs : +56.68 pour cent Manioc : +91.19 pour cent	Riz : -24.15 Maïs : +76.99 Manioc : +28.90
Production stable		
Production en baisse	Riz : -12.28 pour cent	

Situation de l'élevage et de pêche

- Problème d'insécurité ;
- Problème au niveau sanitaire dû à l'insuffisance d'infrastructure de stockage et matériel adapté pour la conservation des produits prophylactiques afin d'assurer le suivi des traitements sanitaires du cheptel ;
- Non-respect des calendriers de pêche et des normes sur les matériels utilisés (mailles et filets).

Marché
Hausse du prix du riz à la consommation par rapport à la précédente campagne à cause de la diminution de la production et l'enclavement faisant obstacle à la bonne circulation des produits intra et extra-régional.

Choc et stratégie de survie

- Persistance des problèmes d'insécurité au niveau de plusieurs districts ;
- Diminution de la production suite au déficit pluviométrique affectant le revenu des ménages ;
- Hausse de la pratique des activités non agricoles (charbon et le rhum artisanal), réduction de la consommation alimentaire, vente d'animaux d'élevage et des biens.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 5 mois
Période de soudure : en avance, durée : 4 mois (janvier-avril)

- La situation alimentaire s'est un peu dégradée surtout dans le district de Morafenobe ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est également dégradée ;
- L'approvisionnement en eau potable est encore mauvais.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité publique pour améliorer la circulation des produits ;
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour étendre les zones cultivables et rattraper les pertes de production de cette campagne ;
- Amélioration de l'accès aux aliments de base à travers la subvention des prix des produits alimentaire surtout pendant la période de soudure pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables durant cette période ;

Région MENABE

Faits saillants

- L'insuffisance pluviométrique, la non maitrise de l'eau pour les cultures ainsi que la propagation des ennemis des cultures comme les rats ont eu un impact important sur la production agricole que ce soit pour le riz, le manioc ou encore le maïs ;
- Par rapport à la précédente campagne, une baisse de près de 20 pour cent a été enregistrée pour la production des 3 principales cultures vivrières ;
- L'insécurité rurale handicape les activités d'élevage surtout pour l'élevage bovin.

Facteurs influençant le niveau de production
Pluviométrie et mise en place des cultures : La pluviométrie est déficitaire par rapport à la normale et à celle de la précédente campagne. Le calendrier de culture n'a pas été respecté étant donné le retard flagrant de l'arrivée des premières pluies utile.
Contribution des autres facteurs : Les semences de variété locale issue de la précédente culture sont les plus utilisées. Les semences améliorées sont disponibles toutefois l'accessibilité est difficile à cause du prix élevé. L'utilisation des produits phytosanitaires reste faible à cause de la faible disponibilité et l'importance des prix. L'utilisation des engrais n'est généralement effectuée que pour les cultures maraichères. L'adoption de techniques de cultures améliorés est toujours faible à cause de la non maitrise de l'eau engendrée par l'inadéquation des infrastructures hydro agricoles.
Ennemis des cultures : L'infestation massive des rats sur les cultures a été l'origine de 40 pour cent des pertes sur la production vivrière durant cette campagne.
Superficie emblavée : En baisse de 20 pour cent pour le riz, le manioc et le maïs.
Culture de contre saison : La pratique des cultures de contre saison reste toujours faible.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : -01.56 Maïs : -56.33 Manioc : +20.20
Production stable		
Production en baisse	Riz : -25.05 pour cent Maïs : -26.05 pour cent Manioc : -13.47 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le nombre de têtes de zébu au niveau des éleveurs est en baisse à cause de l'insécurité ;
- L'élevage de petit ruminant reste traditionnel et l'attaque des maladies est un problème fréquent du fait de l'insuffisance d'encadrement technique et de soins sanitaire.

Marché

- L'offre locale en produits vivriers sur les marchés locaux reste stable ;
- Le prix des produits vivriers est par contre en hausse de 25 à 50 pour cent que ce soit au consommateur ou au producteur par rapport à la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie

- L'insuffisance pluviométrique constitue les principale chocs qui a affecté les ménages dans la région ;
- Ces chocs ont engendré une diminution de la production agricole, du revenu agricole des ménages et la consommation au niveau des ménages vulnérables ;
- Pour faire face au choc, la pratique d'activité minière, forestière et la fabrication de rhum artisanal sont les plus adoptées. Les salariats journaliers, la vente des animaux d'élevages à faible prix ainsi que le recours aux emprunts sont également rencontrés.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 2 mois

Période de soudure : en avance, durée : 5 mois, (octobre-novembre) et (février-avril)

- La situation alimentaire s'est dégradée.
- La situation nutritionnelle des enfants de 5 à 59 mois reste stable.
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais

Recommandations

- Amélioration de la sécurité pour freiner la diminution progressive du cheptel et le désintérêt des éleveurs à l'élevage bovin ;
- Construction et Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles à travers le système de travail contre vivre pour améliorer en parallèle la sécurité alimentaire des ménages vulnérables durant la période de soudure ;
- Amélioration de l'accès aux intrants adaptés et aux formations techniques pour promouvoir le développement des petits exploitants agricoles.

Région BETSIBOKA

Faits saillants

- La campagne agricole a été marquée par un important déficit de la pluviométrie engendrant une diminution surtout pour le riz et le maïs où respectivement la baisse sur la production est de l'ordre de 40 et 20 pour cent ;
- L'ampleur des dégâts engendrés par les rats a également augmenté par rapport à la précédente campagne, en effet ce prédateur est à l'origine de 10 pour cent des pertes sur la production ;
- Deux passages de criquets ont été signalés dans le district de Maevatanana, des criquets rampants de couleur verts en mois de janvier, puis des criquets volants de couleur marron en mois de mars. Des interventions ont eu lieu après signalisation des faits limitant ainsi les dégâts sur les cultures.

Facteur influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard des premières pluies utile (janvier-février 2017 au lieu de novembre-décembre 2016). Pluviométrie insuffisante et mal répartie. Interruption de plus de 1 mois entre janvier et février. Calendrier cultural a par conséquent été perturbé.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité en semence a diminué suite à l'échec de la culture du riz *asara*. La disponibilité en produits phytosanitaires a augmenté (forte utilisation dans la culture *de lojy « black eyes »),* les règles de dosage ne sont pourtant pas respectées. L'utilisation des engrais est rare en dehors des cultures maraîchères. Les infrastructures hydroagricoles sont vétustes et endommagées à cause de l'insuffisance d'entretien.

Ennemis des cultures : 10 pour cent des pertes sur la production sont causées les rats.

Superficie emblavée : En baisse de 30 pour cent à cause du déficit pluviométrique.

Culture de contre saison : culture de *lojy*, le nombre de pratiquants est encore minoritaire.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : -40.00 Maïs : -21.87 Manioc : +09.09
Production stable		
Production en baisse	Riz : -45.54 pour cent Maïs : -21.87 pour cent Manioc : -02.02 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Les problèmes d'insécurité restent toujours un facteur de blocage démotivant pour les éleveurs ;
- L'élevage à cycle court est souvent exposé aux attaques des maladies à cause de l'insuffisance de soins sanitaires des animaux d'élevages ;
- Le non-respect des calendriers de pêche et des normes régissant les matériels de pêche font obstacles au bon développement des activités de pêche.

Marché

- La quantité de riz mise en vente sur le marché a diminué par rapport à la précédente campagne ;
- Le prix du riz a fortement augmenté à cause de la faiblesse de l'offre locale, le prix s'est finalement stabilisé grâce à l'augmentation de l'offre en riz importé sur le marché ;

Choc et stratégie de survie

- Le changement climatique se manifestant par l'insuffisance et la mauvaise répartition des précipitations constitue le principal choc qui a affecté les ménages ;
- Le recours aux petites activités minières ont été adoptées par plusieurs ménages comme moyen stratégique pour faire face au choc ; le nombre de pratiquants de ces activités a augmenté significativement.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : plus de 12 mois

Période de soudure : Inchangée, durée : 5 mois, (novembre-mars),

- La situation alimentaire s'est généralement dégradée ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est légèrement dégradée ;
- L'approvisionnement en eau potable est plutôt acceptable.

Recommandations

- Approvisionnement en semence pour le démarrage de la prochaine saison de culture ;
- Appuie des ménages dans le développement de la spéculation *lojy* et assuré une meilleure organisation de la filière ;
- Mise en place d'un système de régulation des prix des produits agricoles ;
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydro agricoles ;

Région ALAOTRA MANGORO

Faits saillants

- La campagne agricole a été marquée par une défaillance pluviométrique importante toutefois le passage du cyclone ENAWO a été favorable pour la culture en apportant la quantité de pluie utile durant les repiquages de riz et a légèrement limité les pertes sur la production ;
- Cette insuffisance a fait diminuer de moitié l'étendue des champs de riz cultivé ;
- Ces facteurs ont contribué à la baisse considérable de la production rizicole de près de 30 pour cent si une hausse de 8 pour cent a plutôt été constatée durant la précédente campagne 2015-2016.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard de l'arrivée des premières pluies utiles, mauvaise répartition des précipitations de très faible quantité en général. Perturbation du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente récolte sont les plus utilisées. Diminution de la disponibilité en engrais à cause de la diminution du cheptel et l'insuffisance d'eau. Forte utilisation de motoculteurs pour les travaux des champs. Infrastructures hydro agricoles importante en nombre, mais vétuste, ensablés et fonctionne mal. Hausse d'intérêt aux techniques de culture traditionnelle à cause de non maitrise d'eau sauf dans les zones cibles des projets du BVPI.

Ennemis des cultures : Généralement les insectes mais à faible ampleur (moins de 5 pour cent) à cause des traitements effectués sur les cultures.

Superficie emblavée : Réduite de moitié de moitié pour le riz et de 35 pour cent pour le maïs.

Culture de contre saison : Haricot, tomate et pomme de terre, les perspectives de récoltes sont bonnes.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : +11.71 Maïs : -04.79 Manioc : 00.00
Production stable		
Production en baisse	Riz : -32.72 pour cent Maïs : -35.94 pour cent Manioc : -11.58 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le vol continue de sévir sur l'élevage bovin entrainant une diminution de l'effectif du cheptel et par conséquent la faiblesse de la disponibilité en fumier ;
- Outre le changement climatique, le non-respect du repos biologique constitue un facteur de blocage important du développement du secteur pêche dans la région.

Marché

- Flambée des prix des produits vivriers (hausse de près de 90 pour cent) ;
- Diminution de l'offre en produits vivriers sur le marché par rapport à l'année dernière ;

Choc et stratégie de survie

- La sécheresse est le principal choc qui a affecté les ménages dans la région ;
- Les ménages adoptent la répétition du repiquage à chaque échec des cultures de riz par conséquent, l'insuffisance des intrants qui s'en suivent a entrainé une diminution de l'étendue générale des surfaces cultivées et de la production ;
- Une hausse d'intérêt à la culture de contre saison a été observée dans la région (culture de haricot).

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 à 4 mois
Période de soudure : très précoce, durée : 8 mois (juillet – février).

- Le niveau de sécurité alimentaire s'est légèrement dégradé dans certaines zones ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est en légère dégradation ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore précaires.

Recommandations

- Encadrement technique des exploitants agricoles dans l'utilisation des semences améliorées, des engrais chimiques, des produits phytosanitaires et des techniques de culture innovantes ;
- Facilitation de l'accessibilité en intrants et matériel agricole à travers la subvention et l'organisation de la filière pour mettre en place un système contractuel entre les producteurs et les entreprises ;
- Réhabilitation et construction de nouvelles infrastructures hydro agricoles, sensibilisation des associations des usagers de l'eau dans l'entretien de ces ouvrages ;
- Protection durable des bassins versant pour réduire l'érosion et l'ensablement des zones cultivables.

Région ANALAMANGA

Faits saillants

- Le niveau de précipitation a été insuffisant durant cette campagne, le passage du cyclone ENAWO a été plutôt bénéfique pour les cultures à travers la quantité de pluie qu'il a apporté ;
- Trois communes dans le district d'Ankazobe ont signalé le passage des criquets, les dégâts sont considérables en absence d'intervention malgré les signalisations effectuées par les autorités locales ;
- Une partie des pertes au niveau de la production a été causée par les grêles survenues dans certaines zones de la région ;
- Durant cette campagne la production agricole a diminué de 20 pour cent contre une légère hausse de 5 pour cent durant la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée tardive des pluies utiles, en quantité insuffisante et en mauvaise répartition. Le calendrier cultural n'a donc pas été respecté surtout pour le riz de grande saison.
Contribution des autres facteurs : Les intrants sont disponibles au niveau des chefs lieu de District et de quelques communes, l'accès à ces produits est difficile pour les zones enclavées. Les infrastructures hydro agricole sont insuffisantes et en mauvais état.
Ennemis des cultures: Généralement les dégâts engendrés par les maladies, les insectes et les rats sont plutôt faibles sauf dans le district d'Andramasina où les pertes sont plus sévères pour les pommes de terres et dans les trois communes du district d'Ankazobe par les criquets.

Superficie emblavée : En baisse de près de 25 pour cent.
Culture de contre saison : Problème de maitrise d'eau et de l'importance des charges en intrants.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +01.00 pour cent	Riz : +05.72 Maïs : +00.15 Manioc : +05.00
Production stable		
Production en baisse	Riz : -20.29 pour cent Maïs : -24.00 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche
- L'état sanitaire des animaux d'élevage s'est un peu amélioré toutefois la hausse du coût des traitements crée une réticence au niveau des éleveurs dans le suivi des traitements ;
- Les encadrements techniques et sanitaires restent insuffisants dans la région ;
- L'insécurité et les vols de bovidé ont augmenté par rapport à la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie
- L'insuffisance de la pluviométrie a généralement été le principal choc au quelle les ménages devaient faire face. Dans certaines zones le passage de criquets a également contribué en partie à la diminution de la production.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 2 à 4 mois
Période de soudure : en avance, durée : 6 mois (septembre-février)
- La situation alimentaire s'est un peu dégradée dans certaines zones.
- La situation nutritionnelle des enfants de 5 à 59 mois est plutôt stable.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais dans plusieurs zones.

Recommandations
- Approvisionnement en semence de qualité à travers la multiplication des réseaux de distribution pour une meilleure adaptation aux changements climatiques ;
- Encadrement technique des producteurs et sensibilisation des producteurs dans l'adoption des techniques de culture mieux adaptées au changement climatique ;
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour étendre les zones cultivables et limiter les dégâts lors des catastrophes naturelles.
- Pérennisation le réseau hydro agricole mise en place à travers la dynamisation des associations des usagers de l'eau dans la gestion durable du réseau.

Région BONGOLAVA

Faits saillants
- La campagne agricole 2016-2017 est marquée par le passage du cyclone ENAWO et bien qu'il a entrainé l'inondation des bas-fonds dans certaines zones, elle a apporté une quantité importante de pluie qui a été plutôt bénéfique pour les cultures sur tanety notamment le riz, le manioc et le maïs ;
- Ainsi malgré le déficit pluviométrique au début de la campagne, la précipitation apportée par le cyclone a stabilisé la production rizicole. Une hausse de seulement 3 pour cent a été enregistrée par rapport à la précédente campagne. Et une importante hausse de 30 et 50 pour cent pour le maïs et le manioc.

Facteurs influençant le niveau de production
Pluviométrie et mise en place des cultures : Généralement la pluie a été insuffisante toutefois le passage du cyclone Enawo a apporté des quantités abondantes pour le développement des cultures sur tanety.
Contribution des autres facteurs : Les semences les plus utilisées sont issues de la précédente récolte. Les semences sont disponibles au niveau du marché toutefois l'accessible est plutôt difficile durant la période de semis à cause du prix élevé. L'utilisation d'engrais organique est réservée globalement aux cultures maraichères. Pour les produits phytosanitaires et les engrais chimiques l'adoption est toujours limité le coût élevé du produit. L'adoption des techniques améliorées commence à prendre de l'ampleur suite à l'intervention du projet PAPRIZ toutefois l'insuffisance des ouvrages hydroagricoles pour la maitrise d'eau constitue un facteur de blocage.
Ennemis des cultures : L'attaque des rats et des mauvaises herbes ont augmenté durant cette campagne, l'ampleur des attaques sur les cultures est encore faible.
Superficie emblavée : En baisse de 15 pour cent pour le riz irrigué et en hausse de près de 20 pour cent pour le riz pluvial, le maïs et le manioc.

Culture de contre saison : La pratique reste encore faible dans la région à cause de l'insuffisance des ouvrages hydro agricoles et le manque de débouchés assurés.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +03.25 pour cent Maïs : +50.00 pour cent Manioc : +30.00 pour cent	Riz : +01.29 Maïs : -19.95 Manioc : +31.35
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'insécurité entraîne une diminution non négligeable de l'effectif du cheptel au niveau des ménages, en effet face à cette situation le cheptel est vendu à un prix anormalement faible ;
- Les maladies sont également des problèmes auxquelles les ménages doivent toujours faire face étant donné l'insuffisance de l'offre en services de santé animale qui fait grimper le coût des traitements curatif et préventive.

Marché

- L'offre en produit local a légèrement diminué car les transactions hors de la région sont importante par rapport à la précédente campagne ;
- Le prix des produits vivriers a augmenté de 25 pour cent suite à la baisse de l'offre locale.

Choc et stratégie de survie

- Les principaux chocs qui ont affecté les ménages sont l'insécurité et le changement climatique se traduisant par l'insuffisance des pluviométries et le passage du cyclone qui a engendré l'inondation des bas-fonds bien que celui-ci a été bénéfique pour les cultures en hauteur ;
- Pour faire face à la situation pour combler les pertes sur la production et l'insuffisance alimentaire les pratiques suivantes sont courantes : l'exploitation minière, rhum artisanal, etc. ; le salariat journalier ; l'endettement et le crédit alimentaire ; vente des petits animaux et la réduction des rations journalière.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 mois

Période de soudure : Un peu plus tôt, durée : 5 mois (septembre-novembre, février- mars)

- La situation alimentaire n'est généralement pas inquiétante bien qu'une légère dégradation est signalée ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 s'est légèrement dégradée ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais.

Recommandations

- Multiplication des centres de distribution d'intrants de proximités munies de produits améliorés pour assurer une meilleur disponibilité et accessibilité en intrant ;
- Promotion d'assistance technique et multiplication de l'offre en service vétérinaire pour assurer le suivi sanitaire des animaux d'élevage ;
- Renforcement de la sécurité publique ;
- Mise en œuvre du système HIMO/VCT pour diversifier les sources de revenu des ménages et assurer l'accessibilité à l'alimentation surtout durant la période de difficulté alimentaire.

Région ITASY

Faits saillants

- La campagne agricole 2016-2017 est marquée par un déficit pluviométrique ;
- Le passage du cyclone ENAWO et les précipitations qui l'ont accompagné n'ont pas eu beaucoup d'influence sur la production rizicole mais il a tout de même contribué à limiter le niveau de déficit et de perte sur la production. A l'opposé du riz, il a même été bénéfique aux cultures de manioc et de maïs ;
- Une diminution de 10 pour cent est observée sur la production rizicole par rapport à la précédente campagne 2015-2016 (une variation positive de 15 pour cent a été observée sur la production de cette campagne par rapport à celle d'avant) ;
- Une hausse de 40 et 10 pour cent est enregistrée respectivement pour le manioc et le maïs.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : L'arrivé des pluies utiles est normal, mais la quantité globale est insuffisant et la répartition mauvaise. Ce déficit a perturbé le calendrier cultural en retardant le repiquage.

Contribution des autres facteurs : Les semences provenant de la précédente récolte sont majoritairement utilisées. La disponibilité en engrais organique diminue à cause de la diminution du cheptel. L'accessibilité aux engrais chimiques et au produit phytosanitaire est meilleure, toutefois l'utilisation irrationnelle de ces dernières est observée. Les matériels de traction animale sont les plus utilisés. Les infrastructures hydro agricoles sont importantes en nombre mais sont vétustes et ensablées. L'adoption de la technique de culture améliorée (repiquage en ligne) est importante grâce à l'intervention de plusieurs projets.
Ennemis des cultures : Les attaques des maladies sur les pommes de terres sont importantes. 25 pour cent des pertes sont causés par ces maladies malgré les traitements effectués. L'utilisation irrationnelle des produits phytosanitaires provoque la résistance des ravageurs.
Superficie emblavée : En baisse de 25 pour cent pour le riz et inchangés pour le maïs et le manioc.
Culture de contre saison : culture de légumineuse et maraîchères. Développement grâce aux systèmes contractuels entre les producteurs et la société agroindustrielle Lecofruit (approvisionnement en semences, engrais chimiques et produits phytosanitaires).

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Maïs : +07.14 pour cent Manioc : +43.67 pour cent	Riz : +15.31 Maïs : +01.93 Manioc : -01.15
Production stable		
Production en baisse	Riz : -10.77 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche
- Diminution du cheptel bovin à cause de l'insécurité, les maladies et le coût élevé des traitements constitue un facteur de blocage important dans l'élevage à cycle court (volailles ou le porc) ;
- Le repos biologique n'est pas respecté dans l'activité de pêche et l'utilisation des matériels prohibés est toujours d'actualités ;

Marché
- L'offre en riz local sur le marché est en baisse par rapport à la précédente campagne suite à la diminution de la production. Par rapport à cette baisse, une hausse de près de 50 pour cent est observée sur le prix aux consommateurs pourtant le prix au niveau des producteurs reste faible ;
- L'exploitation des spéculateurs constitue encore un problème majeur pour les producteurs au niveau de la commercialisation de la production.

Choc et stratégie de survie
- L'insuffisance de l'eau pour l'agriculture et l'insécurité (vols de cheptel) sont les principaux chocs qui ont affecté les ménages ; elles ont eu pour conséquence une diminution des superficies cultivées et de la production surtout rizicole ;
- Une hausse d'intérêt aux cultures de contre saison a pu être observée dans la région comme stratégie pour faire face aux chocs.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 4 mois
Période de soudure : En avance, durée : 7 mois (septembre à mars).
- La situation alimentaire s'est un peu dégradée dans la région ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est également en légère dégradation, la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle est en légère hausse ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont acceptables.

Recommandations
- Multiplication des centres de distribution d'intrant amélioré et la subvention du prix des produits mise en vente pour faciliter l'accessibilité des ménages à ces produits et promouvoir l'adoption des semences et autres intrants améliorés ;
- Sensibilisation des producteurs dans l'utilisation rationnelle des engrais chimiques et des produits phytosanitaires pour éviter les impacts négatifs sur la qualité du sol, l'environnement et la santé humaine ;
- Encadrement technique des agriculteurs dans l'utilisation des intrants et techniques agricoles innovantes (semences améliorées/adaptées, les techniques de compostage, etc.) ;
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles existantes avec l'opérationnalisation des associations des usagers de l'eau dans l'entretien et la gestion durable de ces infrastructures ;
- Réhabilitation des pistes rurales et Renforcement de la sécurité dans les zones critiques pour améliorer la circulation intra et extra régional ;

Région VAKINAKARATRA

Faits saillants

- Comme dans beaucoup de régions de Madagascar, le déficit pluviométrique a également affecté la région. Les cultures de riz, de maïs et de haricot ont été les plus touchées par cette sècheresse ;
- Une diminution de près de 15 pour cent est observée sur la production de riz, de manioc et de maïs ;
- L'intervention des institutions privées comme FIFAMANOR, AGRIVET, AGRICOM et VETOBIRA dans la distribution des intrants agricoles et des produits fertilisants a favorisé la disponibilité et l'accessibilité au niveau de certaines communes.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité généralement insuffisante pour l'agriculture et la répartition temporelle est mauvaise. Le retard de l'arrivée des pluies utile a entrainé un décalage au niveau de la mise en place des cultures.

Contribution des autres facteurs : Les intrants agricoles sont généralement disponibles et accessibles pour les producteurs. Une amélioration de la qualité des semences a été observée grâce à l'intervention de plusieurs institutions dans la distribution. Aucun changement important n'a été observé dans l'utilisation d'engrais chimique et de produit phytosanitaire. L'insuffisance d'eau a fait surgir quelques conflits entre les usagers par rapport à la distribution d'eau par les infrastructures existantes. L'utilisation de technique de culture améliorée est en hausse de 30 pour cent grâce à l'intervention du Papriz.

Ennemis des cultures : Des maladies sont observées sur la culture de riz et de pomme de terre, mais l'étendue des champs affectés et les dégâts sont généralement très faibles.

Superficie emblavée : Baisse de 15 à 20 pour cent pour les cultures vivrières.

Culture de contre saison : Source de revenu important pour les producteurs (Orge, Légumes).

Evaluation de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +13.18 pour cent	Riz : +20.28 Maïs : +20.81 Manioc : +02.86
Production stable		
Production en baisse	Riz : -14.16 pour cent Maïs : -13.10 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

L'insécurité (vols de bœuf) et l'insuffisance de l'offre en service vétérinaire continues d'être un facteur de blocage important dans le développement des activités d'élevage dans la région.

Marché

- Une hausse au niveau du prix du riz est observée dans la région, l'écart relatif à la saisonnalité des prix est plus important ;
- L'approvisionnement en produit alimentaire ne pose généralement pas de problème.

Choc et stratégie de survie

- L'insuffisance de pluies est le choc auquel les ménages sont confrontés durant cette campagne étant donné la diminution de la production qui s'en est suivi ;
- Pour y faire face la majorité des ménages optent dans la plupart des cas à la vente des petits animaux d'élevage comme les volailles.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 mois

Période de soudure : En avance, durée : 5 mois (octobre-février)

- La situation alimentaire des ménages s'est légèrement dégradée ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est plutôt stable ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont un peu acceptables.

Recommandations

- Amélioration de la disponibilité en intrant agricole à travers la multiplication des centres d'approvisionnement à un prix mieux accessible aux producteurs ;
- Assistance des ménages dans la gestion technique et financière efficiente de l'exploitation ;
- Assistance des ménages dans l'utilisation efficace des services micro finance devrait être facilité pour motiver les producteurs à s'investir dans l'amélioration de l'exploitation à un niveau plus économique que de subsistance.

Région AMORON'I MANIA

Faits saillants

- L'arrivée tardive des pluies et la sécheresse ont affecté négativement la campagne agricole 2016-2017 ; le passage du cyclone Enawo a apporté d'importante quantité de précipitation toutefois ce dernier n'a pas été suffisant pour le bon développement des cultures ;
- Une diminution de près de 20 et 50 pour cent a été enregistrée dans le district respectivement pour le riz et le maïs. Durant la précédente campagne par contre pour le riz une hausse de 20 pour cent a été enregistrée alors que le maïs a déjà connu une variation négative de 15 pour cent ;
- En mois de novembre et décembre, la prolifération des criquets au stade larvaire a été observée dans la commune d'Ilaka du district d'Ambositra toutefois l'impact sur la production agricole était très faible.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie : Retard considérable de l'arrivée des pluies utiles (février au lieu de novembre). La quantité de pluie est déficitaire, la répartition est mauvaise et joue en défaveur de l'agriculture. La mise en place des cultures a été perturbée à cause de la caractéristique pluviométrique.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente récolte sont les plus utilisées. L'utilisation d'engrais organique est courante, de même celle des produits phytosanitaires dans la culture de pomme de terre. L'utilisation des intrants améliorés est en légère hausse toutefois les produits ne sont disponibles qu'au niveau des chefs lieu de district et l'accessibilité est souvent limitée par le prix et la qualité stockage. Près de 27 infrastructures hydro agricoles ont été réhabilitées dans la région. Les associations des usagers de l'eau sont non fonctionnelles et des conflits surgissent souvent au niveau de la gestion de l'eau d'irrigation.

Ennemis des cultures : Les attaques d'insectes et les mauvaises herbes ont été signalées sur les cultures vivrières, l'oïdium et le mildiou spécifiquement pour la pomme de terre. Le passage d'essaims de criquets de densité moyen est signalé à Ilaka centre mais l'impact sur la production est faible.

Superficie emblavée : En baisse de 10 pour cent pour les rizières et en hausse de près de 30 pour cent pour la culture de pomme de terre.

Culture de contre saison : Culture de pomme de terre et les cultures maraichère. A cause des maladies, des problèmes au niveau de l'approvisionnement en semence de pomme de terre ont été signalés. Les producteurs de tomate et petit pois bénéficient de l'appui des entreprises LECOFRUIT et MALTO.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +67.35 pour cent	Riz : +18.67 Maïs : -14.85 Manioc : +00.63
Production stable		
Production en baisse	Riz : -18.95 pour cent Maïs : -50.00 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Les facteurs de blocage restent principalement l'insécurité et la faible disponibilité du pâturage à cause de la dégradation du sol et l'érosion suite aux feux de brousse répétitifs ;
- Les pertes restent stables par rapport à la précédente campagne pour l'élevage porcin et en hausse pour les volailles à cause des épidémies. Ces problèmes persistent à cause de l'insuffisance de l'offre en services et produit nécessaire pour la santé animale.

Marché

- Un déficit de près de 50 pour cent est observé sur le stock en riz par rapport à l'année dernière faisant diminuer l'offre en riz sur les marchés locaux. Ce déficit est comblé par l'importation de stock tampon ;
- La flambée des prix est signalée pour cette campagne surtout durant les périodes de soudure (le prix varie de 1360 à 1800 Ariary le kilo).

Choc et stratégie de survie

- La sécheresse, l'insécurité sont les principaux chocs signalés durant cette campagne ;
- Suite à la chute de la production, une hausse de la pratique d'activités extra-agricoles est signalée afin de diversifier les sources de revenus (l'exploitation minière et les petits commerces) ; une hausse de la pratique des cultures de patate douce et de contre saison est également observée ;
- Des stratégies de diminution de quantité mise en vente et consommée sont déjà observées pour augmenter la couverture de la production pour les périodes de soudure.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : en baisse 4 à 5 mois.

Période de soudure : en avance, durée : 7 mois (août-février).

- La situation alimentaire des ménages est plutôt stable, voire un peu dégradée dans certaines zones ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est également stable généralement ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiènes sont plutôt acceptables.

Recommandations

- Amélioration de l'approvisionnement en intrants, à travers la multiplication des centres de distribution de proximité pour une meilleure accessibilité ;
- Amélioration de l'offre en service et produits vétérinaire, assistance aux éleveurs pour assurer les luttes préventives et curatives contre les épidémies ;
- Approvisionnement en semence saine de pomme de terre ;
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et des pistes rurales à travers le système vivre contre travail pour améliorer la situation alimentaire des ménages vulnérables pendant la période de soudure ;
- Amélioration de l'organisation de la filière de la production, stockage et commercialisation pour assurer une meilleure accessibilité aux semences améliorées.

Région HAUTE MATSIATRA

Faits saillants

- Pour cette campagne agricole 2016-2017, la pluviométrie n'a pas été favorable à l'agriculture ;
- L'insuffisance de la pluviométrie a engendré une diminution généralisée de la production agricole que ce soit pour le riz, le maïs ou encore le manioc. Pour le riz une baisse de 15 pour cent est observée ;
- La région a déjà connu une baisse de l'ordre de 10 à 15 pour cent respectivement pour le riz et le maïs ;
- L'attaque des maladies et des prédateurs sur la culture de riz a également été importante durant cette campagne, ce facteur a en effet contribué à 25 pour cent des pertes sur la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : L'arrivée des pluies utiles est tardive et la répartition est mauvaise. La quantité est généralement insuffisante. Quoi qu'il en soit, aucun changement important n'a été observé au niveau du calendrier cultural dans la majorité des cas.

Contribution des autres facteurs : L'approvisionnement en intrant agricole amélioré comme les semences, les fertilisants et les produits phytosanitaires sont généralement disponibles au niveau des chefs lieu de districts. L'accessibilité à ces derniers est cependant limitée l'importance de leurs prix d'où la prédominance du système de culture traditionnelle. Les infrastructures hydro agricoles sont importantes en nombre, mais sont en mauvais état à cause de l'absence d'entretien.

Ennemis des cultures : Les maladies et les prédateurs affectent surtout les cultures de pomme de terre et le riz, l'impact sur la production de pomme de terre est négligeable contrairement à celle du riz où celui-ci à causer près de 25 pour cent des pertes sur la production.

Superficie emblavée : En baisse de 40 pour cent pour le riz et le maïs, inchangée pour le manioc.

Culture de contre saison : Le nombre de pratiquants des cultures de contre saison de patate douce et de pomme de terre est en hausse.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : -16.05 Maïs : -10.00 Manioc : -02.30
Production stable		
Production en baisse	Riz : -14.74 pour cent Maïs : -27.50 pour cent Manioc : -50.00 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Les vols de bétail sont toujours d'actualité dans la région, la stratégie adoptée par les ménages pour éviter les pertes concerne principalement la diminution de l'effectif du cheptel à travers la vente ;
- Les maladies sont également des facteurs de blocage important au développement du secteur élevage dans la zone.

Marché

- Contrairement aux prix au consommateur qui a connu une hausse considérable de près de 30 pour cent durant cette campagne agricole, le prix au producteur n'a pas vraiment changé ;
- Une baisse des volumes de transactions des produits agricoles est observée au niveau du marché ;
- La circulation des produits reste handicapée par l'enclavement et le mauvais état des pistes rurales engendrant ainsi une charge supplémentaire sur le prix à la consommation.

Choc et stratégie de survie

- Le changement climatique et l'insécurité constituent les principaux chocs auxquels les ménages devaient faire face durant cette campagne agricole ; ces chocs ont engendré la baisse de la production et la hausse des prix des intrants et des produits vivriers à la consommation ;
- Les stratégies les plus communément adoptées par les ménages pour faire face à ces chocs sont la diminution des rations alimentaire pour allonger la durée de couverture alimentaire et l'endettement (prêt aux près des proches et des institutions de micro finance) pour avoir accès aux intrants.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 à 5 mois

Période de soudure : précoce, durée : environ 7 mois (août- avril)

- La situation alimentaire des ménages s'est dégradée par rapport à la précédente campagne ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est également dégradée ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont mauvais.

Recommandations

- Multiplication des centres d'approvisionnement en intrant et amélioration des centres de stockage d'intrant existant ;
- Mise en place d'un système de régulation des prix des produits agricoles à travers la construction de greniers villageoise et la réhabilitation des pistes rurales ;
- Assistance technique des producteurs dans la gestion des activités agricoles et élevages pour évoluer vers une exploitation plus économique qu'une activité de subsistance ;
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricole en mauvais état et construction de nouveau réseau pour élargir la potentialité agricole de la région ;
- Renforcement de la sécurité pour assurer le développement des exploitations.

Région ANALANJIROFO

Faits saillants

- Cette campagne agricole est marquée par l'insuffisance pluviométrique au démarrage de la grande saison des cultures vivrières. Cette situation a persisté durant les périodes où les cultures ont eu le plus besoin d'eau. La pluie s'est arrêtée en juillet 2016 et n'est tombé qu'à partir du passage du cyclone Enawo en mois de mars 2017 ;
- La production rizicole est restée stable par rapport à la précédente campagne. Toutefois, il faut noter que la production a connu une baisse bien que légère de 5 pour cent l'année dernière.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Retard de l'arrivée des premières pluies. Quantité généralement insuffisante pour l'agriculture. La mise en place des cultures n'a pas changé globalement, toutefois l'impact du retard de l'arrivée des pluies a fait décaler le repiquage des plantes.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente campagne sont couramment utilisées. Les stratégies de reprise de semis de riz après chaque échec entrainent une pénurie de semence. Les intrants agricoles (semences améliorées, engrais chimique et produits phytosanitaires) sont disponibles au niveau des chefs lieu des districts toutefois, le taux d'adoption est encore faible à cause du prix et la mauvaise maitrise de l'eau. L'insuffisance d'entretien et la gestion communautaire des réseaux d'irrigation entrainent un mal fonctionnement du système hydro agricoles. Les infrastructures sont insuffisantes d'où la dépendance des activités agricoles à l'eau de pluie.

Ennemis des cultures : L'attaque des rats est très répandue et a contribué à la diminution de la production de riz et de manioc de l'ordre de 5 pour cent. Prolifération des maladies dues à l'utilisation des souches de semences de riz en dégénérescence (manque à gagner de 20 à 25 pour cent).

Superficie emblavée : En baisse de 40 pour cent pour le riz, inchangé pour la culture de maïs et manioc.

Culture de contre saison: Cultures maraichères, riziculture, culture de maïs. Production principalement destinée à la commercialisation.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +05.00 pour cent	Riz : -04.68
Production stable	Riz : 00.84 pour cent	Maïs : -06.11
Production en baisse	Maïs : -26.67 pour cent	Manioc : -04.75

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'activité de pêche est généralement traditionnelle et constitue l'activité principale des ménages des zones littorales. L'insuffisance d'encadrement et l'absence de l'application et le suivi des règlementations restent les facteurs de blocage du développement des activités de pêche ;
- L'élevage de volaille se résume à quelques têtes par ménages et la pratique se fait de manières extensives et traditionnelles. Les soins prophylactiques et curatifs ne sont disponibles qu'aux chefs lieu des communes malgré la prolifération des maladies ;
- Les résultats d'activités sont les mêmes pour l'élevage bovin et moindre pour l'aviculture.

Marché

- L'offre en riz local est très limitée à cause de la faiblesse de la production rizicole, les marchés sont approvisionnés en riz venant d'autres régions ;
- La flambée des prix est signalée en période de soudure (décembre 2016 jusqu'en avril 2017 et a rehaussé dès le mois de juillet) en juillet 2017 le prix du kilo du riz blanc local est de 2 000 Ariary ;

Choc et stratégie de survie

- Les vols sur pied précoce des gousses de vanille sont très répandus dans la région, cette situation risque d'affecter la qualité et l'image des produits provenant de la région et pourraient engendrer la baisse des prix ;
- La faiblesse de la production amène la hausse d'intérêt à la pratique de culture de contre saison. l'apparition des récentes activités minières dans le district de Vavatenina attire l'attention des gens et pourrait engendrer l'abandon des activités agricoles.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 mois

Période de soudure : Précoce, durée : 7 mois (août-novembre, mars-mai)

- La sécurité alimentaire des ménages est plutôt stable par rapport à la précédente campagne (la majorité des ménages sont en IAM) ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est également stable ;
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais surtout dans les zones enclavées et plutôt acceptables au niveau des chefs lieu des districts.

Recommandations

- Appui à la multiplication des centres d'approvisionnement en intrant agricole de proximité (mise à disposition de semences de culture vivrière de variétés à cycle court, plus adaptées au changement climatique et plus productives ; appui à la lutte contre l'attaque des rats)
- Promotion de la valorisation alimentaire et nutritionnelle des produits agricoles disponibles localement ;
- Appui à la promotion et multiplication des activités rémunératrice à travers la promotion de HIMO/ACT pendant la période de soudure dans la réhabilitation des infrastructures hydro agricole, les pistes rurales, la mise en place d'un système de stockage des produits agricoles pour la régularisation des prix ;
- Multiplication de l'offre en service technique agricole et en produits véto sanitaire ;
- Renforcement de la sécurité pour la lutte contre les vols de vanilles sur pied.

Région ATSINANANA

Faits saillants

- Un épisode de sécheresse a marqué la campagne agricole à partir du mois de juillet 2016 et n'a pris fin qu'en février 2017 au passage du cyclone Enawo ;
- Une diminution de la production rizicole de l'ordre de 50 pour cent est observée alors que cette spéculation a déjà connu une baisse de l'ordre de 20 pour cent durant la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité de pluie généralement insuffisante pour l'agriculture avec une répartition mauvaise par rapport à la normale. La période de plantation a été respectée.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité et l'accessibilité aux intrants restent similaires à la précédente campagne sauf pour le riz où la stratégie de répétition du repiquage a engendré l'insuffisance de

semences et la hausse des prix sur le marché rendant difficile l'accessibilité. Le système de culture traditionnelle est encore prédominant avec l'utilisation de matériel rudimentaire. L'utilisation des intrants améliorés et matériels motorisés est limitée par leurs prix élevés. Les infrastructures sont endommagées à cause de l'insuffisance d'entretien et réhabilitation rendant difficile la maitrise d'eau pour l'agriculture.
Ennemis des cultures : L'attaque des rats sur les cultures de riz, de maïs et de manioc est la plus importante (près de 50 pour cent des surfaces cultivées sont affectées). Les oiseaux et les insectes causent moins de 10 pour cent de dégâts sur les cultures.
Superficie emblavée : En baisse de 15 pour cent pour le riz et maïs et inchangée pour le manioc.
Culture de contre saison : Riziculture, le maïs, l'absence de subvention sur le prix des intrants agricoles sont les principales contraintes de la culture de contre saison cette année.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : -18.98 Maïs : -03.09 Manioc : -07.18
Production stable		
Production en baisse	Riz : -50.90 pour cent Maïs : -06.88 pour cent Manioc : -19.13 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche
- L'élevage reste de type traditionnel, L'élevage extensif de volaille est prédominant. L'intensification et la professionnalisation reste encore précaires à cause du manque d'encadrement et de l'accessibilité aux services et produits véto sanitaire rendant ainsi l'exploitation vulnérable aux épidémies ;
- Les résultats des activités restent inchangés pour les cheptels par rapport à l'année dernière ;
- L'élevage de tilapia a beaucoup évolué et commence à se professionnaliser ;
- Les activités de pêche sont encore traditionnelles (pêche en eau douce, pisciculture, rizipisciculture, pêche maritime). L'insuffisance des moyens matériels, d'assistance technique et le non-respect des règlements régissant les matériels et le calendrier de pêche sont les principaux problèmes de la filière.

Marché
- Hausse précoce du prix des produits vivrier par rapport à la précédente campagne. Abondance du riz importé pour combler le déficit de l'offre local ; le prix du manioc et de la patate douce reste stable ;
- L'enclavement élargit l'écart entre le prix au producteur et celui à la consommation ;
- La disponibilité des denrées alimentaires reste identique à une situation normale, mais l'accessibilité pose problème à cause de la flambée de prix surtout pendant la période de difficulté alimentaire.

Choc et stratégie de survie
- La sécheresse (septembre à février) suivie de l'inondation (mars) est les principaux chocs qui ont affecté les ménages. La production rizicole de grande saison ne dure pas longtemps suite aux dommages engendrés par ces chocs alors que le pouvoir d'achat s'affaiblit et le prix des denrées alimentaires grimpe ;
- Pour faire face à la situation, une hausse de la pratique du salariat agricole est observée ainsi que l'augmentation des efforts dans le développement des cultures de rente et de la pêche.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 4 mois
Période de soudure : En avance, durée : 4 mois (septembre-octobre, mars-avril)
- La situation alimentaire des ménages s'est un peu dégradée (SA : 4 pour cent, SAM : 42 pour cent, **IAM : 47 pour cent, IAS : 6 pour cent**) ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est légèrement dégradée également ;
- L'approvisionnement en eau est plutôt acceptable (disponible toutefois la qualité est douteuse).

Recommandations
- Mise à disposition des intrants agricoles accessible, adaptés aux changements climatiques et de qualité. Multiplication des centres d'approvisionnement en intrants agricoles de proximité et l'assistance technique aux producteurs dans l'agriculture, l'élevage et la pêche ;
- Organisation d'une campagne de dératisation ;
- Appui à la promotion de la filière des cultures de rentes pour diversifier les sources de revenu des ménages ruraux ;
- Mise en œuvre d'un système de stockage des produits agricoles ;
- Promotion de HIMO/VCT pendant la période de difficulté alimentaire saisonnière ;

Région VATOVAVY FITOVINANY

Faits saillants

- La campagne agricole est marquée par une longue période sèche s'étalant du mois d'août 2016 jusqu'en mois de janvier 2017 qui a perturbé le développement des cultures de riz de la première et deuxième saison ;
- L'inondation des zones proches des lits des fleuves et rivières durant le passage du cyclone ENAWO en mois de mars a également engendré d'importantes pertes sur la production ;
- Cette perturbation a engendré une diminution importante de la superficie emblavée de moitié et également de la production rizicole de 70 pour cent, mais également du manioc de 40 pour cent ;

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Période sèche du mois d'août au mois de janvier. Retard de l'arrivée des pluies utile, caractéristique pluviométrique moins bonne pour l'agriculture en quantité et en répartition. La mise en place des cultures reste inchangée pour le riz de première saison et retardé pour la deuxième.

Contribution des autres facteurs : Insuffisance de la disponibilité en semence à la suite des dégâts sur les cultures de première saison. Les intrants améliorés ne sont disponibles qu'au niveau des chefs-lieux des districts. L'utilisation des engrais biologiques, chimiques et des produits phytosanitaires reste limitée par l'insuffisance des points de vente et du prix. Les infrastructures hydroagricoles sont insuffisantes et la maitrise d'eau est quasi inexistante. Les techniques de cultures traditionnelles sont dominantes.

Ennemis des cultures : Le rat est le ravageur le plus redouté et sont à l'origine des 30 pour cent des pertes sur la production. 20 pour cent des pertes engendrées par les oiseaux et les insectes.

Superficie emblavée : Inchangé pour le riz de première saison et le manioc. En forte baisse de 60 pour cent pour la deuxième saison de culture de riz.

Culture de contre saison : culture de haricot et culture maraîchères.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Maïs : +18.97 pour cent	Riz : +01.75 Maïs : +10.00 Manioc : +09.00
Production stable		
Production en baisse	Riz : -68.72 pour cent Manioc : -38.77 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Les principaux problèmes de l'élevage restent les maladies qui sévissent sur l'élevage porcin et volaille couplés avec la faible disponibilité des services et produits vétérinaires (centre de vaccination) ;
- Une baisse considérable des ressources disponibles au niveau des activités de pêche est observée à cause du changement climatique et l'insuffisance des matériels qui réduise le temps de sortie en mer.

Marché

- Flambée des prix des produits vivriers ; les riz locaux n'ont été présents sur le marché que durant un ou deux mois. Et la majorité des riz vendus sur les marchés sont des riz importés ;
- La disponibilité du manioc sur les marchés a également diminué faisant ainsi grimpé le prix du tas de 1,5 à 2 kg de 1 000 Ariary contre 200 à 300 Ariary durant même période de la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie

- La sécheresse est le principal choc qui a affecté les ménages au cours de cette campagne et a engendré une diminution drastique de la production ; les vols de culture sur pied comme le café ou encore la vanille et les vols d'animaux d'élevage se multiplient dans la région ;
- Pour faire face aux chocs la majorité des ménages pratique les activités génératrices de revenus comme la pêche, le salariat agricole et dans la majorité des cas l'orpaillage.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 1 à 2 mois

Période de soudure : Très précoce, durée : 7 mois (août-novembre/février-mars-avril),

- La situation alimentaire dans la zone présente une forte dégradation (SA : 4 pour cent, SAM : 24 pour cent, **IAM : 70 pour cent, IAS : 2 pour cent**) ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois se trouve également dégradée alors que les centres de récupération nutritionnelle sont rares. (La fréquentation de ces centres reste stable) ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais dans la région.

Recommandations

- Distribution de vivres et Promotion du HIMO/ACT pour rehausser le pouvoir d'achat des ménages et améliorer l'accessibilité alimentaire durant la période de difficulté alimentaire ;
- Mise en place d'un système de régulation des prix ;
- Approvisionnement en semence agricole à travers la multiplication des centres de distribution de semence et appui à l'accessibilité pour faciliter le démarrage de la prochaine campagne agricole à travers les dons et les subventions ;
- Réhabilitation et construction d'infrastructures hydroagricole et promouvoir la gestion communautaire et l'entretien des infrastructures existantes pour la pérennisation de l'infrastructure ;
- Organisation d'une campagne de dératisation.

Région ATSIMO ATSINANANA

Faits saillants

- La campagne agricole est marquée par une longue période sèche de 9 mois qui a fortement affecté la production agricole dans la région ;
- Le passage du cyclone ENAWO en mois de mars a également contribué à l'accentuation des pertes sur la production à cause des inondations des bas-fonds ;
- Ainsi, une baisse de plus de 50 pour cent est observée pour le riz et 40 pour cent pour le manioc à la suite de ces aléas climatiques qui se sont succédé.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité insuffisante et préjudiciable pour l'agriculture. Retard de l'arrivée des précipitations (février et mars au lieu de novembre).

Contribution des autres facteurs : Diminution de la disponibilité en semences à cause de la reprise multiple des cultures après chaque échec suite à la sècheresse. Le problème d'insuffisance a été légèrement limité par l'intervention de différentes institutions privées et étatiques. La disponibilité des engrais organiques a diminué à cause de la diminution du nombre de cheptels, l'utilisation d'engrais chimiques et produits phytosanitaires sont surtout pour les cultures maraichères et sont encore à faible proportion. Les techniques culturales adoptées sont principalement traditionnelles. La maitrise d'eau est encore un problème majeur dans la région.

Ennemis des cultures : Les rats et les oiseaux constituent les premiers ennemis de la riziculture.

Superficie emblavée : En baisse de près 15 pour cent pour le riz et inchangés pour le manioc.

Culture de contre saison : le riz « *hosy* », maïs, patate douce.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse		Riz : +13.86 Maïs : 00.00 Manioc : 00.00
Production stable	Maïs : 00.00 pour cent	
Production en baisse	Riz : -54.71 pour cent Manioc : -40.43 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'insécurité dans la région force les éleveurs à vendre leurs animaux d'élevages comme stratégie de lutte contre les pertes ; de plus, la sécheresse entraine une diminution de la qualité et la disponibilité des pâturages ;
- L'aviculture est importante dans la région contrairement à l'élevage porcin et la pêche ;
- Les épidémies et l'absence des services vétérinaires de proximité constituent les problèmes majeurs compromettant le développement de l'élevage dans la région.

Marché

- Le prix du riz et du manioc aux consommateurs sont en hausse remarquable de 50 pour cent depuis la sécheresse ;
- La difficulté d'accès à plusieurs localités constitue un problème majeur dans la circulation des produits et a contribué à la hausse des prix en plus de la réduction importante de l'offre locale.

Choc et stratégie de survie

- Le changement climatique (sécheresse), le cyclone ainsi que les perturbations et les pertes qu'il a apportées sur la production agricole et la difficulté d'accès à l'alimentation qui s'en suit constituent l'un des principaux chocs au quelles les ménages doivent faire face ;
- Pour y faire face les ménages optent le plus souvent au salariat journalier, à la vente des animaux d'élevage, à l'endettement ou encore à la réduction des rations et le nombre de repas par jour.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 2 mois

Période de soudure : Très précoce, durée : 7 mois (juillet-octobre/février-mars-avril)

- La situation alimentaire globale des ménages s'est fortement dégradée durant la campagne (SA : 1 pour cent, SAM : 21 pour cent, **IAM : 59 pour cent, IAS : 19 pour cent**);
- La situation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois s'est également dégradée alors que les prises en charge et les centres de récupération nutritionnelle sont insuffisants ;
- L'approvisionnement en eau est encore un problème à cause de non disponibilité de disposition sérieux de traitement alors que la défécation à l'air libre est encore courante.

Recommandations

- Promotion du système HIMO/VCT pendant la période de difficulté alimentaire pour assurer l'accessibilité alimentaire des ménages vulnérable ;
- Mise à disposition des intrants agricoles subventionnés pour la prochaine campagne, surtout en semences adaptées aux changements climatiques et de bonne qualité ;
- Mise en place d'un système de distribution d'intrants de proximités d'un système de stockage adapté pour la régularisation des prix ;
- Mise en fonction des réseaux hydro agricoles et promotion de la gestion à base communautaire afin d'assurer le suivi et l'entretien des infrastructures en place pour pérenniser la maitrise d'eau pour l'agriculture ;
- Réhabilitation et ouverture de pistes rurales pour améliorer l'accessibilité locale, la circulation des produits et la régulation des prix.

Région ATSIMO ANDREFANA

Faits saillants

- La sécheresse couplée avec les dégâts engendré par le passage des criquets dans certaines zones a eu d'impacts négatifs considérables sur les productions agricoles de la région ;
- Une diminution importante des productions vivrières, de l'ordre de 20 pour cent de la production de maïs et de riz est alors constatée pourtant l'année dernière la région a déjà connu une variation négative importante sur la production de céréale.
-

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée normale des premières pluies (novembre), la quantité a été suffisante, mais la répartition était mauvaise. La mise en place des cultures a été tout de même normale.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente récolte sont les plus utilisées. L'utilisation d'engrais organique est très faible sauf pour les cultures maraichères. L'utilisation des intrants améliorés et des produits phytosanitaires est encore très faible à cause de la faible disponibilité. Pour les engrais chimiques, le non-respect du dosage est toujours observé. Les infrastructures hydro agricoles sont encore insuffisantes.

Ennemis des cultures : Le passage d'essaims de criquets volants à forte densité entre le mois de février et mars dans certains districts a eu d'impact négatif sur la production céréalière malgré les traitements effectués. Les attaques d'insectes et de mauvaises herbes ont elles aussi été signalées.

Superficie emblavée : En baisse pour le riz et le maïs. En légère hausse pour le manioc et la patate douce.

Culture de contre saison : culture de légumineuse et d'oignons.

Évolution de la production

	Évolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +11.22 pour cent	Riz : -37.86 Maïs : -53.43 Manioc : -44.24
Production stable		
Production en baisse	Riz : -20.14 pour cent Maïs : -23.92 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage principalement est traditionnel ; les principaux facteurs de blocage concernent l'insécurité, l'insuffisance du pâturage naturel pour l'élevage bovin à cause de la dégradation du sol en conséquence des feux de brousse répétés et l'insuffisance de disponibilité des services et produits vétérinaires. Le résultat d'activité a ainsi diminué entre les deux campagnes successives ;

- Les menaces permanentes d'épidémie qui sévit l'élevage de volaille et porcin constituent un frein pour le développement de ces filières et induis une perte importante. De plus, la stratégie des ménages pour éviter ces pertes est précaire étant donné qu'il constitue à vendre à très bas prix le cheptel ;
- L'activité de pêche reste précaire et se résume au type traditionnel et l'utilisation des matériels non règlementaire étant donnée l'absence d'assistance technique.

Marché
- Aucun problème d'approvisionnement en produit alimentaire n'est signalé. Toutefois l'offre en riz et maïs local a diminué ;
- La flambée des prix est signalée surtout en période de soudure alors que le pouvoir d'achat des ménages reste inchangé.

Choc et stratégie de survie
- L'attaque des essaims de criquets, l'inondation des zones basses et l'insécurité (dahalo) sont les principaux chocs signalés durant cette campagne ;
- Pour faire face à la situation, les stratégies les plus couramment adoptées consistent à réduire les rations alimentaires et la quantité des produits mis en vente pour allonger la couverture alimentaire ; l'emprunt des vivres auprès des connaissances ; la mise en place du DINA BE pour lutter contre le banditisme rural et le vol de zébus; le recours à l'orpaillage est également très courant dans la zone.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 2 mois
Période de soudure : En avance, durée : 7 mois (août-février)
- La situation alimentaire des ménages s'est un peu dégradée globalement (SA : 1 pour cent, SAM : 20 pour cent, IAM : 64 pour cent, IAS : 14 pour cent)
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est également un peu dégradée ;
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène mauvaise.

Recommandations
- Multiplication des centres de distribution d'intrants de proximité dont prioritairement les semences pour le démarrage de la prochaine campagne ;
- Mise en œuvre du système HIMO/VCT dans la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles et les pistes rurales pour assurer l'accessibilité alimentaire des ménages pendant la période de soudure tout en améliorant la maitrise d'eau et la circulation des biens et des personnes dans la région ;
- Mise en place de dispositifs de stockage des produits agricoles pour la régularisation des prix pendant la saison de rareté;
- Encadrement technique des producteurs sur l'utilisation efficiente des intrants agricoles et l'adoption des techniques de production innovantes;
- Promotion et appui des activités liées à la résilience et au relèvement précoce afin de restaurer les moyens de subsistances des ménages notamment ceux victimes de l'insécurité alimentaire durant les précédentes campagnes. Il s'agit par exemple de multiplier les sources de revenus et promouvoir les spéculations à haute valeur ajoutée comme les légumineuses.
- Appui à la restauration des cheptels bovins et caprins des ménages éleveurs.

Région IHOROMBE

Faits saillants
- La campagne agricole est marquée par une défaillance pluviométrique importante qui a fait diminuer considérablement la production de maïs de près de 60 pour cent ;
- Pour la culture de riz, une légère baisse de 5 pour cent a été signalée. Néanmoins, il faut préciser qu'une baisse de 60 pour cent a déjà été observée sur le riz et de 15 pour cent sur le maïs durant la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production
Pluviométrie et mise en place des cultures : Faible quantité pluviométrique. Les calendriers culturaux n'ont pas été respectés à cause de ce déficit de la précipitation.
Contribution des autres facteurs : Une hausse de la disponibilité en semence a été observée suite à l'intervention du projet AROPA et de la DRAE pour la culture maraichère. La disponibilité en engrais et en produit phytosanitaire est fortement limitée par l'insuffisance voir l'absence des points de vente dans plusieurs zones, la faible utilisation de ces intrants s'explique par la qualité du sol jugé encore fertile par les producteurs. La maitrise des eaux nécessaire pour l'agriculture est encore très faible dans la région à cause de l'insuffisance importante des infrastructures hydro agricoles.

Ennemis des cultures : L'attaque des maladies sur le riz, le maïs et les cultures maraichères est signalée dans la région. L'impact des dégâts sont plutôt sévère notamment supérieure à 25 pour cent.
Superficie emblavée : En légère hausse de 10 à 30 pour cent pour le manioc.
Culture de contre saison : Le haricot et le pois du cap. Hausse de pratique des cultures de contre saison.

Évolution de la production

	Évolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +30.00 pour cent	Riz : -60.00 Maïs : -15.00 Manioc : +20.00
Production stable		
Production en baisse	Riz : -05.30 pour cent Maïs : -63.33 pour cent	

Marché
- Le prix des produits est en hausse par rapport à la précédente campagne à cause de la faiblesse de l'offre en production locale ;
- Une diminution de l'offre du à la faiblesse de la production et le stockage précoce des productions pour prévoir la période de soudure.

Choc et stratégie de survie
- Le changement climatique, la faible précipitation et l'importance des pertes sur la production en conséquence constituent le principal choc qui a affecté les ménages dans la région ;
- Face à cette faiblesse de la production et la rude période de difficulté alimentaire menaçante qui s'en suivent, la stratégie de survie le plus communément adoptée est la réduction des rations journalière de nourriture consommée, la vente du cheptel bovin et avicole et la pratique des cultures maraichères.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 6 à 7 mois
Période de soudure : En avance, durée : 6 mois (août-octobre, février-avril)
- La situation alimentaire des ménages s'est légèrement dégradée par rapport à la précédente campagne ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est également dégradée ;
- L'approvisionnement en eau est toujours mauvais.

Recommandations
- Réhabilitation et construction des infrastructures hydro agricole pour élargir les périmètres exploitables ;
- Multiplication des centres de distribution d'intrants de proximité pour renforcer la disponibilité et l'accessibilité des producteurs pour le démarrage de la prochaine campagne ;
- Multiplication de l'offre en service et produit vétérinaires pour assurer la santé animale ;
- Renforcement de la sécurité pour résoudre le problème de vols de bovidés et la contrainte des agriculteurs dans leurs activités.

Région ANDROY

Faits saillants
- La pluie a été présente durant toute la campagne avec des interruptions de plus de 20 jours sauf au cours du mois de mars et avril, ce climat a été très favorable à la conduite de l'agriculture et de l'élevage ;
- Les dégâts causés par les ravageurs et les insectes ont été assez importants dans certaines zones notamment par le passage des criquets ;
- Malgré les dégâts causé par les ravageurs, la pluviométrie ainsi que les interventions pour la relance agricoles et les assistances alimentaire réalisé dans la région, une hausse de près de 50 pour cent est observée sur la production de maïs par rapport à la précédente campagne. La situation reste tout de même précaire étant donnée le niveau catastrophique de la production des précédentes campagnes, la production de cette campagne est encore moindre par rapport à une année normale mesurée par la moyenne des 5 dernières années.
- Les ménages rencontrent encore de problèmes de moyens de subsistance et de vulnérabilité du fait que l'adoption de la décapitalisation et la vente des biens productifs comme stratégies d'adaptation ont été courantes lors des trois dernières années.

Facteurs influençant le niveau de production
Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité proche de la normale de la pluviométrie avec une répartition meilleure pour les cultures.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité et l'accessibilité en semences et en matériels agricoles se sont améliorées grâce aux appuis conjoints des intervenants humanitaires dans le cadre des programmes Urgence Post-El-Nino 2016. Par contre, l'utilisation des produits phytosanitaires est encore quasi-inexistante.
Ennemis des cultures : Problème de prolifération des insectes et des maladies qui a eu des impacts importants sur la production de céréales, de patate douce et de légumineuse. L'attaque des criquets a également été signalée toutefois les impacts sont modérés grâce au traitement.
Superficie emblavée : Hausse nette des superficies emblavée grâce à l'abondance des pluies, hausse de près de 25 pour cent pour le maïs et dédoublement de la production pour le riz et le manioc et surtout la patate douce.

Évolution de la production

	Évolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +48.57 pour cent Maïs : +47.62 pour cent Manioc : +100.00 pour cent	Riz : -56.64 Maïs : -81.41 Manioc : -50.38
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche
- L'activité d'élevage a aussi beaucoup été affectée positivement par la situation de cette campagne agricole, en effet une forte augmentation des termes de l'échange en faveur des éleveurs a pu être observée ;
- La décapitalisation drastique qui a persisté depuis plusieurs années a fortement diminué ;
- Quoi qu'il en soit, aucun changement important de l'effectif du cheptel n'a été constaté dans la région.

Marché
- Hausse de la disponibilité en céréale qui se traduit par l'abondance des produits alimentaires sur le marché ;
- Le prix des produits à la consommation est beaucoup plus abordable pour les ménages.

Situation alimentaire et nutritionnelle
Durée de couverture alimentaire : 2 à 5 mois
Période de soudure : Démarrage un peu plus tard, durée : 6 mois (septembre-février)
- La situation alimentaire des ménages s'est beaucoup améliorée par rapport à la précédente campagne
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est nettement améliorée ;
- L'approvisionnement en eau est toujours mauvais.

Recommandations
- Amélioration de l'accessibilité alimentaire des ménages durant les périodes de difficultés alimentaires à travers la distribution des vivres, la mise en œuvre du système HIMO/VCT ;
- Valorisation de l'utilisation des produits alimentaires locaux à travers les formations nutritionnelle ;
- Approvisionnement en semences adaptées aux changements climatiques pour faciliter la relance des activités agricole de la prochaine campagne;
- Renforcement de la sécurité rurale ;
- Amélioration de l'accessibilité aux produits phytosanitaires agricole pour réduire les pertes dues aux attaques des maladies et les ravageurs à travers la mise en place de réseau de distribution.
- Mise en œuvre des interventions de relèvement précoce et diversification des sources de revenue afin de rétablir les moyens de subsistance et renforcer la résilience des ménages face aux chocs qui menacent sans cesse dans la région.

Région ANOSY

Faits saillants
- La pluviométrie a été mieux que la précédente campagne, le cyclone ENAWO a apporté plus de précipitation favorable à la campagne agricole 2016 - 2017 ;
- Par rapport à la situation observée lors de la précédente campagne qui était désastreuse, la production en riz a connu une hausse de l'ordre de 11 pour cent et le manioc de 30 pour cent grâces non seulement à la condition pluviométrique favorable mais également grâce aux différentes interventions mises en œuvre que ce soit à travers les assistances alimentaires ou l'appui en relance agricole.
- Malgré cette hausse, le niveau de production est encore très faible par rapport à la normal laissant encore la situation dans la région alarmante en terme de disponibilité alimentaire.
- L'attaque des criquets dans la région a eu quelques impacts sur la production de céréale et de légumineuse et a par conséquent limité la hausse sur la production en maïs de 8 pour cent.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Abondance de la pluviométrie généralement très favorable à l'agriculture.

Contribution des autres facteurs : Nette amélioration de l'accessibilité et la disponibilité d'intrant grâce aux interventions des différentes institutions dans l'approvisionnement en intrants et les matériels sauf pour les produits phytosanitaires. Ainsi, la disponibilité et l'utilisation des produits phytosanitaires restent le même par rapport à la précédente campagne.

Ennemis des cultures : Les dégâts causés par les insectes, les maladies et les criquets ont été constatés sur la production de maïs et de légumineuse.

Superficie emblavée : L'abondance des pluies a permis aux ménages d'élargir considérablement la superficie emblavée par rapport à la précédente campagne. Une hausse de 20,10 et 35 pour cent est constatée respectivement pour le riz, le maïs et le manioc.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2015-2016	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +10.00 pour cent Maïs : +07.06 pour cent Manioc : +22.50 pour cent	Riz : -63.80 Maïs : -46.06 Manioc : -100.00
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- La situation s'est également améliorée pour le secteur de l'élevage durant cette campagne agricole, la hausse de la production et l'amélioration de la sécurité alimentaire ont réduit considérablement la décapitalisation rigoureuse de ces dernières années ;
- A l'exception du district de Betroka la sécurité s'est améliorée dans la région ;
- L'effectif du cheptel reste néanmoins constant par rapport à la précédente campagne;

Marché

- Par rapport à la campagne agricole précédente, l'offre en production locale a nettement augmenté avec la hausse de la production céréalière mais reste insuffisante ;
- Le prix du riz est très bas ; par contre pour les autres denrées comme le maïs, le manioc sec et les légumineuses le prix commence à augmenter. En effet, bien que l'offre ait enregistré une augmentation, elle est toujours insuffisante.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 2 mois au sud et 5 mois au nord

Période de soudure : un peu retardé

- La situation alimentaire des ménages est meilleure par rapport à la précédente campagne (SA : 4 pour cent, SAM : 27 pour cent, IAM : 52 pour cent, IAS : 18 pour cent) ;
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est considérablement améliorée ;
- L'approvisionnement en eau est toujours mauvais.

Recommandations

- Assistance alimentaire pour les ménages vulnérables pendant la période de soudure ;
- Sensibilisation des ménages dans la valorisation des produits alimentaires disponible localement ;
- Mise en œuvre du système HIMO/VCT pour diversifier les sources de revenus et assurer l'accessibilité alimentaire durant les périodes de difficulté alimentaire ;
- Appui au démarrage de la prochaine campagne à travers l'approvisionnement en intrants de qualité et mieux adapté aux changements climatiques (semences, engrais, produits phytosanitaires) et promotion des techniques de production innovantes.
- Renforcement de la sécurité principalement dans le district de Betroka pour améliorer les conditions d'élevages.
- Appui aux activités relatives au renforcement de résilience des ménages notamment diversification des sources de revenus, valorisations des produits agricoles à travers l'organisation de chaine des valeurs des spéculations à haute valeur ajoutée comme les légumineuses, stockages communautaires.

ISBN 978-92-5-130093-0

9 789251 300930

I8306FR/1/12.17